

# ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE FARE 'ĀPO'ORA'A RAHI NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

## Compte rendu intégral des débats

Séance du 9 et 20 novembre 2023

## SOMMAIRE GÉNÉRAL

Séance du 9 novembre 2023 .....	236
Séance du 20 novembre 2023 .....	278

**PROCÈS-VERBAL**Cinquième séance : jeudi 9 novembre 2023 à 9 heures 29 minutesPRÉSIDENCE de M. Antony Géros  
président de l'assemblée de la Polynésie française**S O M M A I R E**

<b>OUVERTURE DE LA SÉANCE .....</b>	<b>236</b>
<b>APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR.....</b>	<b>237</b>
<b>EXAMEN DES RAPPORTS ET DES TEXTES.....</b>	<b>239</b>
– Rapport n° 101-2023 relatif à un projet de délibération portant modification n° 4 du budget général de la Polynésie française pour l'année 2023.....	239
– Rapport n° 90-2023 relatif à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de décret fixant pour les années 2021 et 2023 la quote-part des ressources du budget de la Polynésie française destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation .....	251
– Rapport d'observations définitives de la Chambre territoriale des comptes sur le contrôle des comptes et de la gestion du groupement d'intérêt économique Tahiti Tourisme concernant les exercices 2017 à 2021 .....	254
– Rapport n° 91-2023 relatif à un projet de délibération portant modification de la délibération n° 2001-200 APF du 4 décembre 2001 modifiée portant code de procédure civile de la Polynésie française .....	258
– Rapport n° 102-2023 portant approbation du projet d'avenant n° 3 au contrat de redynamisation des sites de défense de Polynésie française .....	261
– Rapport n° 96-2023 relatif à un projet de délibération relative au registre de l'agriculture .....	265
<b>EXAMEN DE LA CORRESPONDANCE.....</b>	<b>276</b>
<b>CLÔTURE DE LA SÉANCE.....</b>	<b>276</b>

*Les rapports peuvent être consultés sur le site internet de l'assemblée de la Polynésie française à l'adresse [www.assemblee.pf](http://www.assemblee.pf)**Les interventions en langues polynésiennes ont fait l'objet d'une traduction surlignée en gris.*

**OUVERTURE DE LA SÉANCE**

**Le président :** Mes chers collègues, bonjour à tous. Je souhaiterais saluer la présence de notre vice-présidente, l'ensemble des ministres, chers collègues de l'assemblée, les représentants de la presse, ceux qui nous suivent par *Internet* interposé et bien entendu le public présent et tous ceux qui nous suivent à travers le *streaming*.

*Bonjour à toutes et à tous en cette matinée* pour notre cinquième séance de la session budgétaire.

Je déclare la séance ouverte.

Vous avez été convoqués par lettre n° 2044/2023/APF/SG du 27 octobre 2023 et comme à l'accoutumée je vais laisser le soin à notre secrétaire générale de faire l'appel des représentants présents.

**M<sup>me</sup> Jeanne Santini :**

M <sup>me</sup>	Teumere	Atger-Hoi	présente
M <sup>me</sup>	Teave	Boudouani-Chaumette	arrivée en cours de séance
M <sup>me</sup>	Frangélica	Bourgeois-Tarahu	absente
M <sup>me</sup>	Tahia	Brown	présente
M.	Michel	Buillard	arrivé en cours de séance
M <sup>me</sup>	Yseult	Butcher-Ferry	arrivée en cours de séance
M.	Steve	Chailloux	absent
M.	Mike	Cowan	présent
M.	Henri	Flohr	absent
M.	Bruno	Flores	présent
M <sup>me</sup>	Rachelle	Flores	présente
M <sup>me</sup>	Béatrice	Flores-Le Gayic	présente
M <sup>me</sup>	Joëlle	Frebault	absente
M.	Édouard	Fritch	arrivé en cours de séance
M <sup>me</sup>	Thilda	Garbutt-Harehoe	présente
M.	Antony	Géros	présent
M <sup>me</sup>	Pascale	Haiti	arrivée en cours de séance
M.	Ueva	Hamblin	présent
M <sup>me</sup>	Maite	Hauata Ah-Min	présente
M.	Tevaipaea	Hoïore	présent
M <sup>me</sup>	Odette	Homai	présente
M <sup>me</sup>	Teura	Iriti	arrivée en cours de séance
M.	Benoit	Kautai	arrivé en cours de séance
M <sup>me</sup>	Marielle	Kohumoetini	présente
M <sup>me</sup>	Teremuura	Kohumoetini-Rurua	présente
M.	Nuihau	Laurey	présent
M.	Heinui	Le Caill	présent
M.	Tematai	Le Gayic	absent
M.	Simplicio	Lissant	présent
M.	Cliff	Loussan	présent
M <sup>me</sup>	Maurea	Maamaatuaiahutapu	présente
M.	Vincent	Maono	présent
M.	Tahuhu	Maracura	arrivé en cours de séance
M <sup>me</sup>	Hinamoeura	Morgant-Cross	présente
M <sup>me</sup>	Pauline	Niva	présente
M <sup>me</sup>	Patricia	Pahio-Jennings	présente
M <sup>me</sup>	Cathy	Puchon	présente
M <sup>me</sup>	Sonia	Punua-Taee	présente
M.	Frédéric	Riveta	absent
M.	Allen	Salmon	présent
M <sup>me</sup>	Nicole	Sanquer	arrivée en cours de séance
M.	Edwin	Shiro-Abe Peu	présent

M.	Tafai, Mitema	Tapati	présent
M.	Ernest	Teagai	présent
M.	Ah Ky	Temarii	présent
M.	Oscar, Manutahi	Temaru	présent
M.	Tevahiarui	Teraiarue	présent
M.	Ruben	Teremate	présent
M <sup>me</sup>	Tepuaurui	Teritahi	présente
M.	Pierre	Terou	présent
M.	Félix, Hoa	Tetua	présent
M <sup>me</sup>	Lana	Tetuanui	présente
M <sup>me</sup>	Sylvana	Tiatoa	présente
M.	Gaston	Tong Sang	présent
M <sup>me</sup>	Vahinetua	Tuahu	absente
M <sup>me</sup>	Jeanne	Vaianui	présente
M <sup>me</sup>	Elise	Vanaa	présente

Siègent au banc du gouvernement :

Madame la vice-présidente du gouvernement Éliane Tevahitua, Mesdames et Messieurs les ministres, Minarii Galenon Taupua, Tevaiti-Ariipaea Pomare, Taivini Teai, Ronny Teriipaia, Cédric Mercadal et Nahema Temarii.

### PROCURATIONS

**Le président :** Merci. Pouvez-vous nous donner lecture des procurations déposées ?

**M<sup>me</sup> Jeanne Santini :** Monsieur le président, nous avons reçu les procurations de :

RÉFÉRENCES	DE :	À :
N° 11744 - 8 h 45	Frangélica Bourgeois-Tarahu	Béatrice Flores-Le Gayic
N° 11745 - 8 h 45	Vahinetua Tuahu	Maurea Maamaatuaiahutapu
N° 11746 - 8 h 45	Steve Chailloux	Cliff Loussan
N° 11747-8 h 45	Tematai Le Gayic	Elise Vanaa
N° 11752 - 9 h	Joëlle Frebault	Pascale Haiti
N° 11751 - 9 h	Frédéric Riveta	Sonia Punua-Taac
N° 11750 - 9 h	Henri Flohr	Yseult Butcher-Ferry
PROCURATIONS ARRIVÉES EN COURS DE SÉANCE :		
N° 11749 - 8 h 45	Ueva Hamblin	Antony Géros
N° 11753 - 11 h 42	Oscar, Manutahi Temaru	Vincent Maono
N° 11754 - 14 h 58	Nuihau Laurey	Nicole Sanquer

### APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

**Le président :** Merci. On poursuit avec notre ordre du jour. Est-ce que vous pouvez nous en donner lecture ?

**M<sup>me</sup> Jeanne Santini :** Monsieur le président, la conférence des présidents réunie la semaine dernière vous propose l'ordre du jour suivant :

- I) *Approbation de l'ordre du jour ;*
- II) *Examen des rapports, des projets de délibération, d'un avis, d'un avenant et du rapport d'observations définitives de la chambre territoriale des comptes ;*
- III) *Examen de la correspondance ;*
- IV) *Clôture de la séance.*

**Le président :** Merci. À la demande du gouvernement, on va faire une proposition de modification du passage de nos textes, à savoir que le rapport n° 90 va prendre la deuxième position dans l'examen des textes soumis à notre ordre du jour.

Donc je vous demande de noter donc le rapport n° 90 va prendre la deuxième position après l'examen en premier du collectif et enfin le dernier rapport de l'ordre du jour qui vous est présenté, c'est-à-dire le rapport n° 11085 qui intéresse la CTC va venir se positionner en troisième texte qui vous sera soumis à notre examen.

Cette demande a été faite compte tenu du fait que tout de suite après l'examen de ces trois textes, les deux ministres concernés à savoir le ministre des finances et la ministre en charge des solidarités vont devoir se rendre à un conseil d'administration urgent qui intéresse bien entendu la solidarité.

Et donc c'est la raison pour laquelle ils ont demandé de revoir le passage des textes de manière à faciliter leurs disponibilités pour être présents à ce CA. Donc, est-ce que vous avez des remarques particulières par rapport à ce changement ? S'il n'y a pas de remarque, je mets aux voix. Qui est pour avec les changements proposés ? À l'unanimité. Merci.

Ensuite, le deuxième point que je vais soumettre à votre adoption c'est la suspension donc de notre séance à 10 heures pour participer à l'inauguration de la présentation de l'évènement qui se passe dans le hall et qui nous est présentée par les artisans des Tuamotu-Gambier, donc je vous y invite d'ailleurs à participer.

Cela va durer à peu près une quinzaine, vingtaine de minutes pour des raisons évidentes de nuisances parce qu'on n'aura pas la possibilité de bien travailler et parce qu'ils ont prévu des chants, ils ont prévu des interventions... Enfin bref ! Ils ont prévu beaucoup de choses pour cet évènement inaugural. Donc je ferai une suspension de séance à 10 heures pour les besoins de cet évènement.

Donc, nous allons tout de suite entamer notre ordre du jour avec l'examen des rapports, des projets de délibération, d'un avis et du rapport d'observations définitives de la Chambre des comptes.

Avant l'examen des dossiers...

**M<sup>me</sup> Lana Tetuanui** : Monsieur le président !

**Le président** : Sur l'ordre du jour ou sur...

**M<sup>me</sup> Lana Tetuanui** : Rappel au règlement.

**Le président** : Ah, rappel au règlement ! Je vous écoute.

**M<sup>me</sup> Lana Tetuanui** : Merci, Monsieur le président.

*Monsieur le président de l'assemblée, Madame la vice-présidente du Pays, chers ministres, chers élus du peuple, à celles et ceux qui nous regardent et nous suivent en direct de la maison du Peuple, recevez mes salutations en cette nouvelle matinée.*

Monsieur le président, ce rappel au règlement nous renvoie à l'article 24 de notre règlement intérieur portant sur l'exclusion temporaire. L'article 18 du règlement intérieur prévoit par ailleurs que l'auteur d'un rappel au règlement dispose de cinq minutes de temps de parole.

Le 26 octobre dernier à l'occasion de la quatrième séance de la session budgétaire, notre collègue Mitema Tapati élu du groupe Tavini huiraatira a prononcé ici même des propos qui ont choqué l'opinion et ont été largement relayés par les médias et sur les réseaux sociaux, je cite... je le cite : « 'Ua 'ite pau roa tātou i teie mahana ē, 'ua 'uo'uo roa tō tātou Fenua. 'Ere'ere hia o Farāni, i'ō nei te 'uo'uo roa atu rā. » Traduction : Nous le constatons tous aujourd'hui, notre Pays a considérablement blanchi. Alors que la France noircie, ici on blanchit de plus en plus.

Les propos prononcés en langue tahitienne par cet élu de la majorité sont clairs et ne souffrent d'aucune ambiguïté.

Le 12 octobre dernier, nous nous tenions tous main dans la main ici même dans un moment de prière, animé par ce même collègue en hommage aux victimes du conflit israélo-palestinien.

Le 24 octobre dernier, nous célébrions ici même la journée de l'ONU dont le drapeau flotte désormais sur notre institution et qui a fait de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, l'un de ses fers de lance.

Il n'y a en 2023 aucune place dans le débat démocratique pour des allusions à la couleur de la peau des hommes et des femmes qui composent notre Pays, riche de sa diversité.

Le racisme et la xénophobie doivent être bannis de notre hémicycle et de notre société. Il y a des propos que nous ne devons pas prononcer auxquels nous ne devons jamais nous habituer et que, quelle que soit notre appartenance politique ou idéologique, nous ne pouvons pas cautionner.

Dois-je vous rappeler, mes chers collègues, qu'en 2007 l'un des élus de l'UPLD qui siège d'ailleurs aujourd'hui sur les bancs de la majorité a été condamné par le Tribunal pour injures racistes après avoir comparé les habitants des lotissements résidentiels de Punaauia à des bambous qui prolifèrent.

Le 26 octobre dernier, les propos de notre collègue Tapati étaient beaucoup moins métaphoriques.

*Je voudrais dire à Monsieur Tapati, ce teint brun que Madame Lana Tetuanui a, j'en suis fière ! (En montrant son bras droit) D'ailleurs, le Seigneur m'a donné un petit-fils de peau blanche.* Mais ça le... Tu n'as pas le droit de le traiter, ça ne fait pas de lui un envahisseur dans ce pays ! C'est son pays ! C'est un Polynésien malgré sa peau blanche !

Aussi, Monsieur le président de l'assemblée, nous vous demandons instamment que soit appliqué les dispositions de l'article 24 du règlement intérieur de notre assemblée à l'encontre de notre collègue Mitema Tapati.

Pour rappel... pour rappel, l'article 24 prévoit qu'«une exclusion temporaire est prononcée contre tout représentant qui a tenu des propos discriminatoires, racistes ou xénophobes », et c'est le cas ! Nous vous demandons de prendre l'engagement ferme, séance tenante, face à notre représentation et face au peuple de lancer la procédure disciplinaire qui s'impose afin que les propos racistes et xénophobes tenus récemment dans cet hémicycle soient punis ! C'est votre devoir, Monsieur le président de l'assemblée. C'est votre obligation.

Je vous remercie de votre attention. (*Applaudissements dans la salle.*)

**Le président :** Merci. Donc vous avez épuisé votre intervention ou vous voulez intervenir encore ? Non, c'est bon ? *Merci bien.*

J'ai noté, j'ai pris note.

**M<sup>me</sup> Lana Tetuanui :** Nous attendons votre réponse, Monsieur le président.

**Le président :** On a toute la séance pour attendre, on verra.

**M<sup>me</sup> Lana Tetuanui :** Non mais l'heure est trop grave !

**Le président :** Ah, eh bien, écoutez, il faut arrêter ! Vous auriez dû intervenir séance tenante. Pourquoi vous attendez une séance après pour intervenir ?

**M<sup>me</sup> Lana Tetuanui :** Oui, non mais...

**Le président :** Bon allez, on arrête ! On poursuit notre ordre du jour.

**M<sup>me</sup> Lana Tetuanui :** Non mais, Monsieur le président !

(*Les élus du groupe Tapura huiiraatira quittent l'hémicycle.*)

### EXAMEN DES RAPPORTS ET DES TEXTES

**Le président :** Avant d'examiner les dossiers, je vous rappelle que la conférence des présidents a décidé d'appliquer la procédure d'examen simplifiée concernant les rapports n<sup>os</sup> 91 et 96.

Dans cette procédure simplifiée les articles ne seront pas lus ni débattus, seuls les articles faisant l'objet d'amendement seront toutefois discutés. Lorsque le texte soumis à la procédure d'examen simplifiée ne fait l'objet d'aucun amendement, je mettrai aux voix l'ensemble de la délibération.

#### RAPPORT N° 101-2023 RELATIF À UN PROJET DE DÉLIBÉRATION PORTANT MODIFICATION N° 4 DU BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE POUR L'ANNÉE 2023

Présenté par M<sup>me</sup> la représentante Elise Vanaa

**Le président :** Je vous invite tous à vous reporter au rapport n° 101-2023 relatif à un projet de délibération portant modification n° 4 du budget général de la Polynésie.

Je demande au gouvernement de bien vouloir en exposer l'économie générale.

**M. Tevaiti-Ariipaea Pomare :** Monsieur le président de l'assemblée, Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, Mesdames et Messieurs les collaborateurs, chers auditeurs, auditrices, tous ceux ici présents et tous ceux qui nous écoutent,

*bonjour.*

Aujourd'hui nous sommes ici présents pour nous prononcer, voter un collectif. Ce collectif comprend principalement deux éléments : un premier élément qui concerne, en fait, une dotation pour venir régler des impayés pour la structure OPH et un second montant d'une hauteur de 1 milliard pour préempter un terrain à Punaauia pour nos Polynésiens.

Merci beaucoup.

**Le président :** *Merci bien.*

Je ramène la parole à l'intervenante du Tavini au sujet du rapport, donc c'est Elise qui doit intervenir.

**M<sup>me</sup> Elise Vanaa :** Merci, Monsieur le président. Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, nos auditeurs, la presse, *bonjour à toutes et à tous en cette nouvelle matinée.*

Président, je suis le rapporteur de ce projet de délibération donc je pense que tout a été dit par notre ministre. On a eu une commission vendredi dernier donc je me dispenserai de redire ce qui a déjà été dit et donc on va maintenant intervenir sur ce dossier.

Merci, président.

**Le président :** Merci beaucoup.

Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole de 60 minutes : 9 minutes pour les non-inscrits, 36 minutes pour le Tavini et 15 minutes pour le Tapura.

J'invite l'intervenant des non-inscrits à prendre la parole.

**M. Nuihau Laurey :** Merci, Monsieur le président. Madame la vice-présidente, Mesdames les ministres, Messieurs les ministres, mes chers collègues et le public qui est resté en salle, *bonjour*.

Juste une petite parenthèse par rapport à ce qui vient de se passer. Moi, j'ai le souvenir de séances où des élus ont été insultés et cela n'a pas gêné outre mesure certains qui s'offusquent aujourd'hui donc... (*Applaudissements dans la salle.*)

Pour revenir à ce dossier, c'est vrai qu'on l'a examiné en commission longuement. Chacun a indiqué ce qu'il pensait de ce collectif budgétaire. Ce n'est pas un collectif, finalement c'est un plan de sauvetage de l'OPH pour dire les choses clairement. Un plan de sauvetage qui est quand même inquiétant puisque l'exposé des motifs indique que cet établissement a vu sa dette passée de 2 milliards à 4 milliards F CFP en l'espace de quelques mois, ce qui est quand même gigantesque.

On a eu les réponses à toutes les questions que nous avons posées en commission, mais il y a un vrai sujet sur cet établissement d'autant plus que cette situation se produit alors que la Chambre territoriale des comptes a rendu un rapport en 2019 sur cet établissement en mettant en évidence les changements successifs de directeurs. Je crois qu'on en a six ou sept directeurs en l'espace de cinq ans ce qui quand même pose un grave problème.

La Chambre territoriale des comptes a rappelé finalement le manque de dynamisme du conseil d'administration et de tous ses membres pendant plusieurs années, a indiqué la piètre performance de bailleur social de l'établissement alors que c'est sa fonction essentielle, son incapacité à construire les logements alors que c'est sa mission et, en fin de compte, son incapacité aussi à accompagner le Pays dans sa fonction d'assistant à maître-d'ouvrage. Cela fait quand même beaucoup pour un seul établissement.

C'est vrai qu'on nous demande aujourd'hui de signer, finalement, un chèque en blanc de 2,2 milliards F CFP. Je trouve que cela fait beaucoup. Cela fait beaucoup avec l'argent du contribuable. Si je fais un simple calcul ces 2,2 milliards F CFP cela représente un peu plus de l'espérance de recettes budgétaires que le gouvernement attend du futur impôt financier qui nous a été indiqué il y a quelques semaines de cela, donc ça fait beaucoup d'argent.

Notre rôle au sein de cette assemblée et c'est vrai, c'est de voter les lois. Notre rôle c'est aussi de contrôler l'action du gouvernement. Et dans un cas comme celui-là, avec l'exposé des motifs qui nous est présenté, Monsieur le président, je crois que c'est la moindre des choses c'est dans vos prérogatives, c'est qu'une mission d'information soit constituée sur ce sujet. Et je pense que c'est le rôle des représentants ici présents d'assister aussi le gouvernement dans l'effort de réforme qui sera proposé. Et donc, Monsieur le président, je demande à ce qu'une mission d'information soit créée, soit mise en place pour le suivi de la situation financière de l'OPH avec, bien évidemment, des représentants de chaque groupe politique.

Je pense que si on ne le fait pas à cette occasion-là avec une situation financière comme celle-là, on ne le fera jamais. On ne le fera jamais. C'est dans nos prérogatives, Monsieur le président. On sait qu'il y a d'autres établissements qui vont venir aussi après, l'OPT. Il y a eu une présentation qui a été faite par Madame la ministre Crolas de la situation de cet établissement. On ne peut plus laisser passer des choses comme ça.

Je crois que vous êtes une majorité qui a été élue pour le changement. Si pour un dossier comme celui-là, notre assemblée ne se mobilise pas comme elle doit le faire, il ne se passera rien.

Donc, Monsieur le président, nous allons voter en faveur de ce collectif budgétaire parce qu'il ne faut pas rajouter de la difficulté à la difficulté. C'est une nécessité, mais nous vous demandons la constitution d'une mission d'information sur la situation de l'OPH.

Je vous remercie.

**Le président :** Merci. Je poursuis avec l'intervenant du Tapura huiraatira. Personne ? Bien. Donc j'invite l'intervenant du Tavini huiraatira à prendre la parole.

**M<sup>me</sup> Béatrice Flores-Le Gayic :** *Merci bien, Monsieur le président. Cher gouvernement, chers élus, chers journalistes, chers invités, à la population qui nous écoute et nous regarde, bonjour. Chers collègues, bonjour.*

Merci Monsieur Laurey pour votre intervention.

Mon intervention sera plus axée vers la situation actuelle de l'OPH.

Et j'espère, Monsieur le président, que vous allez me laisser parler jusqu'à la fin parce qu'il nous reste un quart d'heure avant l'ouverture de l'exposition des Tuamotu.

Comme mentionné dans son exposé des motifs, le gouvernement propose une modification du budget 2023 dont l'objet prioritaire est de trouver une réponse urgente à la situation alarmante de l'Office polynésien de l'habitat.

Unaniment, nous sommes conscients que l'urgence de la mise en place de ce quatrième collectif à la veille de l'examen du budget primitif 2024 pose question mais ce collectif est nécessaire voire impérieux, il y va de l'avenir de notre politique sociale du logement en faveur de notre *population*.

En parcourant la chronologie des faits, la situation financière de l'OPH n'a fait que s'empirer d'année en année :



- Fin 2022 : le stock de factures impayées était de 2 milliards...
- Mars 2023 : le stock de factures impayées a augmenté pour atteindre les 4 milliards...

Pour ma compréhension, lorsqu'on fait du stock c'est qu'on accumule des avoirs, de la trésorerie. Or, c'est plus de la dette qui nous est présenté aujourd'hui.

Les écoles de commerce du **pays** doivent s'en inspirer de : « ce qu'il ne faut surtout pas faire ».

De plus, les factures impayées pénalisent la chaîne complète de l'habitat sur notre **territoire**, allant de la production des matières premières jusqu'à la construction des logements.

Aujourd'hui, l'OPH est la locomotive de la dette, on accumule de la dette et on endette nos fournisseurs.

Cette situation est indécente voire révoltante...

Qu'avons-nous à dire à nos petites entreprises de construction qui sont en grandes difficultés financières voire en cessation de paiements, et ce, par la mauvaise gestion de notre principal bailleur de fonds social ?

N'en parlant pas de nos travailleurs de la semaine qui sont rémunérés partiellement ou en totalité suivant la disponibilité de trésorerie de l'OPH.

Je le répète : cette situation est indécente voire révoltante...

Bref, la situation n'a que trop duré !!!

Cette rhétorique n'est nullement une incantation politicienne mais elle est la conséquence de la réalité de notre quotidien en tant qu'élue de notre institution...

Nous recevons nos administrés tous les jours, et ils sont nombreux, ils viennent nous voir du fait qu'ils sont préoccupés par leurs problèmes de logements :

- L'un nous dit : « *Je viens vous voir sur l'état d'avancement de ma demande alors que j'ai eu un avis favorable par la commission depuis deux ans et je ne vois rien venir...* »
- Un autre : « *J'ai payé ma part pour un logement et aucune construction n'a démarré, où est passé mon argent ?...* »
- Et puis un autre : « *Je ne comprends pas, ma maison est terminée et je ne peux pas habiter ma maison car le Service de l'urbanisme ne donne pas le certificat de conformité à cause du talus derrière ma maison, et il y a un risque d'éboulement...* »

Feu vert pour le permis de construire, feu rouge pour le permis de conformité, une incohérence bien de chez nous...

Des exemples, on peut citer à la pelle. Ce qui est sûr, notre **population** est très peu considérée par l'administration de notre **pays**. N'ayons pas peur de le dire : « Notre **population** est très peu considérée par l'administration de notre **pays** », je le dis et je l'assume...

Si le gouvernement de notre **pays** écrit que la situation de l'OPH est particulièrement alarmante. Que dire de la situation du logement social sur notre **territoire**, est-elle du même ordre ou est-elle encore bien pire ? Ce qui est sûr, c'est un échec... Un échec collectif, un fiasco, comme le pensent et le disent certains de nos collègues ?

Une situation qui m'attriste, car cet échec collectif du politique et du service public met en avant le manque de respect vis à vis de notre **population** et pénalise les plus démunis.

L'insolence voire l'arrogance politicienne a primé sur les objectifs politico-sociaux de notre **pays**.

La politique du logement, c'est l'argent du peuple pour le peuple avec le peuple et non l'argent du peuple au service du pouvoir politique...

L'OPH, un outil au service des plus démunis est bien loin de ce qu'il devrait l'être...

Il est vrai que certains diront : « *Un héritage, on prend les bons et les mauvaises choses de l'héritage, on vous a laissé des milliards... vous avez de quoi résorber les déficits* ». Sauf que, la situation de l'OPH n'est pas qu'une situation comptable où on ne fait que des chiffres, derrière ces chiffres il y a des hommes, des femmes, des familles, des entreprises qui souffrent de la mauvaise gestion administrative et politique de l'organisme...

Concernant les chiffres, je vous livre les données cumulées de 2018 à 2023, sur le cumul de ces cinq dernières années :

- 6 277 demandes avec avis favorables pour 2 467 **logements** livrés, soit un taux de satisfaction de 39,30 % ;
- Un reliquat de 3 810 demandes avec avis favorables et 2 567 **logements** en construction, soit un reliquat potentiel de 1 243 demandes à honorer sans compter les nouvelles demandes réceptionnées
- En 2018, 102 demandes en instance... aujourd'hui, en 2023 plus de 1 200 demandes en instance sans compter les nouvelles demandes...

Une situation compliquée, très compliquée voire archi-compliquée !!!

Mais, ce qui m'a interpellé, c'est le nombre de constructions de *logements* livrées par an : 2018 (351 *logements*), 2019 (379 *logements*), 2020 (556 *logements*), 2021 (420 *logements*), 2022 (438 *logements*), 2023 (323 *logements*), soit 2 467 *logements* livrés.

On a livré plus de *logements* pendant les années Covid ? Étonnant !!! Ce qui fait en moyenne : 493 *logements* /an sur les cinq dernières années...

Des chiffres qui en disent long sur le fossé qu'il y a entre les prétentions et le pragmatisme de la mise en œuvre... 1 000 *logements* /an, il me semble que c'est le chiffre qui nous a été murmuré à l'oreille comme objectif à atteindre par le précédent gouvernement...

En complément, deux grosses commandes de *logements* ont été faites, l'une en octobre 2022 et l'autre en février/mars 2023 alors que les crédits ne suivaient plus ou pas du tout. Est-ce l'influence des élections territoriales d'avril 2023 ?

Certes, la campagne territoriale est terminée mais il est utile de rappeler les causes de certaines dérives car une fois de plus ce sont les plus démunis qui sont les premières victimes, on fait croire à notre *population* l'arrivée imminente de nouveaux *logements de type* OPH pour l'année en cours alors qu'il n'en est rien...

Comme dirait l'autre : « *L'espérance nous maintient à croire à un avenir meilleur* »

Aussi, chers collègues je vous dispense des autres chiffres qui sont liés aux aides en matériaux et aux demandes de logements sociaux...

Nous demanderons, lors de la présentation du compte financier 2022 de l'OPH, tous les détails sur les activités de l'établissement.

Comme je le disais tantôt : « Notre *population* est très peu considérée » par notre administration...

Notre Président actuel du gouvernement de *Mā'ohi Nui (NDT, la Polynésie française)* disait au sujet des cadres de l'administration du *pays* : « *Il n'y aura pas de chasse aux sorcières* » Malgré votre absence, je dirai que votre discours est louable Monsieur le Président de *Mā'ohi Nui (NDT, la Polynésie française)*, mais je pense que nous devons prendre exemple sur les États-Unis.

Un nouveau gouvernement, une nouvelle administration.

Le système français prône la continuité des services de l'administration.

Sauf que, en Polynésie française, nous n'avons pas une école de cadres de l'administration territoriale, nous avons des chefs de services nommés par les gouvernements précédents avec des convictions autonomistes.

Une fois de plus, j'assume mes propos car le retour de nos administrés est implacable : « *Rien n'a changé, ce sont toujours les mêmes !* »

Le renouvellement des chefs de service de l'administration doit être effectif, comme le Tavini huiraatira l'a fait aux dernières élections territoriales : 33 nouveaux élus sur 38. Mettre des cadres loyaux à la politique du Tavini huiraatira, c'est ça l'urgence. Si, dans cinq ans, un nouveau gouvernement arrive, il sera libre de mettre en place une nouvelle administration. C'est ça la démocratie.

La loyauté envers un gouvernement est dictée par ses convictions politiques et ses idéologies. La compétence n'est nullement remise en cause mais servir un gouvernement contraire à ses convictions est une supercherie et dire le contraire est de la démagogie !

L'OPH est un outil que le Pays a mis en place au service de notre population en difficulté. Il est peu judicieux, voire inconcevable, de garder des cadres qui ont mis cet outil en très grande précarité, comme le disait si bien le président de notre assemblée lors de la commission de l'économie : « des cadres inefficients ».

Si la nomination d'un jeune à la tête de l'OPH est une très bonne nouvelle, elle ne doit pas s'arrêter en si bon chemin. En commission, le nouveau directeur de l'OPH a été bien accueilli par ses membres du fait de la transparence de son exposé sur la situation actuelle de l'OPH.

Il nous a fait part des dysfonctionnements au sein de l'organisme, et je vous en livre une partie :

– 200 prises en charge de lignes téléphoniques par l'OPH sur 278 employés, soit 72 % des employés dispose de lignes téléphoniques payées par l'organisme. Je ne pense pas que les services de l'administration territoriale ont la même prestation : je fais référence aux services de la santé et de l'équipement qui sont 24h/24 ;

– en plus d'être un bailleur social, l'OPH est également opérateur pour le Pays sans pour autant que les activités annexes ne soient équilibrées financièrement.

En prenant ces fonctions depuis le début du mois d'octobre 2023, en collaboration avec la ministre de tutelle, le nouveau directeur a entamé la régularisation des factures impayées, notamment sur les prestations déjà réalisées, une résorption de près de 900 millions F CFP, passant de 4 milliards à 3,2 milliards F CFP d'impayés, diminution de la dette mais qui reste une dette conséquente.

Transparence, compétence et jeunesse donneront un souffle nouveau à notre politique sociale du logement sur notre *territoire* en faveur de notre *population* et seulement en faveur de notre *population*.

Et l'expérience, me diriez-vous ? C'est la remarque d'un membre du conseil d'administration lors d'un CA de l'OPH qui résume bien la situation actuelle, et il disait ceci : « *Avec la guéguerre interne, on assiste aujourd'hui à un OPH au sein de l'OPH* ».

Un dysfonctionnement d'une telle ampleur ne peut plus exister au sein de l'organisme. Des cadres qui veulent être « calife à la place du calife », des roitelets qui ont toujours eu la faveur des politiques et ils se croient tout permis. Il est temps que ces pseudo-cadres doivent être rangés avec discernement et politesse à leur place. Il y va de l'avenir du bon fonctionnement de l'OPH.

Lors de mon récent déplacement sur Takapoto, j'ai constaté, de visu, un lotissement de **logements de type** OPH sur un terrain présumé domanial... Quelle a été ma surprise, suite aux retours des locataires de ces **logements de type** OPH !

Les directives de l'OPH, dites verbalement par les agents de l'organisme, ne figurent pas dans le contrat des locataires, et je vous fais part de ce qui a été dit : « *interdiction d'adopter des animaux sans la mise en place d'une clôture ; interdiction de mettre des étendoirs à tel endroit, des tringles à un autre endroit* », etc. Des interdictions nullement énumérées dans le contrat.

Résultat des courses, une famille a intégré son **logement** en tuant ses animaux domestiques (chien, chat) ; une autre famille n'a pas encore intégré son **logement** à cause de ses chiens...

La domination de notre administration n'est plus tolérable. D'autant plus qu'à Takapoto, l'accès à la propriété est l'aboutissement de ce contrat entre le locataire et le Pays. Je me pose la question : quand est-ce qu'ils pourront se sentir chez eux avec autant de restrictions ? Une histoire à dormir debout !

En recevant nos administrés dans les locaux de notre institution, j'ai pu identifier quatre raisons qui poussent nos citoyens à faire des demandes d'aides au logement : le manque d'accès à la terre, *'aita e fenua (NDT, il n'y a pas de terre)* ; le manque d'accès à l'emploi, *'aita e 'ohipa (NDT, il n'y a pas d'emploi)* ; l'immigration massive des populations des îles vers la Société et la surpopulation des logements déjà octroyés.

La liste que je viens d'énumérer est loin d'être exhaustive.

Le manque d'accès à la terre, le manque d'accès à l'emploi, sont liés à une politique plus générale qui va au-delà du simple logement. Mais, ces deux points restent des éléments forts pour les demandes de logements de nos administrés du fait que pour bénéficier, il faut être en capacité de payer le loyer.

L'immigration des îliens vers Tahiti doit interpellier notre gouvernement sur le développement de nos archipels éloignés. Ce n'est point du tout une politique de rejet de nos îliens, mais cet exode favorise la désertification de nos îles et amplifie le vieillissement de la population.

La surpopulation des logements déjà octroyés reste un problème récurrent.

En effet, les limites physiques du logement ne sont pas extensibles alors que le nombre de résidents du logement s'accroît de génération en génération. Ce qui fait que le logement de départ ne répond plus aux besoins de la famille.

Certes, j'en conviens, Madame la ministre du logement, vous n'êtes aucunement la cause de cette situation actuelle à laquelle je fais référence, mais vous êtes en pleine tempête sociale, si je puis m'exprimer ainsi.

La politique du logement sur notre **territoire** reste complexe et difficile car le problème de logement ne concerne pas seulement les logements sociaux des familles, il touche également nos étudiants, aussi bien les étudiants des îles que de la presqu'île de Tahiti. Car les établissements du 3<sup>e</sup> cycle sont implantés dans l'agglomération urbaine de Papeete.

Une décentralisation de nos infrastructures vers la presqu'île doit être repensée pour éviter, d'une part, l'asphyxie routière et, d'autre part, l'échec scolaire de nos étudiants du 3<sup>e</sup> cycle.

En parallèle, nous ne pouvons pas passer sous silence, nos jeunes de la classe dite « moyenne » qui ont un emploi mais rencontrent également les problèmes liés au logement.

Ils se trouvent entre deux eaux : ils ne bénéficient pas de logement social du fait qu'ils ont des revenus qui sont au-dessus du barème prescrit et, en même temps, ils n'ont pas les moyens suffisants pour investir afin qu'ils soient propriétaires d'une terre et d'une maison.

La réflexion, la conception et la mise en œuvre des logements intermédiaires ont déjà démarré, avec des dispositifs qui facilitent l'accès à la propriété ou à la location simple, avec des partenaires locaux et métropolitains. Mais cela reste embryonnaire et insuffisant.

Nos jeunes qui réussissent dans leurs cursus scolaires et qui entreprennent dans leurs vies actives ont besoin également d'être sécurisés sur la stabilité et le bien-être de leurs futurs foyers.

Je ne doute pas que notre gouvernement est au fait de toutes les préoccupations que je viens d'énumérer et je compte sur l'efficacité de notre gouvernement pour répondre au mieux aux attentes de notre **population** pour les années à venir.

La place du logement dans une société moderne et solidaire est essentielle, il est le reflet du bien-être ou du mal-être de sa population.

Le logement, c'est un abri, il sécurise la vie de chacun de nous. Le logement, c'est un **cocon**, une maison, il participe à la cohésion familiale. Le logement, c'est un investissement, il participe à l'économie d'un pays. Le logement, c'est un lieu de vie, il est le lien social au sein d'un quartier. Et le logement est un baromètre, il définit le niveau de solidarité d'un pays.

En somme, le logement c'est moi, c'est toi, c'est nous. Avoir un logement, humainement parlant, c'est le droit d'exister.

On aime à dire : « *Quand le bâtiment va, tout va bien* ». Je rajouterai : « *Moins de sans abri, c'est mieux !* »

Le Tavini huiiraatira a été élu pour mettre en place une société qui nous rassemble et qui nous ressemble, c'est-à-dire, chaque famille **polynésienne** se doit d'avoir un logement décent sur son **territoire**. Un défi audacieux et qui demande de notre part beaucoup de courage, de travail et d'innovations.

Ce qui fait que l'appui financier du Pays en faveur de l'OPH est acté dans ce 4<sup>e</sup> collectif budgétaire 2023, que notre gouvernement nous présente aujourd'hui pour son approbation.

Je ne reviendrai pas sur les chiffres du déficit, ni sur les difficultés de trésorerie de l'OPH, l'exposé des motifs est très explicite. Je m'attarderai plus sur le plan de redressement élaboré entre le Pays et l'OPH. On nous parle de l'assainissement des comptes de l'OPH, d'une convention dite « de responsabilisation », d'une analyse exhaustive des missions de l'OPH pour le compte du Pays ou non, de l'urgence de payer nos fournisseurs, de réduire le coût de fonctionnement de l'organisme... Et j'en passe.

Sauf que, aucune directive sur l'effort financier des employés de l'OPH... Il serait souhaitable qu'un audit soit fait sur la grille salariale de l'OPH ainsi que sur les avantages que bénéficient ses employés.

Le soutien financier du Pays à l'OPH doit être à la hauteur des services rendus par l'OPH au nom du Pays, à savoir un service au public efficace ; un service respectueux des autorités compétentes ; un service consciencieux sur la bonne gestion des deniers publics.

Pour le Tavini huiiraatira, l'investissement dans le logement social sur notre **territoire** doit bénéficier en premier lieu à notre **population** et non aux gestionnaires.

Notre ministre du logement a hérité d'une situation exécrable : départ du directeur général de l'OPH à la retraite, l'agent comptable qui démissionne sans faire les comptes, des locataires en difficulté de paiement, etc.

En commission, notre ministre du logement nous a fait part d'un plan Marshall du logement en gestation pour une mise en œuvre dans deux-trois ans, avec en ligne de mire, d'améliorer la situation du logement. Et on ne peut que la féliciter pour ces efforts d'autant plus qu'avec courage et conviction, elle a déjà joué au *Marshall* en évitant des expulsions programmées par le Haut-commissaire ces derniers temps.

**Madame la ministre, bon courage !** Vivement un nouveau plan Marshall pour une meilleure gestion de l'OPH !

Quant à l'achat des 83 hectares sur Punaauia, beaucoup de projets du Pays sur ces 83 hectares. Les motivations du gouvernement pour l'achat de ce terrain méritent notre soutien : la construction de logements sociaux (étudiants, intermédiaires et autres) ; la constitution de nouvelles exploitations agricoles ; la création d'espaces verts publics.

Le Tavini huiiraatira soutient ces acquisitions car elles rentrent dans la politique du Tavini huiiraatira inscrite au programme des élections territoriales de 2023.

Cinq cent millions, 1 milliard, 4 milliards, si c'est en faveur de nos sans abris, de nos agriculteurs et de notre **population** en général, je suis une *fan* inconditionnelle !

L'unanimité de notre assemblée doit être effective pour approuver ce 4<sup>e</sup> collectif.

Pour clore mon propos, je parlerai de l'efficacité. L'efficacité doit être le leitmotiv pour 2024 : une administration efficace, un OPH efficace, un gouvernement efficace, une assemblée de Polynésie efficace, avec pour seul et unique objectif : accompagner notre **population** afin qu'il soit heureux en *Mā'ohi Nui*. (NDT, Polynésie française).

**Merci. Que l'amour règne.** (Applaudissements sur certains bancs du groupe Tavini huiiraatira.)

**Le président :** **Merci bien. Bien, on a terminé.** Oui, Ruben.

**M. Ruben Teremate :** **Merci,** président. **Bonjour. Chers membres du gouvernement, cher président et père, chers élus de l'assemblée, bonjour à toutes et à tous.**

Président, je ne vais pas être long, je vais être très court. C'est juste quelques lignes, elles vont être très courtes et se portent uniquement sur des questionnements concernant l'OPH. Comme le dit le rapport en fin 2022, le stock de factures impayées qui atteignait 2 milliards de francs, près de trois mois plus tard, en mars 2023, elles atteignaient 4 milliards. Et fin août, le gouvernement découvrait — j'ai bien lu « découvrait » — que l'établissement cumulait 4,5 milliards de francs d'impayés.

Voilà. La question est là : comment peut-on creuser un déficit de 2 milliards en trois mois ? Les chiffres que nous examinons aujourd'hui reflètent-ils vraiment la réalité ? Si c'est le cas, il y a un sérieux problème dans le fonctionnement de cet établissement. Il y a eu les téléphones et les abonnements payés par l'OPH, dont toute la population est au courant aujourd'hui. Mais peut-on parler des indemnités et autres embauches qui viennent alourdir cet ÉPIC ?

Ce sont ces questionnements qui viennent renforcer un peu la nécessité d'effectuer un audit, dans l'urgence, et bien sûr par un organisme indépendant.

**Voilà brièvement ce que j'avais à dire.**

**Merci, Monsieur le président.** (Applaudissements sur certains bancs du groupe Tavini huiiraatira.)

**Le président :** *Voilà. Merci bien. Nos interventions sont terminées, chère assemblée...* Oui, Thilda.

**M<sup>me</sup> Thilda Garbutt-Harehoe :** *Bonjour.*

Je voudrais juste ajouter qu'on parle souvent du surendettement de ces familles et qui donne après l'occasion d'expulsion, ou alors de contrat ou de bail arrêtés en plein milieu de tous ces logements-là. Je voudrais juste dire qu'à la commission de surendettement — je suis commissaire au surendettement —, nous étudions effectivement beaucoup de ces cas de surendettement dans les logements OPH. Ce n'est pas une cause de manquer d'argent du coup, mais c'est surtout de mettre les points sur l'évaluation, sur le suivi de toutes ces familles parce que quand elles doivent des millions, ça veut dire qu'il n'y a eu aucun suivi depuis qu'elles sont à l'intérieur et qu'elles doivent payer, régler donc des factures. Donc moi, je mettrai l'accent de mettre des personnes en place, et le plus tôt possible, pour éviter d'avoir encore des impayés parce que ça fait partie de tous ces impayés. Et, je pense, qu'il faut mettre en place tout de suite parce que sinon on va continuer encore à creuser. Donc, les loyers impayés sont une des conséquences de ce manque de suivi. *(Applaudissements sur certains bancs du groupe Tavini huiiraatira.)*

**Le président :** *Voilà. Il n'y a plus aucunes interventions ?... Plus aucunes ?*

*Donc, je vais ramener la parole à notre ministre. Ensuite, je suspendrai notre séance.*

**M<sup>me</sup> Minarii Galenon Taupua :** *À toutes et à tous, bonjour. Merci bien, merci bien pour notre prière. Monsieur le président de l'assemblée, chers élus, chers auditeurs, chers journalistes bonjour à toutes et à tous.*

Chers amis, je vous ai écoutés avec attention et je vais vous dire quelque chose : si nous sommes élus, bien sûr que c'est avant tout pour aider notre population. C'est vrai que c'est un constat et je voudrais remercier notre présidente de la commission du logement pour son analyse et diagnostic très très pertinents, très très poussés. *Merci bien, Madame la présidente pour cette intervention.*

J'ai entendu aussi les autres collègues, merci beaucoup pour vos remarques pertinentes. Il y a beaucoup de chiffres, beaucoup de faits, c'est vrai que nous en avons discuté longuement en commission. Et c'est vrai qu'on fait la une des journaux, des médias !

Je voulais commencer par ceci d'abord : on l'a dit plusieurs fois, que nous avons l'OPH, mais derrière l'OPH nous avons des hommes, des humains, ok ? Donc cet OPH — je pense que je l'ai dit maintes fois —, c'était avant tout un dispositif pour aider la population. L'OPH, ce n'est qu'un organisme. Qui est derrière cet organisme ? Des hommes et des femmes.

Cet OPH existe depuis longtemps. Et ce matin, je discutais avec notre président du parti du Tavini — *merci bien Monsieur le président* — qui me parlait, c'est vrai, de cet outil qui a été politisé un maximum. C'est ça notre problème, chers amis. Ok ? Mais comme nous sommes tous en politique, on a été élus grâce à notre politique, je vous dis : il faut régler la situation. Notre Président aussi me parlait ce matin de clientélisme. Oui, on en a entendu parler ! Mais, chers amis, nous héritons de cette situation. Quels que soient les problèmes, nous sommes obligés de les régler. Je sais que si on m'a mise à ce poste, c'est notre Président du gouvernement, c'est pour apporter des solutions. Et je vous l'ai dit en commission : « Tant qu'il y a de la vie, il faut trouver des solutions ». On n'a pas le choix, ok ?

Donc, je vous ai écoutés avec attention, avec d'excellentes idées. Je vous remercie, chers collègues représentants de l'assemblée.

D'abord, je voulais remercier notre représentant Nuihau Laurey, qui nous a rappelé quel est réellement notre rôle à l'assemblée : avant tout, c'est de voter des lois, et surtout contrôler l'action du gouvernement. Merci, Monsieur Nuihau Laurey.

Et vous avez proposé une mission d'information. Cela, pour ma part, c'est notre président de l'assemblée qui donnera sa réponse. Moi, je ne peux pas contrôler l'action de l'assemblée.

Cependant, ce que je voudrais vous dire, c'est que dès que j'étais nommée ministre, j'ai mis en place déjà un audit envers deux organismes : un organisme local et un organisme de la métropole. Pourquoi ? Parce que j'avais besoin d'avoir une vision de cet OPH. Ok ?

Donc je vous rassure par rapport à l'audit, je l'ai déjà mis en place, il est déjà en cours. Mais ce n'est pas le seul organisme et structure, il y a plusieurs structures à qui j'ai demandé de mener un audit.

Le plan Marshall, oui, il y en a un et on va le présenter avant la fin de l'année avec notre directeur. Et devant vous, je souhaitais remercier notre nouveau directeur, comme tout le personnel de l'OPH. Vous étiez en train de parler de leurs avantages (avec les téléphones), sachez qu'il y a des agents de l'OPH qui sont venus — ils ont entendu parler de ces avantages — vers le directeur pour rendre leur téléphone.

C'est pour dire que ces agents de l'OPH, aujourd'hui, on parle d'eux, ils sont inquiets, ils se demandent s'ils vont encore rester à l'OPH. Et je les ai rassurés en disant : « *Ne vous en faites pas, on va trouver ensemble les solutions.* »

Et je vous dis qu'aujourd'hui ce travail que nous faisons, ce n'est pas la ministre qui donne des ordres au directeur de l'OPH, c'est tout le monde qui travaille ensemble parce qu'on n'a pas le choix. Parce que ce dispositif, cet organisme, nous en avons besoin pour la population. Je ne peux pas faire autrement, ce n'est pas un organisme comme un autre, c'est un organisme utile pour notre population.

Donc, c'est pour cela que je voulais vous dire qu'il y a déjà des missions qui sont en cours. On sait qu'il y a un problème et qu'il faut trouver des solutions.

Voilà. Et vraiment, je voulais féliciter les agents de l'OPH justement de participer à ce changement — puisque notre présidente de la commission du logement parlait de changement, c'est vrai —, c'est le changement des mentalités.

Là où je ne suis pas trop d'accord, c'est de changer à tout prix les cadres. *Enfin*, ce sont tous des *polynésiens* comme nous la plupart. Moi, je dis seulement que c'est tout le monde qui doit changer de mentalité ensemble et c'est de comprendre que nous constatons qu'il y a des problèmes, surtout au niveau de la population.

Notre présidente du logement parlait aussi des personnes sans abri. C'est vrai, quand on n'a pas de logement, on dit que ce sont des sans abri, en gros. C'est pour cela que je vous dis, nous sommes dans cette logique de trouver des solutions et très très vite.

Maintenant, pour vous rassurer aussi, dès que j'ai pris en main mon ministère, ce que je fais régulièrement, c'est cette rencontre avec tous les chefs de service qui sont sous ma tutelle.

J'entendais aussi notre présidente de la commission du logement parler des permis, des notions de permis, des certificats de conformité qui sont refusés... Au niveau de l'OPH, c'est vrai que pendant des années, les ministres ont été différents. Et je remercie le président du gouvernement parce qu'il m'a donné ces portefeuilles ensemble. Ça fait que la ministre de la solidarité, c'est pour ça qu'on peut parler des expulsions et que je freine des deux pieds parce que ces personnes expulsées reviennent par l'autre porte, vers la ministre du logement, et il faut trouver un logement. Inutile de vous dire que je préfère régler les problèmes en interne avant que cela explose encore par l'autre porte !

L'idée, c'est de rassembler les chefs de service. J'ai déjà effectué un séminaire, dès que j'ai été nommée ministre, de trois jours justement pour expliquer aux chefs de service quelle était ma vision concernant les solidarités ou le logement. D'où tout ce qui s'est passé jusqu'à aujourd'hui. Cela fait cinq mois. Vous dire, par exemple, on parlait des permis de construire, sachez que nous reviendrons vers vous dans les mois à venir pour vous expliquer justement toutes les modifications qu'on pourrait faire, les modifications de règlement sur l'attribution des permis de construire. Par exemple, sur la notion aussi des certificats de conformité parce que c'est vrai que c'est un gros travail et il faut s'attaquer à ce chantier-là et nous le faisons en ce moment.

Et vous dire aussi que je suis consciente que, se loger, c'est ce que je répète à chaque fois, c'est avant tout rendre la dignité humaine parce qu'on a besoin d'exister, on a besoin de se loger, et je crois que c'est l'ADN même aujourd'hui du Tavini huiraatira et je pense que la société qui nous rassemble, je crois qu'elle doit aussi par-là.

Notre présidente de la commission du logement nous parlait des *logements* à venir en disant qu'il n'y aura pas de *logement*. Si, Madame la présidente, nous avons fait une commande de 400 *logements* avec le soutien du gouvernement. Je vous l'ai dit en commission. Parce que nous n'avons pas le droit de ne pas répondre aux besoins de la population. C'est bien dans l'ADN du Tavini, c'est d'aider cette population, de ne pas les laisser. Ce n'est pas parce que nous avons des problèmes d'argent. Je vais vous dire : les problèmes d'argent peuvent s'arranger si tout le monde se met d'accord autour d'une table et se dit : il faut qu'on aide notre population. Je pense que je ne vais pas continuer longtemps en vous disant cela, on sait tous que nous devons aider la population. Donc, il y a 400 *logements* en commande, qui seront construits l'année prochaine. Et bien sûr que nous aurons aussi des logements au niveau de l'habitat groupé puisque nous devons accorder des logements et nous avons des projets pour cela.

Pour les cadres, je vous ai répondu.

Juste aussi une précision parce que pour moi c'est peut-être du détail mais c'est important. Madame la présidente parlait de Takapoto, des habitations de Takapoto. J'y étais il y a deux mois, on ne m'a jamais parlé de cette histoire de chiens, c'est pour cela que je suis étonnée. Peut-être qu'il y a eu des histoires de chiens depuis là, mais j'ai aussi visité les personnes qui devaient loger dans les *logements* à Takapoto. Je vais vous dire, je suis passée, je n'ai pas entendu dire... Bon, je me dis s'il y a des problèmes de chiens et comme ce sont des problèmes de chiens, ça peut s'arranger. Donc, j'ai demandé au directeur de voir ça.

Et je voulais aussi parler des étudiants. C'est vrai que tout ce qui est logement d'étudiants, c'est l'OPH aussi qui gère. Et bien je vous dis que nous reviendrons prochainement puisqu'avec les étudiants, nous sommes très sensibles à la situation des étudiants et, bien sûr avec notre vice-présidente, nous travaillons en étroite collaboration pour loger nos étudiants. C'est pour cela que, pour les étudiants, à mon sens, nous avons des solutions qui sont prêtes.

Maintenant, pour les logements intermédiaires — parce que là, c'est pour donner aussi de l'espoir au niveau de l'OPH —, il y a eu la création de la SAS Arana avec la construction à venir des logements intermédiaires. C'est justement pour répondre aux besoins des couples ; mais pas que des jeunes, il y a aussi des moins jeunes qui ont besoin de se loger et ensuite pour accéder à la propriété. C'est ce dispositif SAS Arana que nous mettons en place déjà, que nous allons vraiment activer, dynamiser pour que nos familles aient des logements.

Pour ensuite terminer, je souhaitais aussi remercier notre représentante Thilda qui a parlé de cette commission de surendettement. Merci, Thilda. C'est vrai qu'au niveau des impayés, on a souvent discuté de cette commission, mais c'est très bien. C'est vrai qu'elle a tout à fait raison lorsqu'elle parle de problème de suivi, merci d'avoir sorti cette idée.

Et sachez que ça a été une de mes premières actions peut-être de proximité : c'est de créer un petit bus qui va justement dans les lotissements avec des agents de l'OPH, mais accompagnés aussi des agents de la DSFE, pour aller à la rencontre de nos familles. Parce que lorsque j'ai pris ce ministère, j'ai dit : comment voulez-vous que des familles pauvres, qui habitent par exemple en haut de La Mission, Hauts du Tira ou Hauts des Vallons, aient des moyens pour venir vers vous ? C'est à nos agents de l'OPH ou à la DSFE d'aller vers eux. Donc, pour moi, ce travail de proximité, cet accompagnement est primordial, et je te remercie Thilda d'en avoir parlé, parce que le suivi, comme dans tout, nous devons suivre nos familles. Nous devons contrôler ce qu'il se passe entre nous parce que c'est notre seul moyen d'avoir des résultats. Parce que comment voulez-vous lancer des actions si, par derrière, on ne contrôle pas nos résultats ? Voilà, donc je pense que j'ai fait le tour.

Pour notre collègue représentant Ruben, tu t'inquiètes de savoir comment on va résoudre ce souci avec les milliards. Bien, nous n'avons pas le choix, cher collègue, nous devons trouver des solutions. Donc d'ici trois mois, on ne va pas tout régler en trois mois, mais à savoir que déjà notre directeur s'est rendu vers les entreprises justement à qui nous devons des moyens financiers. Donc, cela se régularise et n'oubliez pas qu'on a aussi des rentrées. On n'a pas que des dettes, on a aussi des rentrées. Il y a des loyers qui rentrent. Nous avons aussi des autorisations de paiement qui ont été effectuées. La dette s'amenuise. C'est pour cela qu'il fallait quand même qu'il y ait une alerte pour que tout le monde se dise qu'il faut se

mettre en ordre de bataille et il faut justement diminuer la dette. Donc, je pense que, de ce côté-là, nous sommes sur la bonne voie. Et comme je vous l'ai dit, d'ici la fin de l'année nous reviendrons vers vous pour vous exposer notre Plan Marshall concernant l'OPH.

Voilà. *Merci bien* de m'avoir écoutée. Je crois que j'ai fait le tour. Merci.

**Le président :** *Merci bien, Madame la ministre.*

*Il est 10 h 30, je suspends notre séance pour que l'on se rende à l'inauguration de cette exposition.*

*Merci.*

*(Suspendue à 10 heures 31 minutes, la séance est reprise à 11 heures 25 minutes.)*

**Le président :** *Voilà. Merci bien.* Merci d'avoir participé à l'événement inaugural.

La séance est reprise. Il est 11 h 25.

Nous nous étions arrêtés à l'intervention de la représentante du gouvernement. Donc, je propose de passer à l'examen de la délibération. La séance étant reprise à 11 h 25.

*Monsieur le président (NDT, du groupe Tavini huiraaatira).*

**M. Oscar, Manutahi Temaru :** *Bonjour à toutes et à tous. Monsieur le président de l'assemblée, Madame la vice-présidente, chers ministres, par la grâce du Seigneur, mes salutations à toutes et à tous ici présents en cette matinée.*

*Ce matin, j'ai été surpris de voir cet hémicycle sans nos collègues (NDT, du groupe Tapura huiraaatira). Je me suis dit qu'ils avaient peut-être eu un problème. Or, en entendant l'explication donnée par Madame la sénatrice, je me suis dit qu'il fallait que je m'exprime devant vous.*

Maintenant, je vais m'exprimer en français. Je suis *Polynésien* et je suis fier de l'être ! Voilà ma carte *polynésienne*.

Pour moi, le raciste c'est celui qui refuse de reconnaître l'autre. Quand le Kanak dit qu'il est Kanak, qu'est-ce qu'il y a de mal à ça ? Et bien, il n'y a qu'à le voir : culturellement, philosophiquement ! Comment le pays des droits de l'Homme peut refuser cela ? Ce n'est pas possible ça !

Et quand nous disons que nous sommes *Polynésiens*, regardez Tapati, il a l'air d'un *Français* Tapati ? Mais il ressemble plutôt à un papou ! Et quand il dit qu'il est *Polynésien*, on dit qu'il est raciste ! Mais ce n'est pas vrai ça !

Le raciste c'est celui qui refuse de reconnaître qui nous sommes. C'est eux les racistes ! Ceux qui refusent de reconnaître qui nous sommes !

Vous savez, on a mis du temps pour faire comprendre à beaucoup de gens ce que nous revendiquons à l'époque, en même temps que les Kanaks, mais cette revendication ne s'arrête pas là ! Elle est ouverte. Elle est ouverte suivant le droit international. C'est-à-dire qu'une personne ayant vécu ici au moins 10 ans aura le droit, peut demander sa carte *polynésienne*, cette identité *polynésienne*. Voilà, et toute personne d'ascendance *polynésienne* et toute personne qui appartient à une autre ethnie. Regardez Cliff, il est *Polynésien* ! Il a décidé qu'il est *Polynésien*, il est avec nous.

Pourquoi dire suivant la couleur de la peau ? Qu'est-ce que c'est que tout ça ? On a un ministre de la santé qui ne parle pas du tout le tahitien, c'est notre ministre de la santé. Où est le racisme dans tout ça ? C'est eux les racistes ! C'est eux qui refusent de reconnaître qui nous sommes dans notre personnalité, dans notre culture, dans notre philosophie politique.

Voilà ce que je voulais dire, Monsieur le président. J'ai ma carte *polynésienne*, je suis fier de l'être ! *(Applaudissements dans la salle.)*

**Le président :** *Merci bien.* Merci, Monsieur le président.

Malheureusement, il nous faut revenir à nos travaux. Donc, je vous invite de vous reporter à la première délibération qui porte collectif n° 4 du budget général du Pays et, à ce titre-là, je vais donc demander au rapporteur de donner lecture de l'article 1<sup>er</sup>.

**M. Ueva Hamblin :** Président !

**Le président :** Oui.

**M. Ueva Hamblin :** Est-ce que je peux prendre la parole ? Oui, je voudrais m'excuser quand même de prendre l'intervention après la réponse de *Madame la ministre. Madame la vice-présidente, chers ministres présents, bonjour.*

Je voudrais revenir sur le sujet des nouveaux *logements* qui a été prononcé par notre ministre. À l'heure actuelle, il y a deux lotissements qui sont en construction chez nous à Tautira. Ce qui nous intéresse nous, c'est d'avoir les noms de tous les attributaires qui vont avoir ces *logements*. Je respecte la décision du gouvernement que cela soit codé, que les noms n'apparaissent plus, mais au niveau de la population, mon conseil municipal et moi nous sommes intéressés à avoir quand même la liste pour pouvoir bien accompagner, *Madame la ministre* et le gouvernement, à avoir affaire, à travailler ensemble pour pouvoir attribuer ces *logements* aux nouveaux locataires. À l'heure actuelle, nous n'avons pas encore les noms. J'espère que dans les prochains jours, avant la distribution de ce premier lotissement Auehi 2, on aura peut-être des noms.

*Merci bien.*

**Le président :** Merci. Vous voulez intervenir ? Après ? Maintenant ? Bon, vous avez la parole.

**M<sup>me</sup> Minarii Galenon Taupua :** *Monsieur le maire de Tautira, merci bien pour votre question.*

*Je pense que dans nos projets politiques — en toute humilité — dans notre programme politique concernant nos projets, qu'avons-nous dit ? Qu'avons-nous dit ? Que nous respectons chacun d'entre nous. C'est pourquoi je vous demande humblement, Monsieur le maire, laissez-moi faire mon travail. Parce que nous avons dit : « dépolitiser ! » Il faut faire les choses dans les règles, il y a des conditions. »*

Ne venez pas me poser des questions comme ça en public ! Vous croyez que je vais vous donner une réponse positive ? Je pense que ceux qui me connaissent un peu savent que je vais toujours régler cela en mon âme et conscience. De grâce, laissez-moi faire mon travail, s'il vous plaît ! Et je reviendrai vers toi, *Monsieur le maire*, je te l'ai dit parce que je n'ai pas encore la liste. Je suis désolée. Parce que, je respecte les agents aussi de l'OPH parce qu'ils font leur travail. Donc, on doit se rencontrer. On doit se voir aussi avec la présidente de la commission du logement et puis après on reviendra vers vous parce que laissez-moi faire mon travail, s'il vous plaît ! Ne venez pas aussi faire le travail de la ministre ! *Enfin ! Où allons-nous ?*

*Merci bien pour votre attention.*

**Le président :** Merci. Donc, je vais demander au rapporteur du collectif de donner lecture de l'article 1<sup>er</sup>.

Article 1<sup>er</sup>

**M<sup>me</sup> Elise Vanaa :** Merci, Monsieur le président.

**Le président :** Merci. La discussion est ouverte.

Pas d'intervention ? Je mets aux voix. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Donc, à l'unanimité. Merci.

On passe à l'article 2.

Article 2

**Le président :** Merci. La discussion est ouverte.

Y a-t-il des interventions ? Pas d'intervention, pas d'observation, pas de remarque. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote. Adopté.

Article 3.

Article 3

Mission 023

**Le président :** Merci. Y a-t-il des remarques sur cette mission ? Pas de remarque. Je mets aux voix. Même vote, adoptée.

On passe à la mission 966.

Mission 966

**Le président :** Y a-t-il des interventions ? Pas d'intervention. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote. Adoptée.

Mission 971

**Le président :** Je mets aux voix la mission 971. Pas d'intervention ? Donc je mets aux voix. Même vote ? Adoptée.

Mission 976

**Le président :** Pas d'intervention ? Je mets aux voix. Même vote ? Adoptée.

Mission 990

**Le président :** Y a-t-il des interventions sur la gestion fiscale ? Pas d'intervention ? Je mets aux voix. Même vote que précédemment ? Adoptée.

Mission 991

**Le président :** Y a-t-il des remarques ? Pas de remarque ? Je mets aux voix. Même vote ? Adoptée.

L'ensemble de l'article 3, même vote ? Adopté. Merci.

On passe à l'article 4.



Article 4Mission 021

**Le président :** Merci. Je mets aux voix la mission 021. Pas d'intervention ? Pas de remarque ? Donc, je mets aux voix. Même vote que précédemment ? Adoptée.

L'ensemble de l'article 4, adopté.

On passe à l'article 5.

Article 5Mission 901

**Le président :** Y a-t-il des remarques sur cette mission ? Pas de mission ? Même vote que précédemment ? Même vote. Adoptée.

Mission 905

**Le président :** Pas d'intervention ? Pas d'observation ? Même vote ? Adoptée.

Mission 909

**Le président :** Je mets aux voix la mission 909. Pas d'intervention ? Donc même vote ? Adoptée.

Mission 914

**Le président :** Je mets aux voix la mission 914. Même vote ? Adoptée.

Mission 916

**Le président :** Je mets aux voix la mission 916. Pas d'intervention ? Ah, Nicole, excuse-moi !

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Merci, Monsieur le président. Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, chers collègues.

Oui, je voudrais revenir sur l'acquisition qui est inscrite au 916. Il nous a été dit pendant la commission que la partie plane sera consacrée à la poursuite du projet Te Ara Nui. Donc, aujourd'hui vous confirmez la reprise du projet Te Ara Nui mais sous un autre tracé. C'est bien ça, Madame la vice-présidente ?

**M<sup>me</sup> Éliane Tevahitua :** Oui, parfaitement, Madame la représentante. Ce dossier a été évoqué en Conseil des ministres et les consignes ont été bien claires de la part du Président de conserver cette possibilité-là qui était déjà prévue, il me semble, dans le PGA de la plus belle commune de Polynésie, c'est-à-dire Punaauia.

**Le président :** Merci. S'il n'y a plus d'autres interventions sur cette mission, je mets aux voix la mission 916. Mission 916 encore une intervention ? Oui, Nicole.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Oui, excusez-moi.

Cela concerne Monsieur le ministre de l'économie. Dans cette même AP au 916, on voit qu'il y a une rallonge au niveau de l'aide à l'investissement des ménages à hauteur de 109 millions F CFP, à moins que je me trompe de ligne. Aujourd'hui, quel est l'état d'exécution de cette ligne budgétaire pour qu'en fin d'année vous veniez rajouter ? C'est parce qu'en fonction de la demande, il n'y a pas assez de crédits ?

**M. Tevaiti-Ariipaea Pomare :** Non. Il s'agit, en fait, de crédits d'aide pour la DGAE de fonctionnement, notamment pour l'AIM, qui bougent de la partie fonctionnement à la partie d'investissement. Voilà.

**Le président :** Merci. Plus d'autres remarques ?

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Excusez-moi ! Donc, vous venez réabonder l'investissement, mais l'aide aux investissements des ménages c'est du fonctionnement ou de l'investissement ?

**M. Tevaiti-Ariipaea Pomare :** C'est de l'investissement. On a besoin de 108 millions F CFP en investissement donc, on prend des moyens qu'on vient mettre en investissement pour les ménages. Voilà.

**Le président :** C'est peut-être les aides aux crédits bancaires. Les aides aux crédits bancaires, *Monsieur le ministre*.

**M. Tevaiti-Ariipaea Pomare :** Oui, ce sont des aides... Il y a des ménages qui sont là, par rapport aux dossiers qui sont déposés à la DGAE, sollicitent de l'aide de la part du Pays. C'est des aides aux investissements des ménages et, là, on vient doter cette ligne en investissement à hauteur de 108 millions F CFP. Voilà. Donc, on vient mettre des moyens à hauteur de 108 millions F CFP pour les ménages. C'est de l'investissement.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Oui, ça j'avais bien compris. C'est parce qu'ils n'ont pas assez. Il y a eu trop de demandes.

**M. Tevaiti-Ariipaea Pomare :** Voilà, on vient pouvoir, doter, pour pouvoir justement satisfaire les demandes.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Voilà, c'est ça.

**M. Tevaiti-Ariipaea Pomare :** C'est ça. C'était ça la question. Merci.

**Le président :** Voilà, merci. Il n'y a plus de remarque sur cette mission ? Oui.

**M<sup>me</sup> Marielle Kohumoetini :** Oui, j'aurais une question pour notre ministre des finances. Dans ce collectif, je vois qu'il y a un budget alloué pour l'internat du Collège de Atuona. J'aimerais savoir : qu'en est-il pour la cantine scolaire du Collège de Ua-Pou ?

**Le président :** Merci. *Monsieur le ministre.*

**M. Tevaiti-Ariipaea Pomare :** Donc, sur les autorisations de programme, il y a juste un mouvement, on va dire, positif de 25 millions F CFP pour l'internat du Collège de Atuona. C'était quoi la question ? Donc par rapport à Ua-Pou, il n'y a pas de changement, en fait. Ici, dans cette délibération, on vient juste dire qu'on vient rajouter en autorisation de programme 25 millions F CFP de plus en autorisation de programme. Donc, pas en crédit de paiement. Ça veut dire qu'on va ouvrir la possibilité de pouvoir accorder 25 millions F CFP de crédits de paiement plus tard sur ce projet-là. Pour autant, aucun crédit de paiement, à aujourd'hui, n'est prévu sur ce projet.

Par rapport à votre demande, si une autorisation de programme a été ouverte, aujourd'hui, elle est maintenue à son niveau. Il n'y a pas de changement sur cette demande. Donc, je n'ai pas d'autres éléments à vous fournir à ce niveau-là, mais il n'y a pas de mouvement. Aujourd'hui, on vient présenter les autorisations de programme qui sont modifiées en plus ou en moins. Voilà.

Est-ce que j'ai répondu à votre question ? En tout cas, il n'y a pas de mouvement sur l'opération que vous citez aujourd'hui.

**Le président :** Merci. Nuihau Laurey.

**M. Nuihau Laurey :** Merci, Monsieur le président. Je n'ai pas de question.

Je voulais juste remercier Madame la ministre du logement pour sa réponse parce que sur ce dossier flotte la question de la politisation du logement social. Généralement, la question qui a été posée par notre *maire* de Taïarapu-Est se pose dans le bureau du ministre. C'est la première fois que je vois cette question être posée au sein de l'hémicycle et donc, j'ai beaucoup apprécié la réponse de la ministre. Tout ce que je dis c'est que ça va être compliqué de dépolitiser, Madame la ministre. Compliqué. En tout cas, on vous soutient dans cette démarche.

Merci.

**Le président :** Merci. Oui ?

**M. Heinui Le Caill :** *Madame la vice-présidente, bonjour* tout le monde. Monsieur le ministre de l'économie, je vais juste compléter la demande de notre collègue Marielle.

Y a-t-il une autorisation de programme prévue pour le collège voire la rénovation du Collège de Ua-Pou ? Voilà.

**Le président :** Monsieur le ministre.

**M. Tevaiti-Ariipaea Pomare :** Je vais me renseigner auprès du ministre de l'éducation et je reviendrai vers vous sur ce sujet. Merci.

**Le président :** Merci. Y a-t-il d'autres intervenants ? Il n'y a plus de question ? On peut mettre aux voix la mission 916 ? Donc, je mets aux voix la mission 916. Qui est pour ? À l'unanimité. Merci.

Et l'ensemble de l'article 5 bien entendu, même vote ? Même vote. Adopté.

On poursuit avec l'article 6.

#### Article 6

#### Mission 901

**Le président :** Y a-t-il des interventions sur cette mission ? Pas d'intervention, pas de question. Je mets aux voix. Même vote ? Même vote. Adoptée.

On poursuit.

#### Mission 914

**Le président :** Je mets aux voix la mission 914 s'il n'y a pas d'intervention. Pas d'intervention, donc 914 même vote ? Même vote. Adoptée.

On poursuit.

Mission 916

**Le président :** Y a-t-il des interventions sur cette mission ? S'il n'y a pas d'intervention, je mets aux voix. Même vote ? Même vote. Adoptée.

L'ensemble de l'article 6, même vote ? Adopté. Très bien.

On poursuit avec l'article 7.

Article 7

**Le président :** Très bien. Je mets aux voix l'article 7. Article 7, même vote ? Adopté.

L'ensemble de la délibération, même vote ? Adopté.

On poursuit avec le deuxième texte. Rappelez-vous, on a fait un changement de l'ordre du jour, donc je vous invite à prendre le rapport n° 90...

Pardon, tu veux intervenir ? *Madame la ministre, vous avez la parole.*

**M<sup>me</sup> Minarii Galenon Taupua :** Non, je voulais remercier du fond du cœur vous tous les représentants et représentantes de l'assemblée et remercier aussi les absents puisqu'en commission tout le monde avait voté à l'unanimité ce texte et du fond du cœur, je vous dis merci. Merci d'abord pour la population et bien sûr pour l'OPH.

*Merci bien.*

**Le président :** Voilà. Merci beaucoup.

RAPPORT N° 90-2023 RELATIF À L'AVIS DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE SUR LE PROJET DE DÉCRET FIXANT POUR LES ANNÉES 2021 ET 2023 LA QUOTE-PART DES RESSOURCES DU BUDGET DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE DESTINÉE À ALIMENTER LE FONDS INTERCOMMUNAL DE PÉRÉQUATION

Présenté par M. le représentant Vincent Maono

**Le président :** Je disais donc que l'on va se rapporter au rapport n° 90, qui est le deuxième texte que nous allons examiner dans le fil des textes de notre ordre du jour. Il s'agit du décret fixant la quote-part des ressources du budget de la Polynésie destinée à alimenter le Fonds intercommunal de péréquation et j'invite son rapporteur Vincent Maono à prendre la parole.

**M. Vincent Maono :** *Merci Monsieur le président de l'assemblée ainsi qu'à Madame la secrétaire et votre cabinet. Bonjour à toutes et à tous. Mes salutations également au gouvernement représenté par Madame la vice-présidente ainsi qu'aux ministres et collaborateurs, aux élus de la majorité et au groupe A here ia Porinetia. Par la grâce du Seigneur, à toutes et à tous, soyez les bienvenus.*

Le projet de rapport relatif à l'avis de l'assemblée de la Polynésie française sur le projet de décret fixant pour les années 2021 et 2023 la quote-part des ressources du budget de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation.

Mesdames, Messieurs les représentants. Par lettre n° 917/DIRAJ du 19 septembre 2023, le Haut-commissaire de la République en Polynésie française a soumis pour avis à l'assemblée de la Polynésie française, un projet de décret fixant, pour les années 2021 et 2023, la quote-part des ressources du budget de la Polynésie française destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation.

Créé par la loi du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française, le fonds intercommunal de péréquation (FIP) a pour vocation de doter les communes d'une source de financement stable et pérenne en l'absence d'une fiscalité propre suffisante. La péréquation entre collectivités est une exigence constitutionnelle inscrite dans l'article 72-2 de la Constitution qui prévoit que « la loi organique fixe les conditions dans lesquelles cette règle [la péréquation] est mise en œuvre ». À ce titre, l'article 52 de la loi organique statutaire de 2004 définit les règles de financement du FIP.

Régi par l'article 52 de la loi organique statutaire du 27 février 2004, le fonds intercommunal de péréquation (FIP) a pour vocation de doter les communes d'une source de financement stable et pérenne.

Outre les subventions de l'État et de la Polynésie française, ce fonds est constitué d'une quote-part des impôts, droits et taxes perçus au profit du budget général, déduction faite des pertes sur créances irrécouvrables, des crédits, reversements et autres exonérations d'impôt. Cette quote-part ne peut être inférieure à 15 % des ressources précitées.

Son taux est fixé annuellement et sa détermination s'effectue par décret, en deux temps. En pratique, un projet de décret est transmis chaque année à l'assemblée de la Polynésie française. Outre le taux de la quote-part, il fixe : l'assiette définitive du FIP de l'année n-2 sur la base des sommes portées au compte administratif et l'assiette provisoire du FIP de l'année en cours, établie à partir du budget primitif.

C'est l'objet du projet de décret qui est soumis à notre avis, pour les années 2021 et 2023.

Pour la participation de la Polynésie française au FIP au titre de l'année 2021, le décret n° 2021-1529 du 26 novembre 2021 avait fixé le taux de la quote-part à 17 % et l'assiette provisoire, après déductions, à 93 265 896 917 F CFP, ce qui a porté le montant de la dotation à 15 855 202 476 F CFP.

Le présent projet de décret confirme le taux de 17 % et établit, dans son annexe I, l'assiette définitive de l'année 2021 à 100 774 855 144 F CFP, soit une différence de plus 7 508 958 227 F CFP avec l'assiette provisoire.

Pour l'année 2023, le projet de décret propose de maintenir le taux de la quote-part à 17 % et de fixer, en annexe II, l'assiette provisoire de calcul à 105 071 000 000 F CFP après déductions, ce qui devrait provisoirement porter la contribution du Pays au FIP à 17 862 070 000 F CFP.

Un décret viendra déterminer l'assiette du FIP de 2023 sur la base des sommes qui seront portées au compte administratif.

Le Conseil des ministres a émis un avis favorable à ce projet de décret lors de son examen le 11 octobre 2023.

Au regard de ces éléments, moi-même et la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, nous invitons l'assemblée de la Polynésie française à émettre un avis favorable au projet de décret présenté.

*Merci. Que l'amour règne.*

**Le président :** Merci. Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole de 60 minutes réparties comme suit : non-inscrits 9 minutes ; Tavini huiraatira 36 ; Tapura huiraatira 15 minutes.

J'invite l'intervenant du groupe Tavini huiraatira à prendre la parole.

**M<sup>me</sup> Maurea Maamaatuaiahutapu :** *Merci bien.*

Monsieur le président de l'assemblée de Mā'ohi Nui (NDT, la Polynésie française), Monsieur le Président de Mā'ohi Nui (NDT, la Polynésie française), Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, Madame la sénatrice, Messieurs les députés, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse, chers internautes et cher public, *chers habitants (NDT, des aires linguistiques) de Maragai, Parata, Fagatau, Napuka, Tapuhoe, Vāhitu et Mihora dont je suis moi-même originaire, mes salutations à toutes et à tous en cette nouvelle journée.*

Nous venons d'entendre la présentation synthétique de notre collègue Vincent Maono, que je remercie, sur le projet de décret fixant la quote-part des ressources du budget du Pays pour le financement du fonds intercommunal de péréquation (le FIP), pour les exercices 2021 et 2023.

Outre le fait d'appliquer les dispositions de la loi organique statutaire du 27 février 2004 et le code général des collectivités territoriales (le fameux CGCT), permettez-moi de vous faire part de quelques observations relevées en commission de l'économie du 13 octobre dernier.

Des interrogations récurrentes persistent. Elles portent notamment sur l'exercice de la tutelle des communes par l'État ; la répartition et l'organisation tricéphale des compétences État-Pays-Communes ; un cofinancement du FIP, jugé inégal, inéquitable ; et un dialogue en sourdine entre nous, élus du peuple, le CFL et Paris quant à une révision à la hausse de la quote-part du FIP.

Depuis 2006, cette quote-part de 17 % n'a pas évolué ! Depuis 2006, aucune programmation d'une évolution progressive n'a été envisagée. Paris décrète, Polynésie accepte.

Un élu questionnait les représentants de l'État en commission : « Quelle est la part de l'État qui n'est pas apparente ? ». Une réponse purement technique lui a été donnée, « *c'est l'État qui gère parce que c'est le CGCT [...]. C'est donc un souhait du législateur.* »

Permettez-moi de rebondir sur les termes « pas apparente » ... absence de transparence alors ? Nous nous sommes engagés à respecter notre peuple (*fa'atura* (NDT, *respecter*), avec une gouvernance renouvée, démocratique et dans l'intérêt d'un respect mutuel dans nos rapports avec l'État.

Il est peut-être temps que nous cessions les jérémiades et les sérénades. J'ai d'ailleurs trouvé dans un recueil des dialogues d'un célèbre philosophe grec la citation suivante : « *Si tu veux contrôler un peuple, commence par contrôler sa musique.* » Ce recueil, vous voulez en connaître le titre ? C'est « *La République* ».

*Ce temps est révolu, cessons d'être stupides et restons en alerte.*

Je lance un appel à un cessez-les-paroles. Il est impératif que l'État, le CFL et Paris reconsidèrent nos demandes. Comment certains peuvent encore s'enorgueillir, excusez-moi du terme, mais voilà, d'une autonomie relative ?! C'est depuis Paris que la quote-part sur nos ressources est fixée. Depuis Paris !

Aujourd'hui, je me tiens prête, sachez-le, à accompagner nos représentants de l'assemblée qui composent le CFL, à faire des propositions qui aillent dans l'intérêt commun de notre peuple et de nos communes. Parmi elles, certainement que les critères relatifs aux charges des communes peuvent être complétés, en considérant la particularité de notre territoire discontinu ? L'éloignement du centre administratif de Papeete ne doit plus être un frein pour nos communes dans l'exercice de leurs attributions. Oui pour l'égalité, mais d'abord pour l'équité.

Enfin, je tiens à préciser que les communes vont devoir faire face, dès 2024, à de nouvelles dépenses consécutives à des décisions prises par l'État en dépit de la capacité de ces communes à pouvoir assurer ces nouvelles charges. Il s'agit de la prise en compte de l'arrêté HC relatif à la revalorisation du point d'indice permettant l'établissement des salaires de la fonction publique communale ; le déplafonnement des grilles indiciaires permettant la décristallisation des agents et opter pour leur intégration dans la fonction publique communale ; et l'application du régime indemnitaire des communes de l'Hexagone aux communes de Polynésie. Le calcul d'impact effectué par le centre de gestion et de formation (CGF) des personnels communaux évalue le besoin à pas moins d'un demi-milliard de francs. À titre d'expérience, s'agissant d'une dépense de fonctionnement, nous ne pensons pas que le FIP pourra amortir, de manière récurrente, ce besoin sans revisiter le taux de prélèvement et revoir, au niveau de l'État, sa quote-part en matière de dotations générales de fonctionnement allouées aux communes de Polynésie. Enfin, je vous informe

que le Conseil supérieur, qui s'est réuni à ce propos le 8 novembre, a décidé de décaler dans le temps ces différentes mesures, de manière à permettre aux communes de Polynésie de s'y préparer.

Nos sénateurs et nos députés sont également des acteurs à part entière à Paris, pour faire entendre notre voix. Une voix au plus près de nos réalités locales et des besoins de notre *population*. Je sais pouvoir compter sur eux, et là aussi, je serai là. Je serai prête à participer activement à la réflexion, à la restitution de leurs travaux, à la co-construction de notre projet de société. Comme l'avait si bien dit mon collègue Cliff dans son intervention, et malgré la situation de ce matin, : « soyons et restons unis dans nos différences politiques. » Enfin, c'est ce qu'il dira après.

*J'ai une faveur à demander à notre sénatrice : restons dans la paix. Merci.*

Néanmoins, et des éléments qui précèdent, je tiens à remercier mes collègues Nuihau et Tepuaurarii qui ont enrichi les débats de la commission avec leur expérience politique au sein de nos institutions. Je salue leurs interventions pertinentes qui ont permis d'éclairer les membres sur l'avis à rendre à ce projet de décret.

C'est à la conclusion de ces observations et de nos recommandations conjointes de réviser le mécanisme du FIP, avec davantage de transparence et d'équité. J'invite donc mes collègues élus composant notre assemblée à voter favorablement ce projet.

*Merci.*

**Le président :** Merci. Je cède la parole au représentant du groupe Tapura huiraatira. Comme ils ne sont pas là, j'invite l'intervenant du groupe des non-inscrits à prendre la parole.

**M. Nuihau Laurey :** Oui, ils sont là, eux. Merci, Monsieur le président.

Ce dossier d'avis concernant le projet de décret fixant le taux de prélèvement du FIP, nous l'examinons chaque année. Et chaque année, on nous présente un projet de décret à 17 %. Je remercie ma collègue Maurea d'avoir rappelé que ce taux de 17 % a été fixé depuis 2006, ça fait presque 20 ans. Et finalement on vote par habitude la fixation de ce taux à 17 %. Nous, ça fait plusieurs années que l'on plaide pour une modification de ce taux de prélèvement. On a proposé, depuis plusieurs années, que ce taux soit relevé à 20 %. Je sais qu'au sein du Tavini, le président Temaru a aussi plaidé pour un relèvement à 25 % et nous, nous plaçons pour ce relèvement dans un cadre progressif pour ne pas déséquilibrer le budget du Pays, et surtout pour faire en sorte qu'en fin de compte, cette enveloppe destinée aux communes soit plus importante et soit discutée par les maires eux-mêmes et que finalement, cette compensation se fasse par le budget de la DDC dans lequel finalement c'est le Président qui, de manière très discrétionnaire, décide d'aider telle ou telle commune.

Et l'idée que nous avons exposée depuis plusieurs années, c'est que ce relèvement du taux de prélèvement du FIP à 17, 18, 19 et 20 % se fasse dans le temps et que, pour que le budget du Pays ne soit pas déséquilibré et sans rogner aux missions d'assurances techniques de la DDC, le budget qui est discrétionnairement, je le répète, octroyé par le Président soit revu à la baisse. L'idée derrière, c'est de rappeler que, finalement, le FIP est réparti entre les différentes communes, avec des critères qui sont fixés par les maires eux-mêmes dans un cadre qui est beaucoup plus transparent que l'octroi par le Président de subventions au travers de la DDC. C'est ça l'objectif.

Après, il y a une deuxième remarque que je voulais formuler, qui a été formulée d'ailleurs par ma collègue, qui est l'augmentation des dépenses que subissent les communes et dont on n'a pas tenu compte finalement depuis de nombreuses années. Je le dis, sachant que nous allons examiner un dossier (celui du CRSD) dans lequel l'État choisit de manière discrétionnaire de ne plus prendre en compte la TVA dans son intervention au travers de ce dispositif. Et donc, ça veut dire que cette prise en charge va devoir se faire par les communes.

La deuxième remarque que je voulais faire, c'est aussi que, quand on examine concrètement la capacité d'intervention du Pays au niveau de la Direction de l'équipement, on voit qu'il y a un plafonnement. La capacité du Pays à investir pour le Pays est limitée. Si on enlève les dépenses d'achat de matériels, les dépenses unitaires qui sont faciles à mettre en œuvre, on dépasse très rarement 50 % de consommation des crédits de paiement. Ça montre la limite presque physique du Pays dans sa capacité à investir pour tous ses citoyens. Le seul moyen finalement de passer ce plafond, c'est de permettre aux 48 communes d'investir davantage sur des infrastructures qui manquent cruellement dans beaucoup de communes. Et finalement, dans ce système, c'est l'ensemble des citoyens qui se retrouveraient gagnants puisque la capacité d'investissement du Pays serait accentuée. D'où notre proposition de relèvement de ce taux du FIP à 18, 19, puis 20 % durant les trois exercices à venir. Ça ne va pas se faire dans le cadre de cet avis qui nous est demandé, mais je sais que le Président, en tout cas au sein de cet hémicycle, a lui-même plaidé pour une réforme du fonctionnement de la DDC. C'est ce que nous souhaitons aussi. Donc, nous enjoignons le gouvernement de tenir compte de cette situation et d'imaginer, pour les exercices à venir (2025, 2026 et 2027), ce relèvement du FIP.

Je vous remercie.

**Le président :** Merci. Donc la discussion générale est maintenant close.

Est-ce qu'il y a d'autres intervenants ?... Oui, Ueva.

**M. Ueva Hamblin :** *Monsieur le président, merci pour cet échange sur le FIP. Je voudrais savoir s'il serait possible d'approfondir l'examen de ce sujet vis-à-vis de nos communes, et notamment s'agissant des communes associées ? Car, nous, les maires au sein des communes associées, ne sommes au courant de rien concernant le FIP. Le maire de la commune agit seulement selon sa volonté. Maintenant, ma question serait : ne pourrait-on pas améliorer davantage les textes pour que les maires des communes associées puissent bénéficier de ce fonds ?*

*C'est ma seule interrogation. Merci.*

**Le président :** *Merci bien. Votre demande a été prise en compte.*

*Y a-t-il d'autres interventions ?* Plus d'intervention ?... Très bien. Donc, la remarque a été prise en compte.

Vous voulez intervenir sur le projet de décret ?... Monsieur le ministre.

**M. Tevaiti-Ariipaea Pomare :** Merci à tous pour vos interventions.

Donc, je prends les remarques de réforme du financement du fonds intercommunal de péréquation. On voit bien qu'il y a une volonté que le taux de 17 % soit relevé progressivement. Ce sont des discussions à avoir, notamment sur comment le Pays et les communes, ensemble, peuvent réfléchir à financer l'ensemble des actions publiques. L'intérêt, c'est surtout de pouvoir venir financer les actions publiques.

J'ai retenu l'idée aussi de Monsieur Hamblin par rapport à la répartition ensuite au sein des communes. Ce que je comprends, c'est que les communes associées ne voient pas nécessairement la couleur de ces fonds. Donc, il faudrait travailler sur ce sujet.

Autrement, il s'agit effectivement d'une délibération annuelle qui a lieu. Ce taux de 17 % vient d'être confirmé par l'État. Il vient aussi confirmer l'assiette des recettes sur laquelle s'appliquent ces 17 % pour 2021 et l'assiette provisoire pour 2023.

Merci.

**Le président :** Merci, Monsieur le ministre.

Donc, vous avez eu connaissance de l'avis proposé. Est-ce qu'il y a des discussions, des remarques, des observations par rapport à sa présentation, sa rédaction, les éléments qui ont été développés dans l'avis ?

S'il n'y a pas d'intervention, je mets l'avis aux voix : qui est pour ?... À l'unanimité ?... À l'unanimité. Merci. Donc, l'avis est adopté à l'unanimité.

#### RAPPORT D'OBSERVATIONS DÉFINITIVES DE LA CHAMBRE TERRITORIALE DES COMPTES SUR LE CONTRÔLE DES COMPTES ET DE LA GESTION DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT ÉCONOMIQUE TAHITI TOURISME CONCERNANT LES EXERCICES 2017 À 2021

**Le président :** On va terminer, avant de faire le *break* de midi, par la CTC pour libérer nos deux ministres. Donc, je vous demande de vous reporter au rapport d'observations définitives de la CTC relatif au contrôle des comptes et de la gestion du Groupement d'intérêt économique Tahiti Tourisme (GIE Tahiti Tourisme) pour les exercices 2017 à 2021.

Par lettre datée du 24 octobre, le Président de la Polynésie m'a fait parvenir ce rapport Tahiti Tourisme. En application des dispositions de l'article L272-48 du code des juridictions financières, le rapport doit être communiqué à l'assemblée dès sa plus proche séance et donner lieu à un débat.

Pour la discussion générale, la conférence des présidents a réparti le temps de parole de la manière suivante : 36 minutes Tavini huiraatira ; 15 minutes Tapura huiraatira ; et 9 minutes non-inscrits.

J'invite l'intervenant du groupe Tavini huiraatira à prendre la parole.

**M. Cliff Loussan :** Merci, Monsieur le président.

Monsieur le président de l'assemblée de *Mā'ohi Nui (NDT, la Polynésie française)*, Madame la vice-présidente, Monsieur le président *et père* Oscar Temaru, chers membres du gouvernement, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, Mesdames de la presse, chers internautes et public, à tous, *bonjour*.

Nous sommes réunis aujourd'hui afin de débattre des observations définitives rendues par la Chambre territoriale des comptes sur les comptes et la gestion du Groupement d'intérêt économique Tahiti Tourisme, pour la période allant de 2017 à 2021.

En liminaire, il est nécessaire de rappeler que Tahiti Tourisme est une entité de droit privé, créée par le gouvernement de 1992, rassemblant les acteurs locaux du tourisme et les autorités publiques locales, avec pour mission d'assurer la promotion touristique de notre destination.

Ce rapport étant long de 108 pages, je vous rassure, je ne centrerai mon intervention que sur quelques points qui me semblent importants d'évoquer avec vous.

Ce groupement constitué sans capital dépend quasi exclusivement de subventions que le Pays lui octroie, à hauteur de près de 1,2 milliards et près de 500 millions de F CFP pour le fonctionnement, qui a diminué de 20 % entre 2023 et 2024.

Les sommes allouées exigent que cette entité ait une gestion rigoureuse. La CTC insiste même en disant que sa mission d'intérêt public et son financement étant principalement public imposent à Tahiti Tourisme de garantir un haut degré d'exigence sur la transparence du pilotage et des procédures, une rigueur dans sa gestion, ainsi qu'une efficacité des pratiques professionnelles et de contrôle interne.

De plus, comme pour toutes les DMO (*Destination Marketing Organizations*), une des difficultés pour Tahiti Tourisme est de pouvoir justifier de l'efficacité et de l'effectivité de retombées économiques directes résultant des actions de promotion menées.

En prenant en compte les recommandations données par la CTC, la direction a fait le choix du déploiement, en 2021, de *Salesforce* (logiciel spécialisé) visant à améliorer le suivi des performances pour lui donner à elle et au conseil d'administration un éclairage sur la qualité générale du service rendu et des procédures de travail de ses services et par les prestataires en charge de la promotion internationale. À titre d'exemple, sur les

19 marchés couverts par Tahiti Tourisme, 50 % des marchés ont été abandonnés puis repris sur la période analysée par la CTC, démontrant ainsi la réactivité et la réelle capacité d'adaptation du GIE au contexte économique mondial.

Il est satisfaisant de noter aussi que la CTC relève un réel dynamisme de ses équipes, avec des actions *marketing* importantes à l'international, mais aussi avec des opérations de développement du tourisme intérieur, incitant ainsi nos résidents à voyager davantage dans nos îles. En effet, l'opération Titeti 'Ai'a a atteint ses objectifs en amortissant les effets de la Covid sur notre économie.

Et même s'il est difficile pour la CTC de constater précisément que chaque action, ou que chaque investissement de Tahiti Tourisme, génère un retour direct sur investissement, il nous suffit d'observer aujourd'hui les chiffres de la fréquentation qui sont en nette progression, pour constater l'efficacité des actions du GIE. Pour exemple, nous avons accueilli en Polynésie plus de 91 000 Américains en 2022 contre 85 000 en 2019 (année record de notre industrie touristique), ou encore plus de 71 000 métropolitains en 2022 contre 60 000 en 2019. Et on le sait, les résultats de 2022 sont les fruits récoltés de l'arbre planté plus tôt par les agents de Tahiti Tourisme.

Et quand bien même une recrudescence en provenance de ces deux marchés est observée, il faut que le Pays reste prudent et maintienne cette prospection de nouveaux marchés complémentaires. Mais après la crise sanitaire que le monde a connue, avec les conséquences qu'elle a eu sur notre tourisme, plus que jamais, Tahiti Tourisme entend bien continuer à mettre l'accent sur la diversification des zones de provenance de nos visiteurs. Et s'agissant de cette stratégie, le rapport de la CTC indique, et je cite : « *qu'il est toutefois important, notamment dans le cadre d'un plan de gestion de crise éventuelle sur les marchés américains ou français, de pouvoir compter sur d'autres marchés émetteurs, comme l'Asie ou le Pacifique.* »

Ainsi, en tant que membre du conseil d'administration, je souhaite, chers collègues, vous faire part de mon soutien aux actions des équipes de Tahiti Tourisme quant à la poursuite de prospections et de promotions de notre destination sur de nouveaux marchés potentiels. La Chambre souligne également que l'office pourrait améliorer la rationalité de ses arbitrages, entre marchés et segments spécialisés, pour que de véritables débats aient lieu dans le choix des marchés à prospecter d'une année à l'autre.

Voici donc essentiellement ce que la CTC pointe du doigt, et je trouve vraiment dommage que la minorité soit sortie de la salle parce que ça les concerne :

- Une tentative avortée de l'ouverture d'une prospection en Russie en 2017, imposée par le gouvernement de l'époque, avec un coût de plus de 7 millions dont on n'a jamais revu la couleur ;
- Une mauvaise estimation des travaux de l'actuel Fare Manihini, avec un dépassement du budget d'investissement de plus de 87 %, soit 30 millions F CFP ;
- Et des problèmes de gestion interne, dont je vous épargne les détails, dans son antenne Nord Amérique. Et en ce qui concerne le dernier point, la Chambre a félicité la décision de la direction de procéder à la dissolution de la filiale au 31 décembre 2023.

Malgré la complexité de la gestion de cet organisme de droit privé, malgré des interférences de la part du politique, les équipes de Tahiti Tourisme ont su faire preuve de rigueur et maintenir le cap, afin d'optimiser ses actions et accroître les retombées économiques pour notre pays et notre population, tout en respectant les règles attachées aux établissements financés par l'argent public.

À mon humble avis, chers collègues, il me semble important que nous soutenions ensemble les axes stratégiques de développement tel que :

– La poursuite d'une ouverture à de nouveaux marchés émetteurs, tel qu'évoqué précédemment, car il nous faut tenir compte de l'expérience Covid afin d'éviter que notre Pays et son économie touristique ne soient à nouveau paralysés par de nouvelles crises mondiales. Il existe d'autres portes d'entrée à l'Asie, nous ouvrant la possibilité d'aller chercher d'autres visiteurs qu'au Japon. Rien qu'à l'aéroport de Singapour « Changi », 83 compagnies aériennes décollent et atterrissent vers 125 destinations. En Amérique Latine, rien qu'à l'aéroport international « El Dorado » de Bogota, 22 compagnies aériennes décollent et atterrissent vers 74 destinations. Donc, osons voir ce qu'il est possible de faire ailleurs et innovons ! Nos voisins calédoniens l'ont fait en Asie, donc pourquoi pas nous ?

– Également l'adaptation de notre offre touristique à l'évolution des sociétés avec l'émergence de nouvelles niches telles que les femmes célibataires et les LGBTQ+ à fort pouvoir d'achat. Pendant 40 ans, nous nous sommes trop reposés sur nos lauriers en ne ciblant que les *honeymooners*. Les seniors, eux aussi, ont un fort pouvoir d'achat et profitent de leurs années dorées en parcourant le monde. Et pour certains, venir en Polynésie constitue le rêve d'une vie.

De plus, dans le monde fondamentalement inclusif de Moana Nui Atea, la caste des « *māhū* (NDT, hommes efféminés) » était bien intégrée dans la vie des sociétés pré-européennes. Et aujourd'hui, le Tavini huiraatira, qui a prôné pendant sa campagne vouloir construire une société qui nous ressemble et qui nous rassemble, fait entrer dans la 3<sup>e</sup> institution de notre Pays (le CÉSEC) un membre représentant la diversité LGBT.

Je profite donc ici de saluer la volonté affirmée de notre gouvernement en matière d'amélioration des droits LGBT, en rappelant les propos de Madame la vice-présidente dans son discours d'ouverture de la 1<sup>re</sup> table ronde LGBTQ+ en Polynésie de ce mardi 7 novembre 2023, et qui annonçait, je cite : « *l'adoption prochaine d'une politique sectorielle [...] en matière de droits des communautés LGBT et des minorités.* » Et je ne peux que m'en réjouir, car comme Madame Tevahitua le dit, cela assiera « *l'image de notre société à l'extérieur et sa reconnaissance comme destination touristique gay friendly* ».

Et pour clore mon intervention, chers collègues, je vais vous laisser avec quelques montants, simplement pour que vous compreniez le potentiel que représentent ces marchés-cibles.

Savez-vous que selon une publication du très sérieux magazine financier *Bloomberg*, datant du 20 Juillet 2016, en 2015, le pouvoir d'achat combiné des LGBT américains représentait environ 917 billions de dollars US, soit un montant avec 12 zéros !

Plus récemment, pour ce qui concerne le marché économique que représente la gente féminine, dans son article daté du 31 mai 2023, intitulé « *Unlocking the Trillion Dollar Economy* », le Forum économique mondial (FMI) dit qu'aux États-Unis, les femmes possèdent plus de 10 trillions de dollars US en actifs, soit un montant avec 18 zéros !

Déjà en 2011, la NOAA (*National Oceanic Atmospheric Administration*), dans une étude économique, a révélé que le tourisme de pêche a généré près de 50 millions de dollars US, soit environ 5,595 milliards F CFP de ventes brutes, et soutenu près de 900 emplois dans tout l'État de Hawaï.

Et pour finir, le tourisme golfique. Le tourisme golfique, selon le rapport d'étude économique rendu en 2018 par le très célèbre cabinet d'études et de consulting *Ernst & Young*, l'économie française du golf a généré un chiffre d'affaires de 1,5 milliard d'euros en 2017.

Je me pose donc qu'une seule question : les budgets de la promotion de notre destination sont-ils suffisants comparés à ce que nos voisins de la région mettent comme moyens dans la leur ?

Ainsi, je souhaite que nous encourageons tous ensemble les équipes de Tahiti Tourisme à poursuivre leurs missions, tout en continuant à tenir compte de l'évolution de la réalité économique et sociale de notre monde. Et de manière générale, nous ne pouvons qu'être satisfaits de ce que ce rapport de la CTC relève et recommande, afin de maintenir une bonne gestion des deniers publics.

*Merci et mes salutations. (Applaudissements sur certains bancs du groupe Tavini huiraatira.)*

**Le président :** *Merci bien.*

Y a-t-il d'autres intervenants au titre du Tavini ? S'il n'y a pas d'intervenant, je cède la parole à défaut de présence du Tapura huiraatira aux non-inscrits.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Merci, Monsieur le président.

Ce rapport couvre la période d'exercice de 2017 à 2021 et succède à un précédent, faisant état de la nécessité de veiller à deux points de vigilance : sa gouvernance et l'économie de ses moyens qui restent toujours d'actualité.

Mes chers collègues, notre tourisme est le moteur de développement économique principal de notre Pays. La conduite de sa politique, tout comme la participation de Tahiti Tourisme à sa réussite, mérite notre plus grande attention, afin de garantir des ressources économiques essentielles aux créations d'emplois directs comme indirects. Le récent essor du Airbnb a su nous rappeler toute son importance lors de la crise sanitaire.

D'une manière générale, nous relèverons la particulière densité de ce rapport, produit par la Chambre qui, au terme de ses 105 pages nourries de détails, apparaît essentiellement animé par la recherche d'un renforcement de sa gouvernance, mais surtout par l'amélioration de la performance de notre GIE à générer des retombées économiques par ses actions de promotion, mais également par l'accueil de nos visiteurs.

Ainsi, la Chambre relève, au travers de sa première recommandation, la nécessité d'adopter des mesures de prévention des conflits d'intérêts pouvant survenir entre d'une part, les activités privées touristiques des membres et des administrateurs, et d'autre part, le GIE, qui poursuit un objectif d'intérêt général lié à la promotion touristique de la Polynésie française.

La double nomination du PCA d'ATN a conduit, selon les observations du rapport, les professionnels a sollicité, pour l'avenir, la nomination d'une personnalité moins impliquée dans un secteur d'activités du tourisme, afin d'objectiver les relations professionnelles avec la compagnie aérienne au *Tiare* (NDT, à la fleur *Air Tahiti Nui*), même si les stratégies de promotion doivent s'inscrire en cohérence.

La Chambre poursuit ses remarques, en invitant Tahiti Tourisme à se conformer à la réglementation qu'elle édicte *via* ses assemblées générales : publication des décisions et des PV, actés sur son site Internet ; recouvrement et tarification des cotisations d'adhésion des membres, ou encore de satisfaire aux conditions posées pour prétendre au poste de PCA.

Nous conservons tous en mémoire, la période de forte instabilité politique traversée par notre Pays, ayant conduit l'assemblée a adopté un plan de redressement financier en 2011, qui avait acté des réformes structurelles, dont plusieurs ont concerné le GIE Tahiti Tourisme, allant même jusqu'à acter sa dissolution.

Si le GIE, tel le Phoenix, a su renaître de ses cendres grâce au dynamisme de ses équipes, mais surtout grâce au maintien d'un niveau de subventionnement quasi-total du Pays, à hauteur de 1,6 milliards par an, notre opérateur de promotion touristique peine toujours à mesurer sa performance.

Ainsi, le croisement des données consolidées par la Chambre, mesurant les dépenses de promotion engagées selon les fréquentations touristiques enregistrées par marchés émetteurs, et figurant en annexe 3 et 4 du rapport, « *met en relief la difficulté pour le GIE de justifier objectivement la réalité des retombées économiques directes issues de ses propres actions de promotion* » puisque des marchés non couverts par Tahiti Tourisme peuvent apporter autant de touristes que des zones qu'il prospecte.

En tout état de cause, le rapport démontre que toutes les initiatives conduites en faveur de la diversification de nouveaux marchés émetteurs n'arrivent pas à infléchir le poids croissant des marchés nord-américains et français, qui représente à eux seuls 60 % du nombre total de touristes. Une des raisons résidant tout simplement dans l'augmentation de l'offre de la capacité aérienne en provenance de ses marchés, avec l'arrivée des nouvelles compagnies.

Dès lors, la Chambre encourage Tahiti Tourisme, au travers de sa quatrième recommandation, à justifier une démarche de performance des actions conduites à l'internationale, en déployant des indicateurs de pilotage stratégique dans l'objectif d'accroître le nombre de visiteurs et de nuitées, et mieux répondre à l'ambition générale de diversification des marchés émetteurs.



L'évaluation de la performance doit également, selon la Chambre, s'étendre au suivi financier et opérationnel de la feuille de route de Tahiti Tourisme, défini au travers de son contrat constitutif qui retient la réalisation de 26 actions, mais ne conduit à aucune analyse régulière permettant au GIE de garantir le respect de leur pleine exécution.

Il s'agit pourtant de règles d'administration de base dont, apparemment, ni le conseil d'administration, ni le directeur, ni même le Pays, n'apparaît s'enquérir, malgré le versement de trois subventions annuelles distinctes assorties de conventions d'objectifs, qui sont établies en fin d'exercice, lesquelles ne font pas davantage de procédure de suivi.

Aussi, et s'agissant du cadre financier, on relèvera que la Chambre invite notre assemblée, au travers de sa seconde recommandation, à une remise à plat des textes règlementaires afin de clarifier les conditions de financement du GIE, sur la base du principe de financement unique, assorti de conditions conventionnelles précises ainsi que la formalisation d'un dialogue de gestion adapté avec le Pays.

Dans cette continuité, la Chambre poursuit son analyse en invitant le Pays, au travers de sa troisième recommandation, à préciser l'étendue de la participation du GIE à la construction des orientations de la politique du tourisme, afin d'y intégrer une vision stratégique pluriannuelle qui réponde aux besoins des opérateurs touristiques locaux.

Sur ce point précis, nous invitons toutefois le Pays à accordé une vigilance particulière à la cohérence des actions déclinées par le GIE, avec la politique touristique définie par le Pays, dès lors que la participation active de Tahiti Tourisme à la rationalisation des comités du tourisme a retenu un besoin financement de 80 millions F CFP par an, qui devra très certainement s'inscrire comme une nouvelle dépense pour le Pays, alors que les communes ont bénéficié, dans le même temps, d'une revalorisation de la redevance de promotion touristique par l'assemblée.

De même, le Tahiti Tourisme prône « le *slow* tourisme », c'est-à-dire un touriste par habitant, alors que le gouvernement a annoncé son ambition de porter sa politique touristique au double, soit 600 000 touristes par an.

Enfin, mes chers collègues, comme vous le savez la Chambre n'hésite jamais à nous faire part d'abus en tout genre. Nous noterons, à ce propos, les dérives importantes de la filiale californienne dans sa gestion budgétaire et comptable, ayant conduit le gouvernement à acter sa fermeture le 1<sup>er</sup> octobre.

Nous noterons également la *soap-story* de l'ouverture-fermeture de la représentation en Russie conduite sous l'orchestration deux anciens ministres, Monsieur Bouissou et Monsieur Alpha, ayant donné lieu à des versements financiers sur le compte personnel de Monsieur K — on avait eu Monsieur M, maintenant on a Monsieur K —, pour un montant de 3 548 500 F CFP, avec reconnaissance de mise en garde de la banque en charge du transfert de fonds et un coût total de 7,5 millions F CFP, bien qu'aucune action de promotion n'ait été réalisée.

Enfin — et pour finir sur une note positive —, nous tenons à souligner les efforts de maîtrise de la masse salariale, puisque les dépenses enregistrées en 2021 sont quasi identiques à celles de 2017, donnant lieu toutefois à la recommandation d'élaborer un plan RH pluriannuel adapté et de rendre compte de sa gestion aux administrateurs.

En conclusion, Monsieur le Président, Madame la vice-présidente, pourriez-vous nous indiquer quelle stratégie de promotion touristique comptez-vous déployer en cohérence avec Tahiti Tourisme pour améliorer sa performance ?

Je vous remercie. (*Applaudissements dans la salle.*)

**Le président :** *Merci bien.*

Je cède la parole au gouvernement.

**M<sup>me</sup> Minarii Galenon Taupua :** En tous les cas, je voulais tout d'abord vous remercier pour vos interventions très très pertinentes, Monsieur le représentant Cliff et Madame la représentante Nicole Sanquer. Merci beaucoup.

Vous connaissez l'attention particulière que porte notre Président du gouvernement envers le tourisme et sachez que nous prenons en compte ces rapports de la Chambre territoriale des comptes, parce que pour nous, ce sont des véritables audits — nous le savons — et c'est ce qui nous sert aussi à guider les politiques dans les arbitrages, car nous sommes conscients que nous devons respecter l'argent de chaque contribuable de ce pays, qu'on nous confie.

Notre Président du gouvernement porte une attention particulière aux actions de marketing réalisées par Tahiti Tourisme, mais aussi aux projets de réglementation portés par ce même service. C'est ainsi que, depuis quatre mois déjà, le Service du tourisme et Tahiti tourisme se réunissent mensuellement, avec le ministère du tourisme, pour faire le point sur les sujets de fond et éviter les errances du passé.

Le travail en silos, chacun dans son coin, est dépassé et l'intelligence collective est en marche. C'est ce que notre Président a voulu vraiment impulser.

Chaque semaine, les sujets d'ordre opérationnel sont traités, en comité de direction avec le ministère du tourisme, pour l'avancée des projets.

On a aussi impulsé un campus des métiers et qualifications, dont le périmètre s'élargit au tourisme. Ceci permettra, dès 2024, de donner des perspectives d'emploi à notre jeunesse et aux personnes désireuses de faire une reconversion professionnelle dans ce secteur qui doit rester le nôtre.

La relance de la ligne vers le Japon était attendue, les professionnels de notre industrie ont pu à nouveau échanger avec les revendeurs japonais.

Ce qui est important pour nous, c'est vraiment de prendre en compte toutes vos interventions qui sont très pertinentes — je le disais tantôt. Donc, à notre représentant Cliff — puisque vous faites partie du conseil d'administration —, nous comptons sur vous pour mettre en place ces nouveaux

marchés potentiels — puisque vous en avez parlés. Les choix des marchés, tout à fait. Il faut vraiment qu'il y ait un consensus et qu'on en discute ; je pense que le conseil d'administration est le meilleur dispositif pour pouvoir en parler. Vous parliez aussi de ce qui se passe à Singapour et en Amérique du Sud, oui pourquoi pas ? Il faut avoir des rêves pour mettre en place des actions constructives pour notre *pays*, donc je compte réellement sur vous.

Maintenant pour répondre à notre représentante Nicole Sanquer, vous aviez parlé de deux points essentiels concernant ce dossier : c'est la gouvernance et l'économie à faire. Vous avez parlé de mesurer les performances — c'est tout à fait cela — et puis, d'avoir des contrats d'objectifs pour bien voir les résultats attendus au niveau du gouvernement. Vous avez aussi parlé de la remise à plat des textes réglementaires — et nous savons qu'il faut passer par cette remise à plat des textes réglementaires pour pouvoir avancer, parce que nous savons très bien qu'il y a des coquilles qu'il faudrait corriger et que si nous ne corrigeons pas rapidement, c'est sûr qu'il serait difficile d'avancer.

Je vous informe que notre Président du gouvernement reviendra vers vous pour déployer sa vision stratégique concernant le tourisme.

Voilà, chers collègues, je vous remercie de votre entente et pour vos interventions très pertinentes.

*Merci bien.*

**Le président :** Merci. Il est très exactement 12 h 36. Je vous propose une suspension de séance et une reprise à 14 heures.

La séance est suspendue.

*(Suspendue à 12 heures 36 minutes, la séance est reprise à 14 heures 10 minutes.)*

RAPPORT N° 91-2023 RELATIF À UN PROJET DE DÉLIBÉRATION PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 2001-200 APF DU 4 DÉCEMBRE 2001 MODIFIÉE PORTANT CODE DE PROCÉDURE CIVILE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Présenté par M. le représentant Heinui Le Caill

**Procédure d'examen simplifiée**

**Le président :** Notre séance est reprise, il est 14 h 10. Je vous invite à prendre le rapport n° 91-2023 relatif à un projet de délibération portant modification de la délibération n° 2001-200 APF du 4 décembre 2001 modifiée portant code de procédure civile de la Polynésie française.

J'invite le rapporteur à bien vouloir donner lecture de son rapport, Monsieur Heinui Le Caill.

**M. Heinui Le Caill :** *Merci, Monsieur le président. Madame la vice-présidente,* Madame la ministre, chers collègues élus de l'assemblée, public, amis de la presse, *bonjour.*

Le présent projet de délibération nous a été transmis par lettre le 26 septembre 2023.

Ce texte porte sur une modification du code de procédure civile de *Mā'ohi Nui (NDT, Polynésie française)*, créé par la délibération n° 2001-200 du 4 décembre 2001.

Cette volonté de réforme fait suite aux constats issus de la pratique du droit local relative à la procédure en matière gracieuse. Plus précisément, il existe actuellement un vide juridique dans notre code de procédure civile puisqu'aucune disposition ne prévoit de cadre pour la notification des jugements en matière gracieuse.

Or, cette matière est d'un intérêt primordial pour les citoyens puisqu'elle renvoie à des instances importantes relatives, par exemple, au divorce par consentement mutuel ou aux modalités d'exercice de l'autorité parentale. De ce fait, il est fondamental de sécuriser l'accès du justiciable à de telles décisions.

À ce titre, un nouveau chapitre II ter intitulé « Les règles particulières à la notification des jugements en matière gracieuse » est inséré. Il est composé de six articles. Désormais, le code de procédure civile prévoit, pour les jugements concernés, le support de la notification (lettre recommandée avec demande d'avis de réception), les destinataires, les mentions devant figurer sur l'acte ainsi que les modalités de transmission à l'étranger.

Dans un second temps, la modification envisage la mise en cohérence du reste du code de procédure civile, requise par l'introduction du nouveau chapitre.

Examiné en commission le 13 octobre 2023, le présent projet de délibération a suscité des débats portant principalement sur :

- la transmission des notifications de jugements par *mail* ou SMS, avec les problématiques liées à la protection des données personnelles ;
- la future intégration au code de procédure civile des règles de procédure civile liée à l'adoption.

À l'issue des échanges, le présent projet de texte a recueilli un vote unanime des membres de la commission. En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée d'adopter le projet de délibération ci-joint.

*Merci.*

**Le président :** Merci. Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole de 60 minutes réparti comme suit : 9 minutes non-inscrits, 36 minutes Tavini et 15 minutes Tapura.

J'invite l'intervenant des non-inscrits, à défaut de membres du Tapura huiiraatira présents qui auraient dû prendre la parole en premier. J'invite donc les non-inscrits à prendre la parole.

**M<sup>me</sup> Teave Boudouani Chaumette :** Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement, Mesdames et Messieurs les représentants, Mesdames et Messieurs les représentants de la presse, chers collègues,

Le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant modification de la délibération n° 2001-200 APF du 4 décembre 2001 modifiée portant code de procédure civile de la Polynésie française.

L'objet de ces travaux réglementaires répond au besoin de clarifier les conditions de notification des jugements rendus en matière non contentieuse qui sont éparses ou pas définies au sein de la procédure civile en vigueur conduisant, selon les travaux menés en commission, nos magistrats à devoir faire référence aux règles applicables aux jugements rendus en matière contentieuse.

Ainsi, les six articles d'un nouveau chapitre nouvellement créé offrent désormais un cadre spécifiquement dédié aux règles particulières à la notification de jugement en matière gracieuse, correspondant aux demandes soumises au contrôle du juge qui ne relèvent pas d'un litige entre parties, mais de l'application d'obligations légales.

Selon la nouvelle rédaction prévue par l'article 399-14 du Code de procédure civile, les notifications s'effectueront soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par la remise de l'acte au destinataire.

Si l'information des justiciables apparaît être mieux garantie, puisqu'il n'existera plus aucun vide juridique sur les règles applicables, nous encourageons toutefois l'autorité judiciaire, à démocratiser davantage toute l'information utile et nécessaire auprès de concitoyens pour une meilleure compréhension du droit en l'absence d'auxiliaire de justice lors de la remise des actes.

Aussi, nous encourageons l'aboutissement de la création du conseil d'accès au droit initié par les chefs de cour dont le dispositif participe à offrir un cadre facilité au droit et à la justice des citoyens polynésiens, et en particulier pour ceux qui résident dans les archipels éloignés de Tahiti.

En effet, même si aux termes de l'article 399-17 du code actuel, les actes se doivent d'indiquer de manière très apparente le délai d'opposition, d'appel ou de pourvoi en cassation lorsqu'une voie de recours est ouverte ainsi que les modalités selon lesquelles il peut être exercé, nous savons tous que ces informations doivent être davantage accompagnée de toute la pédagogie nécessaire à sa compréhension.

Enfin, nous souhaitons également encourager le gouvernement actuel à poursuivre les modifications nécessaires à apporter au code de procédure civile pour ce qui concerne la procédure d'adoption, laquelle fait toujours défaut.

Comme nous le savons tous, ce manquement engendre, l'application d'une procédure détournée de la délégation d'autorité parentale pour adopter nos enfants, et les potentielles dérives que cela peut impliquer au lieu de prévoir une procédure d'adoption clairement définie autorisant l'apparement, c'est-à-dire l'identification d'une famille adoptive grâce à l'intervention de professionnelle qui puisse répondre aux besoins de l'enfant à adopter.

Nous espérons donc, Madame la ministre en charge des solidarités, vous revoir bientôt au sein de cet hémicycle, nous proposer une modification du code de procédure civile à cet effet.

Je vous remercie.

**Le président :** Merci. Je cède la parole au représentant, l'intervenant du groupe Tavini huiiraatira.

**M<sup>me</sup> Sylvana Tiatoua :** *Merci*, Monsieur le président. Madame la vice-présidente, Madame la ministre des sports, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, chers internautes et cher public, *bonjour*.

Nous sommes réunis aujourd'hui afin de nous prononcer sur le projet de délibération qui modifie la délibération n° 2001-200 APF du 4 décembre 2001 portant création du Code de procédure civile de la Polynésie française, lequel a reçu un avis favorable et unanime lors des travaux de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 13 octobre dernier.

Mes chers collègues, il est important de préciser que même si la délibération modifiée n'a été établie qu'en 2001, la compétence de la Polynésie française pour légiférer en matière de procédure civile existe depuis bien plus longtemps, à savoir depuis une ordonnance datant du 23 décembre 1958. Toutefois, notre premier code de procédure civile de la Polynésie française n'a été créé qu'en 1966, puis a été modifié plus d'une vingtaine de fois par la suite.

Le projet de modification qui nous est présenté cette fois-ci concerne l'ajout d'un nouveau chapitre dans le code relatif aux modalités de notification des jugements rendus en matière gracieuse.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, permettez-moi de prendre un petit peu de temps pour expliquer ce que signifie ces termes.

En droit français, il existe deux types de procédure :

- la procédure dite « contentieuse », dans laquelle il existe un litige (un différend) entre deux ou plusieurs parties qui doit par sa gravité être soumis à une juridiction pour y être tranchée ;
- la procédure dite « gracieuse », dans laquelle il n'existe pas de litige, mais la loi exige qu'une situation juridique particulière soit soumise au contrôle d'une juridiction.

Bien que 95 % des procès relèvent du domaine contentieux, notre rapporteur nous l'a bien précisé. Certaines matières spécifiques qui sont mentionnées dans le code de procédure civile de la Polynésie française relèvent, quant à elles, du domaine gracieux, tels que le divorce par consentement mutuel, l'autorité parentale ou encore la procédure d'homologation en matière de médiation, de régime matrimonial judiciaire. En tout état de cause, que l'on soit en matière contentieuse ou gracieuse, une décision est rendue par le juge. Cette décision doit être notifiée aux justiciables, c'est-à-dire qu'ils doivent en prendre connaissance. C'est cela même le principe de notification. La notification est essentielle en droit car elle permet de faire courir les délais de recours et éventuellement de faire exécuter la décision. À défaut, cette dernière risque d'être considérée comme non avenue et nulle d'effet.

Si l'on examine les règles relatives à la notification des décisions de justice figurant dans le code de procédure civile métropolitain, nous constatons que la procédure gracieuse présente l'avantage d'être moins contraignante par rapport à la procédure contentieuse. En effet, pour notifier un jugement rendu en matière gracieuse, il suffit que le greffier de la juridiction envoie une simple lettre recommandée avec accusé de réception, tandis qu'en matière contentieuse, le principe demeure la signification par voie d'huissier de justice.

Chers collègues, j'espère que vous me suivez toujours jusque-là. Je suis consciente que cette matière a l'air complexe, mais elle ne l'est pas tant que ça, si l'on prend le temps qu'il faut pour bien décortiquer les éléments.

L'idée du présent projet de délibération est de reprendre ces règles, afin de les insérer dans notre code de procédure civile locale. En effet, contrairement à la France, où la distinction entre la notification des jugements rendus en matière contentieuse et gracieuse est effectuée, depuis la version initiale de leur code datant de 1976, notre code local n'a malheureusement jamais établi cette distinction. Il a fallu attendre que les magistrats du Palais de justice de Papeete constate ce manque de dispositions, quant à la notification des jugements en matière gracieuse, pour que ce projet de modification de code de procédure civile soit formulé et soumis au vote de notre assemblée.

Même si, dans la pratique, la notification des décisions rendues en matière gracieuse en Polynésie française s'effectuait déjà par lettre recommandée avec accusé de réception, je me demande pourquoi nous avons attendu aussi longtemps pour formaliser ces règles de manière écrite. En effet, nous sommes à la fin de l'année 2023, soit 47 ans après. Le pire c'est qu'en 2016, la délibération n° 2016-63 APF du 8 juillet 2016 est venue réviser le code de procédure civile de la Polynésie française, en rajoutant et en modifiant certains articles relatifs à la matière gracieuse et elle est également venue consacrer une partie sur les notifications, et plus précisément les notifications entre avocats.

L'ancien gouvernement n'aurait-il pas pu profiter de cette délibération pour effectuer toutes les modifications nécessaires, en insérant également dans notre code une partie sur les modalités de notification des jugements rendus en matière gracieuse ? On se retrouve encore aujourd'hui à devoir combler des vides juridiques, qui auraient pu être résolus en une traite par l'ancienne mandature, si elle y avait prêté davantage attention en 2016.

Enfin, je ne peux finir mon intervention sans une pensée sur la situation des destinataires d'un jugement rendu en matière gracieuse, qui ne disposent pas d'une boîte postale et qui n'ont qu'une adresse géographique à donner au greffe de la juridiction compétente. Il se trouve que notre code de l'aménagement prévoit que tous les immeubles collectifs, ou les maisons individuelles à usage d'habitation ou professionnelle, doivent être pourvues de boîtes aux lettres qui doivent être identifiées par une étiquette portant le numéro de la boîte, le nom de son titulaire et, éventuellement, les personnes hébergées. De plus, ces boîtes aux lettres doivent être installées dans les endroits libre d'accès pour le service postal, convenablement éclairées et exemptes de tout danger. Pour les maisons d'habitation individuelle, la boîte aux lettres doit être impérativement implantée à l'entrée de la propriété, en bordure de la voie ouverte à la circulation publique.

Or, nous savons tous que la quasi majorité des maisons d'habitation individuelles en Polynésie ne dispose pas de boîtes aux lettres, de sorte que le facteur de Fare Rata n'est pas en mesure de déposer l'avis d'instance au destinataire.

Et selon les dispositions du code des postes et télécommunications en Polynésie française, passé le délai de 15 jours, la lettre recommandée avec accusé de réception est retournée à l'expéditeur avec la mention « Inconnu », quand bien même les parties à l'instance ont donné au greffe de la juridiction la bonne adresse géographique.

C'était un point qui me paraissait important de relever et de voir dans quelle mesure nous pourrions remédier à cette difficulté. Pour ma part, je pense que si le mode de notification par lettre recommandée avec accusé de réception échoue, une notification par voie d'huissier de justice devrait sans doute être représentée.

Pour l'heure, je tiens néanmoins à inviter tous les représentants composant notre assemblée à permettre l'adoption favorable du projet de délibération qui nous est présenté.

*Merci bien. Que l'amour règne.*

**Le président :** *Merci bien.* Y a-t-il d'autres intervenants ? Plus d'intervenant. Donc, la discussion générale est maintenant close.

Je ramène la parole au représentant du gouvernement.

**M<sup>me</sup> Éliane Tevahitua :** *Mes salutations une nouvelle fois aux représentants élus du peuple.*

Il vous est soumis à adoption un projet de délibération qui aura vocation à améliorer la situation du droit en Polynésie. Et ce projet de délibération est à l'initiative des professionnels du droit qui ont remarqué qu'il y avait cette lacune qui existait. Autant les notifications étaient prévues quand il s'agit de matière contentieuse et autant, quand il s'agissait de matière gracieuse, cela n'existait pas. Et donc, c'est de cette demande qui émane des professionnels du droit que nous sommes amenés à vous faire cette proposition de délibération pour améliorer les choses.

La notification est une formalité par laquelle on tient une personne informée du contenu d'un acte ou d'un jugement dans lequel elle n'a pas été partie de ce jugement-là et par laquelle on lui donne un préavis pour faire éventuellement un recours ou pas du tout, mais du moins elle est informée. Et donc, on peut aussi par la notification citer cette personne-là à comparaître devant un tribunal. Et normalement, les notifications, on les fait soit par huissier, soit par lettre recommandée.

Madame la représentante, vous précisiez justement les difficultés rencontrées par certaines familles qui n'ont pas de boîte aux lettres, comme la moitié de la population qui n'ont juste qu'une adresse géographique. Dans ce cas-là, ce sera donc par voie d'huissier, de manière à ce que le jugement lui soit notifié. Bien sûr que dans ces situations-là, souvent les policiers communaux sont mis à contribution de manière à ce que le citoyen reçoive sa notification. Et il est vrai que dans la mesure où vous allez adopter ce texte-là, cela va permettre de pouvoir faire ces notifications quand il y a des jugements en matière gracieuse.

Et vous avez parfaitement, Mesdames les élues, cité les cas où cela pouvait s'appliquer. Cela peut très bien être un divorce par consentement mutuel où il n'y a pas du tout d'opposition au sein du couple, où il y a une volonté vraiment de divorcer par consentement mutuel ; et aussi pour les questions d'autorité parentale — donc cela rentre aussi dans ce cadre-là — ; ou bien des procédures d'homologation en matière de médiation judiciaire. Et donc, ce texte-là va permettre d'améliorer un peu la situation de notre droit actuel.

Pour ce qui concerne la procédure d'adoption dont Madame la représentante a fait cas, il faut savoir qu'au niveau de la DSFE et du secrétariat général du gouvernement, il y a un travail qui se fait actuellement pour pouvoir ensuite proposer un texte au vote de l'assemblée en ce sens-là.

Sinon, bien que ce ne soit pas non plus médiatisé et même que nous tous nous ne le sachions pas, il faut savoir que depuis 2021, au niveau du tribunal, il y a ce qu'on appelle un conseil d'accès au droit où n'importe quel citoyen peut venir pour demander des explications, pour comprendre une procédure. Et donc, sachez que cela existe au niveau du tribunal pour d'éventuelles questions que les citoyens sont amenés à se poser en cas de procédure au niveau du tribunal.

Voilà donc, Mesdames et Messieurs, les quelques éléments que je peux vous amener et vous invite donc à voter à l'unanimité pour ce texte-là qui fait progresser les choses. Voilà.

**Le président :** Merci, Madame la vice-présidente.

Nous avons prévu d'examiner ce texte selon la procédure simplifiée. En l'absence d'amendement, je mets aux voix l'ensemble de la délibération : qui est pour ?... À l'unanimité. Merci. Donc, la délibération est adoptée.

#### RAPPORT N° 102-2023 PORTANT APPROBATION DU PROJET D'AVENANT N° 3 AU CONTRAT DE REDYNAMISATION DES SITES DE DÉFENSE DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

Présenté par M<sup>me</sup> la représentante Hinamoeura Morgant-Cross

**Le président :** Et de ce fait, je vous invite à vous reporter au rapport n°102-2023 relatif à un projet de délibération portant approbation du projet d'avenant n° 3 au contrat de redynamisation des sites de défense de la Polynésie.

Le gouvernement souhaite-t-il intervenir pour la présentation ?... Après ? Très bien.

Je cède donc la parole à la rapporteure, Madame Hinamoeura.

**M<sup>me</sup> Hinamoeura Morgant-Cross :** Merci, Monsieur le président. Mesdames et Messieurs les représentants, Mesdames du gouvernement, bonjour à tous.

C'est humblement et avec humilité que je vous présente ce projet de délibération qui a été transmis par lettre n° 7677/PR du 25 octobre 2023 aux fins d'examen par notre assemblée.

Le contrat de redynamisation des sites de défense de Polynésie française dit « CRSD » a été signé le 22 février 2016, pour quatre ans, entre l'État, le Pays et les communes de Arue, Faa'a, Mahina, Papeete, Pirae et Taiarapu-Est. Il a pour objet le financement des projets portés par ces communes sur le foncier cédé par l'État à l'euro symbolique.

Les différents projets retenus au titre de ce dispositif entendent aider à recréer les conditions d'un développement économique durable pour ces communes. Ces projets s'articulent autour de quatre axes :

- la création de zones d'activités économiques ;
- la requalification de zones et d'aménagements urbains ;
- la création de zones d'activités touristiques et de loisirs ;
- et la création d'infrastructures publiques participant au développement économique.

Depuis 2016, la vie contractuelle du CRSD a été ponctuée de plusieurs modifications.

Tout d'abord, un premier avenant a été conclu le 30 juillet 2020 afin d'allonger la durée du contrat de deux ans et de redéfinir certaines actions et/ou de redéployer des moyens financiers disponibles entre certaines actions.

Par la suite, un avenant n° 2 a été signé le 12 juillet 2022. Celui-ci a également rallongé la durée du contrat de deux ans jusqu'au 12 juillet 2024. Aussi, suite aux engagements de l'État, il prévoyait la contribution exceptionnelle de ce dernier au titre des coûts de dépollution et de déconstruction des infrastructures, qui n'avait pas été prévue initialement.

Cinq des six communes ont pu bénéficier de cet abondement au titre de l'année 2022, à hauteur de 773 millions de francs. Étant donné que la commune de Taïarapu-Est n'avait pu fournir une estimation suffisamment détaillée des coûts de dépollution, il a été décidé que la contribution de l'État pour cette collectivité serait contractualisée ultérieurement.

Ainsi, le projet d'avenant n° 3 au CRSD entend concrétiser ce qui avait été prévu par l'avenant n° 2. Au titre de l'année 2023, ce sont donc 4 835 360 euros (soit 577 011 933 F CFP), hors taxes, qui seront alloués à la commune par l'État, comprenant les aléas à hauteur de 10 %. Dans les faits, ce sont les trois sites militaires de la commune qui sont concernés par les opérations de dépollution visées par l'avenant. À noter qu'en parallèle de la procédure d'approbation à l'assemblée, les six conseils municipaux concernés seront également consultés. Ensuite, le projet sera transmis aux autorités nationales compétentes pour approbation avant une signature à l'horizon 2024.

Le présent projet de délibération examiné en commission le 3 novembre 2023 a suscité des échanges concernant la prise en charge des dépenses uniquement hors taxes par l'État. Effectivement, il a été précisé qu'une prise en charge des dépenses toutes taxes comprises reviendrait à subventionner le Pays indirectement *via* la TVA. Toutefois, il est à noter que cette non-prise en charge devient une réelle charge financière pour nos communes concernées. En plus de ces observations, des remarques ont été faites sur l'état du marché local de prestataires de désamiantage. Il est ressorti que peu d'entreprises locales proposent de tels services, ce qui a pour effet l'augmentation des coûts ainsi à défaut le recours à des prestataires métropolitains.

À l'issue des échanges, le présent projet de texte a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission. En conséquence, la commission des institutions, des affaires internationales et européennes et des relations avec les communes propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.

Je vous remercie.

**Le président :** Merci. Pour la discussion générale, la conférence des présidents a prévu un temps de parole identique aux textes qui ont été étudiés précédemment, à savoir 36 minutes pour le Tavini huiiraatira, 15 minutes pour le Tapura et 9 minutes pour les non-inscrits.

J'invite l'intervenant des non-inscrits à prendre la parole.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Merci, Monsieur le président.

Cet après-midi, nous examinons un projet de délibération portant approbation du projet d'avenant n° 3 au Contrat de redynamisation des sites de défense de Polynésie française.

Comme nous le savons tous, et sans reprendre l'historique du CRSD exposé dans le rapport de présentation, l'objectif poursuivi par ce contrat État/Pays est de compenser les pertes économiques liées au départ du CEP en rétrocédant à six communes (Arue, Pirae, Mahina, Taïarapu-Est, Papeete et Faa'a) des terrains militaires appartenant à l'État au franc symbolique en contrepartie de la création de zones économiques, d'aménagements urbains, d'activités touristiques et de loisirs, ou encore la réalisation d'infrastructures économiques.

Pour mieux accompagner les communes dans le développement économique de leur territoire, l'État et le Pays ont également alloué un concours financier initial de 500 à 715 millions de francs.

Toutefois, des difficultés liées à la mise en œuvre du contrat ont justifié deux précédentes prorogations par voie d'avenant : la première liée à la répartition des compétences entre le Pays et les communes en matière économique ; et la seconde liée à la nécessité de procéder à des travaux de dépollution et de déconstruction des anciennes infrastructures militaires amiantées et des coûts exceptionnels engendrés pour les communes.

L'objet du troisième avenant soumis à notre examen s'inscrit dans cette continuité en permettant à Taïarapu-Ouest de bénéficier d'une enveloppe qui lui est spécialement dédiée pour financer des travaux de dépollution dont les estimations des études ont justifié plus de temps.

Un montant plafond a néanmoins été fixé à 577 011 933 F CFP, avec les aléas de 10 % introduit, pour compenser la nouvelle position de l'État de ne plus financer au sein des contrats État/Pays des projets en TTC mais hors taxe laissant de ce fait à la charge des communes la TVA.

Nous regrettons que ce point n'ait pas fait l'objet d'un aménagement spécial en fonction du montant des projets à financer dès lors que nos communes ne disposent pas d'une autonomie financière suffisante et comparable à celles de la France (de l'Hexagone) pour honorer ce financement supplémentaire. En d'autres termes, la décision de l'État de ne plus prendre en charge la TVA risque d'augmenter la part à financer des communes et cela peut engendrer des difficultés pour certaines communes à trouver le financement complémentaire de certaines opérations programmées.

Aussi, Monsieur le président, on vous sait très attaché à la gestion des communes, nous vous invitons à apporter un regard attentionné sur la définition des taux de participation des communes au sein de ces différents contrats pour compenser la suppression du financement de la TVA, car elle risque de freiner leur exécution et donner lieu à des avenants successifs, tout comme pour le CRSD, je pense notamment au renouvellement à venir du contrat de développement et de transformation dédié aux communes.

Je vous remercie.

**Le président :** Merci.

J'invite maintenant l'intervenant du Tavini huiiraatira à prendre la parole.

**M. Allen Salmon :** *Merci. Chers amis, à vous toutes et tous ici présents, aujourd'hui, depuis ce matin et ce, jusqu'à cette après-midi, afin d'œuvrer pour notre peuple polynésien, qu'il s'agisse de nos collaborateurs, des représentants du gouvernement de notre pays, de nos collègues hommes et femmes élus de l'assemblée, recevez mes salutations et tout mon respect.*

Monsieur le président, j'aimerais faire une petite parenthèse avant de commencer la présentation de ce projet concernant le petit incident qui s'est passé ce matin.

Je regrette d'avoir commencé notre séance de ce matin avec un réquisitoire. J'avais cru un instant m'être trompé de lieu : étais-je au tribunal, ou dans les studios de Hollywood, ou à l'assemblée de Polynésie française ?...

Contrairement à Madame la sénatrice, j'étais présent à notre dernière séance et j'aimerais rassurer notre amie Lana Tetuanui qu'il n'y avait aucun propos raciste prononcé par notre représentant Tapati Mitema. Celui-ci, en effet, nous a fait part d'une simple constatation d'un de ses amis qui aurait dit : « *La France est complètement devenue « noire »* », ce à quoi il a rétorqué en disant : « *Par contre, ici, notre pays a considérablement blanchi.* »

Y a-t-il eu un dénigrement des personnes selon leur couleur de peau ? Non. Avez-vous décelé de la haine dans ses propos ? Non plus. Avez-vous décelé une certaine violence à l'égard des gens à la peau blanche ? Non. Avez-vous décelé une incitation à la haine des blancs ou des noirs ? Non.

Jamais Tapati a prononcé les mots « toi à la peau blanche, tu n'as pas ta place dans notre *pays* », selon les interprétations de certains.

Donc, ramenons les propos de notre ami Tapati à ces justes proportions.

Ceci dit, je reviens vers notre projet de délibération.

Nous sommes réunis en ce jour afin de nous prononcer sur le projet de délibération qui porte approbation du projet d'avenant n° 3 au Contrat de redynamisation des sites de défense de la Polynésie française.

Mes chers collègues, permettez-moi de commencer mon intervention en présentant le contexte dans lequel ce contrat a été établi.

L'article 29 de la loi du 29 décembre 2014 des finances pour 2015 a donné la possibilité aux immeubles domaniaux qui sont reconnus comme inutiles entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 31 décembre 2019 par la ministre de la Défense, de faire l'objet de cessions à l'euro symbolique.

Par la suite, un décret en date du 19 août 2015 a établi une liste des communes éligibles à ce dispositif, parmi lesquelles figurent les communes de Arue, Faa'a, Mahina, Papeete, Pirae et Taïarapu-Est.

En parallèle de ce dispositif, l'État a également pris la décision de mettre en œuvre le contrat de redynamisation des sites de défense, qui a pour objectif de faciliter la transition des territoires concernés et de créer de nouvelles dynamiques de développement pour ces derniers.

Cette redynamisation possède toutefois un coût, et ce coût est actuellement partagé entre l'État, le Territoire et nos communes éligibles.

Les éléments que je viens d'exposer appellent à plusieurs observations de ma part.

Dans un communiqué de presse en date du 22 février 2016, le haut-commissariat de la République en Polynésie française est venu déclarer : « *qu'avec ce contrat, l'État cède près de 22 hectares aux communes pour une valeur de 4,8 milliards de FCFP (ce qui équivaut à près de 41 millions d'euros)* ». Y verrait-on ici la grandeur de la France au travers de ce geste bienveillant à notre égard ?

Nous sommes ainsi tentés de considérer ces cessions comme étant des dons généreux faits par l'État français, alors qu'il n'en est rien.

En effet, au risque d'être un peu pointilleux, si l'on analyse ces dispositions sous l'angle juridique, cela ne constitue pas du tout un don, mais bien une vente.

De plus, ces rétrocessions sont présentées comme étant exceptionnelles alors qu'en fait, ce ne sont que des restitutions légitimes par rapport à tout ce que notre *pays* a subi, impuissant, face aux effets néfastes perpétrés par l'État français, pendant plus d'un siècle.

Comme nous le savons tous — et c'est dommage que nos collègues du Tapura ne soient pas là pour l'entendre —, nous avons effectivement été colonisés ; et comme toute colonisation, cette dernière s'est effectuée en grande partie par la force, avec des missions militaires françaises qui ont établi un contrôle sur nos îles.

En plus de la colonisation, sous la menace et la pression, nous avons été contraints de céder des territoires à la France, sans même que notre peuple ait pu donner son consentement. Le témoignage de Jacques Denis Drollet, figure politique emblématique de notre *pays* de l'époque, s'érige comme une véritable référence à cette partie de notre histoire, forcés de céder nos atolls de Moruroa et de Fangataufa.

Des cessions pour y faire quoi ? Pour y mettre un centre d'expérimentation nucléaire ! Pour y commettre l'acte le plus barbare : 193 bombes nucléaires pendant 30 ans !

Des explosions qui ont eu des conséquences sans précédent ! Que ce soit au niveau sanitaire, économique, social et psychologique. On peut dire que la société polynésienne a véritablement été transformée, chamboulée, avec l'arrivée du CEP. Il s'agit là de l'acte de déconsidération le plus extrême envers notre peuple !

En l'année 1964, c'est-à-dire avant que les bombes nucléaires n'exploient dans notre *pays*, nous pouvons déjà constater le comportement de mépris de la part de l'État rien que dans le projet de délibération portant cession gracieuse, par le Territoire, des atolls de Moruroa et de Fangataufa à l'État français.

Permettez-moi, Monsieur le président, de citer ici mot pour mot l'article 1 de ce projet de délibération : « *Sont cédés gratuitement, en toute propriété, par le Territoire à l'État, pour les besoins du Centre d'expérimentation du Pacifique, les atolls domaniaux de Moruroa et de Fangataufa, situés dans l'archipel des Tuamotu. Cette cession est consentie sous la réserve que l'État fera son affaire personnelle, au nom et pour le compte du Territoire qui lui donne tous pouvoirs à cet effet [...].* »

*Au cas de cessation des activités du Centre d'Expérimentation du Pacifique, les atolls de Moruroa et de Fangataufa feront d'office retour gratuit au domaine du Territoire dans l'état où ils se trouveront à cette époque, sans dédommagement ni réparation d'aucune sorte de la part de l'État ».*

Que pensez-vous de cet article, chers collègues ?...

Personnellement, il m'a outré, voire même scandalisé ! Déjà à l'époque, ils avaient prévu qu'il n'y aurait aucun dédommagement, ni réparation d'aucune sorte de leur part.

Ne pensez-vous pas qu'il s'agit ici d'un acte prémédité ? Peut-être que certains me diront : « certes, mais nos anciens dirigeants polynésiens ont également donné leur accord. »

Néanmoins, chers collègues, ne pensez-vous pas qu'eux aussi ont réellement enduré toutes ces pressions de l'État ? Et qu'ils ont été, tout comme d'autres, trompés, voire manipulés par de fausses promesses ?

Je pense qu'aujourd'hui, avant de leur jeter la pierre, il faut garder en mémoire le contexte de l'époque. Au final, nous avons tous été victimes de l'État français et il est important de le rappeler ici. Arrêtons de nous autoflageller avec notre *balai fait de nervures de feuilles de cocotier* !

En ce qui concerne nos sites, où en sommes-nous aujourd'hui par rapport à toutes les emprises foncières qui ont servi à l'armée française ?

L'État, se présentant comme un sauveur, vient s'ériger comme un véritable héros en nous vendant ces rétrocessions d'une manière spectaculaire à un euro symbolique alors qu'elles sont plus que légitimes.

Par ailleurs, trouvez-vous normal que le Territoire et nos communes participent également financièrement à la redynamisation de ces sites et notamment à la dépollution ?

Par rapport à tout ce que nous avons subi, nos expériences et nos souffrances, je pense que la France, Pays des droits de l'Homme, aurait manifestement redoré son image, non seulement en restituant les sites gratuitement, mais également et surtout en prenant en charge en intégralité la remise en état de ces derniers, par la dépollution, le désamiantage ou autres travaux divers.

Lors de la visite du président de la République française, Monsieur Macron, au *pays*, le 27 juillet 2021, il déclarait ceci : « *La nation a une dette à l'égard de la Polynésie française. Cette dette est le fait d'avoir abrité ces essais, et en particulier les essais nucléaires entre 1966 et 1974, dont on ne peut absolument pas dire qu'ils étaient propres, non !* »

Avec regret, nous constatons que deux ans après, ces mots ne soient toujours pas suivis des faits.

Justement, cette rétrocession de ces sites à titre gracieux et la prise en charge intégrale de leur remise en état aurait pourtant pu être un moyen pour l'État de s'acquitter en partie de cette fameuse dette.

Au-delà de ces remarques qui sont légitimes et nécessaires, tournons à présent notre regard vers l'avenir. J'invite donc tous mes collègues élus à voter favorablement en faveur de ce projet de délibération.

En effet, nous avons le devoir de soutenir fermement ces contrats de redynamisation dans la mesure où ils ouvrent de nouvelles perspectives pour nos communes. Celles-ci pourront désormais enfin exploiter ces espaces pour leur développement économique, social et culturel.

Et si la France a fait le choix de ne pas assumer pleinement ses responsabilités, le Pays assumera la sienne et accompagnera ces communes, qui sont pourtant, je le rappelle, sous la tutelle de l'État. Le Pays soutiendra ces communes dans la réalisation de tous ces travaux.

*Merci. (Applaudissements sur les bancs du groupe Tavini huiiraatira.)*

**Le président :** *Merci bien.*

La discussion générale étant maintenant close. S'il n'y a plus d'intervention sur ce texte, je vais céder la parole au gouvernement, si vous voulez intervenir dessus... Monsieur le ministre.

**M. Taivini Teai :** *Bonjour à toutes et à tous.* Excusez mon retard, mais j'étais au conseil d'administration du CMMPF au Port autonome. Voilà.

Je vous remercie pour cette intervention. Nous avons bien pris note de ces remarques. Pour tout vous dire, en fait, j'ai pris ce dossier parce que j'ai accompagné le Président à Hao et on a discuté de ce qu'à à faire l'État sur l'atoll de Hao (la dépollution, les hydrocarbures, les métaux lourds) et, en fait, à la lecture du document, cette partie-là n'était pas mentionnée. C'était notamment dans cet avenant n° 3 qui concerne la commune de Tiaarapu-Est.



Mais, à mon sens, il est important en effet que cela soit fait. En tant que ministre du secteur primaire, c'est ce qu'on demande aux agriculteurs lorsqu'on leur attribue des lots à finalité agricole ou des emplacements pour faire leur parc à poissons ou leur ferme perlicole. C'est de remettre en état, en fait, l'environnement tel qu'ils l'ont trouvé au départ. Bien entendu avec une participation du Pays donc, à mon sens, ça ne fera qu'aller de l'avant.

Merci.

**Le président :** Merci, Monsieur le ministre.

Donc je vous propose, je vous invite à passer à l'examen de la délibération.

#### Article 1<sup>er</sup>

**Le président :** La discussion est ouverte sur l'article 1<sup>er</sup>. Pas d'intervention ? Je mets aux voix. Qui est pour l'article 1<sup>er</sup> ? Adopté à l'unanimité.

#### Article 2

**Le président :** Je vous invite maintenant à reporter votre attention sur l'article 2. Pas d'intervention sur l'article 2 ? L'article 2 est adopté comme précédemment. Très bien.

L'ensemble de la délibération, adopté dans les mêmes conditions à l'unanimité. Merci. Donc notre texte est adopté.

**M. Heinui Le Caill :** *Monsieur le président !*

**Le président :** Pardon, oui ?

**M. Heinui Le Caill :** Est-ce que je peux poser une question au ministre ?

**Le président :** Oui.

**M. Heinui Le Caill :** Monsieur le ministre, vous parlez de dépollution de Hao. Qu'est-ce qui est prévu alors pour dépolluer Hao ?

**M. Taivini Teai :** Du déplacement que j'ai pu effectuer avec le Président en compagnie de Monsieur le Haut-commissaire et de différents représentants de l'État, il est prévu en effet de conduire à une dépollution des sites en hydrocarbure et en métaux lourds par une technique qui a été mise au point par une chercheuse en métropole qui utilise des *mycorhizes*, des champignons qui permettent d'absorber justement ces polluants.

Néanmoins, dans la discussion, j'ai tenu à informer qu'est présent dans nos îles et nos atolls une biodiversité qui lui est bien spécifique. Donc, l'objectif c'est qu'avant que cette technique a été mise au point en métropole soit transposée ici dans nos îles, c'est de s'assurer que dans nos îles il n'existe pas déjà ces champignons qui pourraient être potentiellement dépolluants pour ensuite les valoriser et les utiliser sur nos sites chez nous.

Le deuxième aspect qui a été évoqué... Ah mince, j'ai un blanc là !

**M. Heinui Le Caill :** Où il y a une partie de la pièce où ils nettoyaient l'avion qui traversait les nuages.

**M. Taivini Teai :** Voilà, où à l'époque tous les avions étaient nettoyés. Donc, c'est l'objectif d'installer sur cette parcelle là une ferme solaire, une ferme photovoltaïque, au bénéfice donc de la population de Hao.

**Le président :** Merci, Monsieur le ministre.

Il n'y a plus de question ? Oui, Tapati.

**M. Tafai, Mitema Tapati :** *Bonjour, ce n'est pas une question. Quel que soit la technique utilisée pour dépolluer de Hao, qu'il s'agisse de l'introduction du champignon mycorhize ou autres, tout comme le miconia, ces atolls ne pourront plus jamais redevenir propres. La pollution radioactive ne peut disparaître. Autrement dit, l'État français a une dette ineffaçable envers ce pays et cette population.*

*Merci.*

**Le président :** *Merci pour cette dernière intervention. Il n'y a plus d'intervention sur ce sujet ?*

Donc, je mets aux voix l'article 2 et l'ensemble de la délibération. Même vote ? Même vote. Adoptés.

Merci.

#### RAPPORT N° 96-2023 RELATIF À UN PROJET DE DÉLIBÉRATION RELATIVE AU REGISTRE DE L'AGRICULTURE

Présenté par M. le représentant Edwin Shiro-Abe Peu

#### **Procédure d'examen simplifiée**

**Le président :** Je vous invite à reporter votre attention sur le rapport n° 96-2023 qui va être le dernier rapport de la journée, s'agissant du projet de délibération relative au registre de l'agriculture.

Je demande au gouvernement de bien vouloir présenter l'économie générale de ce projet de délibération.

**M. Taivini Teai :** Donc là, par contre, cela me concerne directement.

Monsieur le président de l'assemblée, Mesdames et Messieurs les élus, Madame la vice-présidente, chers ministres, Mesdames et Messieurs qui restent encore présents du public au sein de l'assemblée et puis les internautes qui nous suivent.

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance un projet de délibération relatif au registre de l'agriculture qui a été présenté à la commission de l'agriculture, de l'agroalimentaire, de l'élevage et du développement des archipels. Merci.

Pour un petit historique : ce registre de l'agriculture est un enregistrement de toute personne qui souhaite faire de l'agriculture ou de l'élevage, au même titre que lorsqu'on né on a un numéro d'INSEE, en fait. Donc, actuellement, le seul vrai registre qui est tenu, c'est celui de la CAPL. Mais le registre de la CAPL est défini uniquement pour les agriculteurs professionnels, les pêcheurs professionnels.

L'objet de ce texte est de consolider le registre agricole au sein de l'administration, *via* la Direction de l'agriculture, par l'enquête qui est réalisée, qui a été commencée pendant le mois d'août-là, c'est-à-dire le recensement général agricole, qui va permettre de faire cette collecte de données de tous nos agriculteurs, coprahculteurs, sur les cinq archipels de la Polynésie qui vont être intégrés ensuite informatiquement, avec la même base de donnée en fait de celle qui a été utilisée pour la CAPL, de façon à avoir un registre commun de l'agriculture.

L'objectif c'est quoi ? Quel est l'intérêt de ce registre agricole ? C'est d'avoir pour nous, gouvernement et pour vous les membres élus de l'assemblée, une photographie actualisée des terrains agricoles qui sont en exploitation, de la production agricole qui est en exploitation, du chiffre d'affaires qui est généré et de permettre autant que faire se peut d'avoir une planification de nos productions agricoles.

J'ai passé la semaine dernière aux îles Tuhaa Pae, notamment à Tubuai, avec cette difficulté qu'ont les agriculteurs au départ de s'accorder sur une planification de semence, de semi et ensuite, de récolte. La finalité, j'espère bien, c'est que l'on ait au travers de ce registre de l'agriculture un outil qui nous permette nous décideurs, vous législateur, d'avoir cette information sur : qu'est-ce qui se passe au niveau agricole, élevage dans nos îles ? Comment est-ce que c'est généré, planifié au cours de l'année ? Est-ce que cela conduit véritablement à ce que l'on souhaite : cette souveraineté alimentaire ?

Donc, petites informations que je souhaiterais porter à votre connaissance. Dans le cadre du registre de la CAPL, actuellement, il y a 1 278 cartes provisoires dites Mahana. À partir du moment où la personne a contacté la CAPL, il est attributaire de sa carte provisoire qui devient définitive au bout de deux ans. Deux ans au cours desquels il doit montrer qu'il est bien un agriculteur ou bien un pêcheur ou bien un éleveur ou bien un pêcheur lagonaire, pas un nombre de points qui lui est attribué.

Il y a actuellement 1 698 petits agriculteurs, avec une carte CAPL qui totalise 400 points, et 1 326 dits gros agriculteurs, avec cette carte qui totalise 1 000 points. C'est ces barèmes qui vont être utilisés initialement dans le cadre du registre agricole. Est-ce que l'on a affaire à un petit professionnel, c'est-à-dire de l'agriculture familiale, de subsistance ? Ou est-ce qu'on a affaire à une agriculture avec un chef d'exploitation qui a sous sa direction des ouvriers agricoles ? Au total, pour plus de 5 302 titulaires d'une carte CAPL. Et, dans les gros agriculteurs, on compte 290 groupements ou sociétés qui sont représentés.

Au niveau du registre de la Direction de l'agriculture qui a été initialement tenu dès la création, en fait, d'anciennement le Service de l'économie rurale qui, ensuite, est devenu le Service du développement rural et maintenant la Direction de l'agriculture, il y a 3 193 agriculteurs dont 132 groupements ou coopératives et 121 entreprises (EURL, société coopérative agricole, société anonyme).

Merci.

**Le président :** Merci. Donc on poursuit avec une intervention de la présentation du rapport par Edwin Shiro-Abe.

**M. Edwin Shiro-Abe Peu :** *Merci, Monsieur le président. Merci à toutes et à tous d'avoir tenu bon jusqu'à cet après-midi. Je ne vais pas m'attarder sur les salutations puisqu'il est déjà 15 heures et que les yeux commencent à fatiguer. Il n'y a pas de pile de rechange au magasin. Ce soir, on rechargera les piles pour demain.*

Par lettre n° 6894/PR du 25 septembre 2023, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération relative au registre de l'agriculture.

Depuis le 16 août 2023, l'Institut de la statistique de la Polynésie française, sous la responsabilité de la Direction de l'agriculture (DAG), a lancé un recensement général de l'agriculture (RGA) qui s'achèvera le 8 décembre 2023. Cette enquête permettra d'actualiser les données du dernier recensement effectué en 2012 et de donner une photographie précise de la situation des exploitations agricoles. Elle permettra également de compléter les données contenues dans le système d'information agricole de la DAG.

C'est dans ce contexte de recensement de données qu'il convient de mettre en œuvre le registre de l'agriculture, dont la gestion est confiée à la DAG. Les renseignements ainsi collectés permettront d'initier et d'alimenter ce registre. En application de la loi « informatique et libertés » et afin de pouvoir utiliser les données personnelles recueillies lors du RGA 2023, il est nécessaire de préciser dans un texte réglementaire les finalités, le contenu et les modalités de gestion du registre de l'agriculture. Il s'agit donc du présent projet de délibération, qui se compose de cinq titres.

Le Titre I relatif aux « Dispositions générales » précise l'objectif du registre de l'agriculture qui est de connaître davantage les exploitants et exploitations ainsi que leur facteur de production afin de suivre, évaluer et orienter les politiques publiques en la matière. Ce registre vise notamment à recenser l'ensemble des exploitants en exercice et des groupements actifs, gérer et contrôler les mesures de soutien aux professionnels pour en évaluer l'efficacité, réaliser des statistiques et servir de base aux prochaines enquêtes.

Le Titre II relatif au « Registre de l'agriculture », divisé en quatre chapitres, détaille le contenu des informations inscrites au registre ainsi que les modalités d'inscription, d'identification, de modification et de radiation. Le registre est composé de deux sections : l'une pour les exploitants, l'autre pour les groupements. L'inscription au registre est obligatoire dans les deux cas. Le registre contiendra un certain nombre de renseignements d'identification, différenciés selon les exploitants (personnes physiques ou morales) et les groupements. Les demandes d'inscription, adressées à la DAG, comporteront notamment : un formulaire à renseigner, un justificatif de propriété et un fond de carte indiquant les références cadastrales et les limites géographiques de l'exploitation pour les exploitants ou, s'agissant d'un groupement, les statuts et la liste des adhérents. Chaque demande valide donnera lieu à l'inscription au registre et à la délivrance d'un numéro d'identité agricole unique.

Le Titre III du projet de délibération crée une « Commission d'arbitrage » afin que les personnes dont l'inscription a été refusée au registre ou pour lesquelles la radiation a été prononcée puissent avoir une voie de recours en cas de contestation de ces décisions. Cette commission sera composée du ministre en charge de l'agriculture, du président de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire et du directeur de l'agriculture.

Les droits d'accès et de rectification aux données sont inscrits au Titre IV, pour la délivrance de certains documents relatifs aux inscriptions au registre et aux radiations.

Enfin, les dispositions transitoires inscrites au Titre V prévoient une inscription d'office au registre des exploitants qui respectent les conditions posées par le projet de délibération, sur la base du RGA 2023.

Tel est le projet du présent projet de délibération que je vous propose, chers collègues, d'approuver.

*Merci.*

**Le président :** *Merci bien.*

Donc pour la discussion générale, la configuration est identique en répartition de temps de parole : 36 pour le Tavini huiraatira, 15 pour le Tapura et 9 pour les non-inscrits.

J'invite l'intervenant du groupe Tapura huiraatira à prendre la parole... Euh, excusez-moi, Tavini huiraatira, Marielle.

**M<sup>me</sup> Marielle Kohumoetini :** *Merci bien. Monsieur le président de la maison du peuple ici à Tarahoi, Madame la vice-présidente de la Polynésie française, Madame la ministre Temarii Nahema, Monsieur le ministre de l'agriculture, chers collègues, chers internautes qui nous suivent par internet.*

Comme Tafai Tapati disait un jour en marquisien : « *L'aspect d'une île est définissable par son environnement et pour l'embellir, c'est l'œuvre du laboureur* »

Comme nous l'a indiqué notre rapporteur, notre collègue Edwin Shiro-Abe Peu, que je remercie pour son intervention, le Président du *Pays* a soumis un projet de délibération concernant la création d'un registre de l'agriculture, en réponse au recensement général de l'agriculture actuellement en cours.

Ce registre, placé sous la gestion de la Direction de l'agriculture (DAG), vise à rassembler des données relatives aux exploitants et aux exploitations agricoles.

En effet, le projet de délibération comprend cinq sections, détaillant les objectifs, le contenu, les modalités d'inscription, ainsi que les droits d'accès et de rectification des données du registre.

Il prévoit également la mise en place d'une commission d'arbitrage pour les individus dont l'inscription est refusée au registre, ainsi que l'inscription automatique des exploitants remplissant les critères établis par le projet de délibération, en se basant sur les données du RGA 2023.

Il était opportun de rappeler que l'examen en commission a soulevé des discussions portant sur d'éventuels ajustements des seuils d'inscription au registre, notamment en faveur des petites exploitations familiales, l'impact sur la politique de développement agricole, et l'élaboration en cours d'un statut de l'agriculteur.

Outre les seuils d'inscription en faveur des petites exploitations familiales, le défi principal auquel sont confrontés nos petits exploitants concerne l'allocation des ressources destinées au développement de l'agriculture.

De nombreux petits exploitants expriment leur mécontentement face à une répartition inégale des ressources telles que les équipements et les aides. Les mairies, en tant qu'intermédiaires entre les services du pays et nos populations, ont la responsabilité de garantir une distribution juste et équitable des ressources techniques et humaines.

Comment expliquer qu'un agent du pays ou qu'un élu au mandat électif puisse bénéficier de dispositifs d'aides initialement conçus pour des agriculteurs, notamment les plus modestes ?!

Ces pratiques clientélistes doivent cesser de nuire à l'équité et à l'intégrité du processus politique en favorisant des intérêts particuliers au détriment du bien commun.

Dans son rapport du 23 octobre 2017, la CTC recommandait au Président Édouard Fritch d'instaurer des vérifications approfondies afin de prévenir toute utilisation incorrecte des fonds publics et garantir une gestion transparente et responsable des régies. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à la nécessité de mettre en œuvre ce qui n'avait pas été réalisé par l'ancienne gouvernance.

Le rapport de la CTC souligne aussi l'importance cruciale de la collaboration entre la CAPL et la DAG pour la mise en œuvre de notre politique agricole. Malheureusement, nous avons constaté une faible synergie entre ces deux administrations mais, nous nous engageons à garantir que chacune remplisse pleinement ses missions, en évitant les doublons.

Ayons l'ambition d'adopter une politique de développement agricole solide, prête à structurer l'ensemble de la filière, allant jusqu'à anticiper les menus servis à nos enfants dans les cantines scolaires. Assurons-nous du contrôle de qualité de nos produits et encourageons des exploitations agricoles durables et raisonnées.

Cela implique de faire tout ce qui est possible pour éliminer les produits chimiques provenant de l'importation et pour abandonner un modèle agricole considéré comme obsolète dans de nombreux pays à travers le monde.

Je suis une *enfant des Marquises*, imprégnée par la nature qui nous entoure. Entre la mer, la terre et les majestueuses montagnes, nous sommes un peuple lié à la fois à l'océan et à la terre.

Nous sommes des pêcheurs, des éleveurs, des cultivateurs, ancrés dans l'agriculture. Cette connexion est profonde dans nos familles, dont la vie est entièrement tissée avec les cycles de l'agriculture, une fierté que je porte avec moi.

Notre président Oscar Manutahi Temaru l'a répété ces 40 dernières années : « *Plongez vos mains dans la terre !* » Absolument ! Je partage pleinement cette idée et je soutiens activement le secteur de l'agriculture, un domaine qui présente de nombreux défis, surtout au niveau administratif.

Ça me fait rappeler pendant des mois, des années, nos mamies, nos *grands-mères*, nos « *Pauvres de nous ! On nous retire notre minimum vieillesse lorsque nous obtenons notre carte agricole.* » Je vais traduire, vous allez comprendre.

Je tiens particulièrement à saluer le courage de nos *personnes âgées*, de nos *grands-mères*, de nos *grands-pères*, qui, parfois par nécessité, choisissent de persévérer dans le secteur agricole pour subvenir aux besoins de leur famille et faciliter la poursuite de la scolarité de leurs descendants, *petits-enfants*.

Notre modèle de cellule familiale est bien différent de celui de l'Hexagone. Nos *personnes âgées*, nos *grands-pères*, nos *grands-mères*, s'occupent des *petits-enfants*. Cela donne un sens à leur vie. S'ils se sentent utiles, hélas, on leur retire leur *minimum vieillesse*, dès qu'ils accèdent à la carte CAPL. Un clin d'œil à notre ligne de conduite politique : « une société qui rassemble et qui nous ressemble. »

Pourquoi priver ces *personnes âgées*, ces *grands-mères*, ces *grands-pères*, de leur minimum vieillesse, le *minimum vieillesse*, simplement parce qu'ils sont inscrits au registre de la CAPL et peuvent du coup bénéficier d'autres dispositifs d'aides disponibles ?

Il est crucial d'apporter un soutien aux agriculteurs aux revenus modestes qui font face à des défis en ces temps complexes. De plus, il est important de faciliter l'accès au foncier agricole pour les jeunes intéressés par la filière en mettant à leur disposition des lots agricoles et des terres privées aménagées.

Pour ce qui relève du registre agricole, bien qu'il soit complémentaire à celui de la Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire, il reste à voir s'il peut dresser une cartographie précise et faire une distinction entre les différents types d'agriculteurs, en incluant toutes les formes d'agriculture, sans exclusion.

Dans notre *territoire*, l'activité agricole est souvent le résultat de contraintes, telles que le manque d'emploi dans d'autres secteurs ou les difficultés d'accès à la formation.

La diversité des exploitations, allant du *champs* orienté vers l'autoconsommation aux exploitants professionnels, crée des difficultés pour représenter et défendre les intérêts des agriculteurs.

Le statut d'agriculteur serait-il la solution ? Les consultations menées lors des séminaires CAPL-DAG de 2018 ont permis aux agriculteurs de partager leurs opinions sur une proposition de nouveau statut en relation avec l'exercice de l'activité agricole, la commercialisation des produits et la protection sociale.

Quoi qu'il en soit, notre secteur primaire agricole et lagonaire mérite le meilleur accompagnement, particulièrement dans les archipels où le nombre d'agriculteurs enregistrés a diminué significativement.

« *Le meilleur engrais de la terre est le pied du propriétaire.* »

C'est sur ces derniers mots, nous encourageant à replacer l'agriculteur au centre de nos préoccupations, que je vous invite, chers collègues représentants, à soutenir favorablement ce projet de délibération.

*Merci bien ! (Applaudissements dans la salle.)*

**Le président :** Merci. Y a-t-il d'autres intervenants du Tavini ?

Oui, Garbutt.

**M<sup>me</sup> Thilda Garbutt-Harehoe :** C'est un soutien à ce que Marielle vient de lire puisqu'il ne faut pas oublier que nous avons une population qui va vieillir et c'est ce qui est une grande remarque de l'ISPF. De plus, nous allons jusqu'à 62 ans normalement et il faut accompagner ces personnes âgées pour éviter qu'elles soient dans un glissement de santé pour qu'elles se maintiennent encore en activité. Donc, il faudrait que, surtout au

niveau du *minimum vieillesse*, qu'il n'y ait pas de sanctions à la hauteur de ce qu'ils gagneraient éventuellement en restant sur cette fameuse carte ou ce nouveau registre en tous cas. Donc, il y a une réflexion aussi bien économique que sociale à avoir quant à ces personnes qui ont un certain âge et qui touchent un *minimum vieillesse*.

Merci.

**Le président :** Merci.

J'invite maintenant la représentante des non-inscrits à prendre la parole.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Merci, Monsieur le président. Monsieur le ministre, *bonjour*.

Par lettre n° 6894/PR du 25 septembre 2023, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée, un projet de délibération relative au registre de l'agriculture.

Ce projet de délibération fixe, au travers de ses 32 articles, le cadre réglementaire du registre de l'agriculture qui officialise, par là-même, sa création et dont l'objectif consiste à établir une photographie de la situation des exploitations agricoles, sylvicoles et forestières à partir des données issues du recensement général de l'agriculture.

Il s'agit de mieux connaître les facteurs de production de nos exploitations pour mieux les suivre, de les évaluer, de réorienter notre politique agricole en tant que de besoin.

Ainsi, l'état du dernier recensement général agricole réalisé en 2012 révélait une tendance à la baisse des activités agricoles : baisse du nombre des exploitations agricoles, baisse des surfaces agricoles et baisse du nombre d'emplois.

Espérons que le nouveau recensement général de l'agriculture, dont les résultats de l'ISPF sont attendus pour la fin de l'année, s'inscrivent dans de meilleures perspectives.

Sur le fond, nous relèverons que le registre de l'agriculture s'inscrit en parallèle du schéma directeur agricole de la Polynésie française adopté sous la précédente mandature par notre assemblée, lequel définit notre politique agricole sur les 10 prochaines années.

Nous rappellerons de manière succincte que l'objectif global poursuivi consiste à maintenir un nombre constant de 15 000 actifs agricoles au sein de 5 000 exploitations réparties dans tous les archipels, avec une production en augmentation d'environ 40 % et un accroissement des terres cultivées de 800 hectares, dont 300 hectares de terres privées. Sa mise en œuvre ayant été évaluée à 102 milliards F CFP.

En substance, le projet de délibération instituant le registre de l'agriculture soumis à notre examen s'inscrit comme un préalable aux conditions d'accès à la carte d'agriculteur ouvrant droit, comme on le sait, au bénéfice d'aides financières, d'aides en nature, de prise en charge du fret inter-îles, ou encore de la défiscalisation en fonction des activités exercées mais également selon la durée d'exercice.

Ainsi, l'inscription au registre de l'agriculture devient obligatoire pour toute personne physique ou morale, relevant du droit privé comme public, exerçant en groupement ou pas, une activité de culture, d'élevage à caractère agricole, sylvicole ou forestier, et disposant d'une ou plusieurs exploitations dont l'importance reste à définir par le Conseil des ministres.

Chaque exploitation ne pouvant donner lieu qu'à un seul exploitant au sein du registre, il conviendra, Monsieur le ministre, de bien ajuster vos seuils afin, d'une part, de ne pas exclure les petites exploitations familiales du bénéfice de la carte agricole ainsi que les autres avantages qui en découlent. N'oublions pas que les agriculteurs familiaux sont ceux qui produisent des aliments sains.

Si ce projet de texte prévoit les conditions d'inscription comme de radiation au registre de l'agriculture, ce dernier omet de préciser les mesures envisagées si un exploitant agricole refuse de faire droit à l'obligation de recensement. Nous savons tous au sein de cet hémicycle que de nombreux agriculteurs ne sollicitent pas la carte agricole afin de ne pas perdre le bénéfice du RSPF, comme du « *minimum vieillesse* », faute de disposer de revenus conséquents ou d'une retraite, ou encore parce qu'ils relèvent de mesures d'interdiction de cumul d'activités en qualité de fonctionnaire.

Monsieur le ministre, si l'affiliation au registre de l'agriculture est obligatoire, quelles seront demain les alternatives envisagées pour pallier ces difficultés ? Ne craignez-vous pas que des agriculteurs adaptent leurs productions en fonction de vos seuils ? Comme souligné en commission, les agriculteurs sans carte agricole devront-ils exercer leur activité agricole sous couvert d'une structure associative ? Dans ce cas, quelle fiabilité faudra-t-il accorder à ce registre ?

Par ailleurs, nous regrettons que, dans la continuité de « la dépolitisation » affichée du gouvernement, la commission d'arbitrage instituée pour examiner les recours contre les décisions de refus d'inscription ou de radiation au registre retiennent dans sa composition des autorités uniquement politisées. La nomination d'un tiers indépendant aurait gagné en cohérence et garanti davantage de neutralité.

Outre ces quelques remarques sur lesquelles nous ne nous attarderons pas davantage, A here ia Porinetia tient à rappeler à notre assemblée que la crise sanitaire, que nous avons tous encore en mémoire, nous a plus que jamais rappelé la nécessité de renforcer notre autonomie alimentaire face à la désorganisation des flux logistiques, des pénuries de produits trop fortement dépendants des importations, mais également pour des raisons de santé publique.

Le récent rapport d'information sur l'autonomie alimentaire établi par la délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale confirme la hausse de notre dépendance à 76 % des produits d'importation alimentaires et met en exergue l'insuffisante volonté politique à développer les ressources primaires face aux contraintes concurrentielles des autres pays exportateurs qui s'affranchissent des règles sociales et environnementales.

Le rapport de l'ADEME conduit en 2022 a mis en évidence que les besoins alimentaires des Polynésiens ne sont couverts qu'à hauteur de 28 % par la production locale (dont 16 % par l'autoconsommation et 12 % seulement par la production agricole locale) à raison du fait que les agriculteurs polynésiens sont les moins soutenus de tout l'Outre-mer, dès lors que le statut de PTOM n'offre pas la possibilité d'y accéder.

Ces chiffres ne cessent de s'aggraver au bénéfice de produits de base qui ne présentent aucun intérêt nutritionnel. Dès lors, Monsieur le ministre, nous soutiendrons dans le cadre de l'examen du prochain budget du pays, la promotion d'une politique agricole forte et ambitieuse qui doit nous permettre à terme de développer des filières agricoles bien ciblées, et surtout performantes, pour que nous puissions, peut-être un jour, nous affranchir des modes de consommation mondialisés.

Les programmes agricoles développés n'ayant pas réussi jusqu'à présent à transformer l'agriculture polynésienne et à en faire un secteur clé, compte tenu de la faiblesse de la part du budget consacrée au soutien de notre agriculture qui oscille entre 2 à 3 % au meilleur des cas.

Aussi, Monsieur le ministre, et vous l'aurez compris, nous vous encourageons plus que jamais à définir un programme clairement établi afin que notre autonomie alimentaire ne soit plus illusoire et que nous puissions engager une véritable transition alimentaire au sein de nos familles.

Je vous remercie. *(Applaudissements dans la salle.)*

**Le président :** Merci, merci.

Madame l'intervenante, Teremuura.

**M<sup>me</sup> Teremuura Kohumoetini-Rurua :** *Merci bien, Monsieur le président. Madame la vice-présidente, chers ministres, bonjour. Chers collègues, cher public, ceux qui suivent notre séance, bonjour à toutes et à tous en cet après-midi.*

Dans « exploitant », Monsieur le ministre, on met « personne physique ou morale gérant des exploitations agricoles, sylvicoles ou forestières ». Je souhaiterais juste savoir si les horticulteurs sont concernés par ce recensement.

Ensuite, un deuxième point, c'est juste une observation. Enfin, je souhaiterais attirer l'attention de l'assemblée et du gouvernement : quand on va sur le site de l'ISPF, on voit : « RGA 2023 - Questionnaire en reo maohi / Questionnaire en français. »

Je vais vous lire deux extraits et vous allez me dire ce que vous en pensez, peut-être. Tout d'abord : « *E ti'a ānei i te huihui i te mau mana'o ?* » On traduit cela par : « La collecte est-elle possible ? »

Une autre traduction : « *E ha'apa'o te 'Ua tareatahia te 'oehā o te mau ta'ata pūhā i 'ōpua hau te piti fa'atoma e hitu tane pūhā i te matahiti piti tauatini e piti 'ahuru, piti tauatini e piti 'ahuru ma ho'e 'aore rā i te matahiti e piti tauatini piti 'ahuru ma piti. Te i'oa tomo 'e ha'amata na te 'eiaha e 'iriti te tareata mai te peu ua tapa'o a'ena te 'ū 'ute'ute. Parau fa'a'ite roa mai teie na te fare ta'avirira'a hinu no tahiti.* » On traduit ça par : « Attention : La case coprahculture est pré-cochée pour les coprahculteurs ayant réalisé plus de 2,7 tonnes de coprah en 2020, 2021 ou 2022 (identifiants commençant par un C ou un X). Vous ne devez donc pas décocher cette case si elle est déjà cochée. Ces informations proviennent directement de l'Huilerie de Tahiti. »

Monsieur le ministre, merci d'orienter nos services et nos établissements, et l'ISPF, vers des prestataires ou le service de la traduction et de l'interprétariat.

*Merci bien. (Applaudissements sur certains bancs du groupe Tavini huiiraatira.)*

**Le président :** Voilà. Merci bien.

*Monsieur le ministre.*

**M. Taivini Teai :** Merci beaucoup à vous pour ces commentaires, ces remarques et aussi suggestions.

Je vais reprendre un petit peu de façon globale les remarques que vous avez formulées.

D'abord, je suis tout à fait conscient, comme vous l'êtes, de cette répartition illégale des aides attribuées aux agriculteurs. Et de façon très juste, il me semble que les rédactions en *langue tahitienne* ou *langue des îles Tuamotu*, en *langues des îles Australes*, ne sont pas adaptées à cette rédaction française, qu'il est plus important en effet, et ça, c'est la volonté également du Président, que l'on puisse numériser au maximum notre administration pour la rendre disponible aux quatre coins de notre Polynésie, mais également faire cet effort d'avoir finalement peut-être des capsules, des petits films en oralité qui seraient beaucoup plus accessibles pour les personnes qui sont dans les archipels. C'est juste une idée.

Mais en tout cas, je suis certain que l'administration est forte, malheureusement, pour rajouter des couches et faire que des solutions simples deviennent très compliquées. Et je m'attèlerai à ce que cela soit beaucoup plus simple dans ses rédactions.

Il y a une récurrence de tous les déplacements que j'ai pu actuellement réaliser aux *Marquises*, aux Tuamotu et aux *Australes*. Je ne suis pas encore allé aux Gambier, mais c'est la tranche d'âge élevé de nos agriculteurs notamment. Ils n'ont jamais demandé d'aide. En fait, eux ont toujours été dans le *champ* et ils savent que de ce *champ*, de ces productions qu'ils vont obtenir, ils vont pouvoir d'abord, un, nourrir leur famille et qui plus est, ensuite, pour certains d'entre eux, leurs enfants, leur payer des études.

Et en fait, on se retrouve actuellement, et vous le savez aussi bien que moi, dans une configuration où l'on assiste à un exode de nos jeunes, de ces jeunes des îles qui viennent ici attirés par les lumières des îles de la Société. Même, qui partent en métropole pour faire leurs études et qui pour certains d'entre eux ne reviennent pas.

Tous les déplacements que j'ai pu actuellement faire, à chaque fois qu'il y avait un lycée agricole, qu'il y avait une maison familiale rurale, je m'y suis déplacé. Pourquoi ? Pour motiver cette jeunesse, pour leur dire : « Vous n'êtes pas là par défaut, vous n'êtes pas là dans une formation dite de garage, vous n'êtes pas la dernière roue du carrosse. Vous êtes là étant l'avenir de notre *pays*, pour donner ou redonner ses lettres de noblesse à ce secteur primaire, à cette agriculture, à cet élevage, à cette sylviculture ». Et également, oui, l'horticulture, la pisciculture, l'aquaculture... Tout ça, c'est du domaine du registre.

Lorsqu'on parle de *minimum vieillesse*, on est en effet dans cette configuration où nos anciens, comme ils ne le demandaient pas, ils allaient aux champs, on n'a jamais pensé à faire de statut qui permet de reconnaître leur position sociale et sociétale.

Ça va être tout le travail que l'on va mener au sein de mon ministère, de faire un statut de l'agriculteur, pour que ces personnes soient reconnues, ou également cotisent finalement à notre système de santé parce qu'on a, à mon sens, un des plus beaux systèmes de santé où tout le monde peut aller se faire soigner. N'attendons pas que l'on soit comme aux États-Unis pour se faire soigner, d'avoir une carte bleue.

Mais pour cela, en effet, moi j'aurais tendance à dire : nos *personnes âgées*, ils ont le droit d'être à la retraite, en fait. Ils ont le droit de se reposer. Mais, également c'est de trouver les moyens que leurs enfants puissent revenir dans les îles, s'investissent pour développer cette agriculture et ça, ça va être tout le défi que je souhaite mener avec vous. Parce que, comme je l'ai dit dans mes déplacements, cette idée-là, qui est au centre du ministère dont j'ai la charge, n'est rien si elle n'est pas imprégnée par tous les membres de la population, toutes les personnes de la population. Et c'est donc ce travail sur le statut de l'agriculteur qui, je l'espère, je le souhaite de tout cœur véritablement, donne un statut social des personnes, donne également une configuration d'un chef d'exploitation. Est-ce que tout le monde voudrait être chef d'exploitation ? Je ne sais pas, je ne pense pas... Je pense qu'on a besoin d'avoir des personnes qui sont meneuses et des personnes qui sont des ouvriers agricoles, des personnes qui sont des transformateurs de ces produits agricoles. C'est vers cela que je souhaite que notre Polynésie se dirige.

Petit exemple encore, petit chiffre, donnée chiffrée : actuellement, au niveau de nos agriculteurs, on peut compter entre 3 000 agriculteurs qui ont entre cette tranche d'âge de 50-55-60 ans. Ça veut dire que dans 10 ans, ils auront atteint l'âge de partir à la retraite. Ils auront 65, plus de 65 ans. Et il y a à peu près deux tiers de ces agriculteurs qui ont cette tranche d'âge de 55-60 ans. C'est-à-dire que dans 10 ans, nous aurons 2 000 personnes qui pourront prétendre au *minimum vieillesse*. Donc, faisons le calcul : 2 000 par 87 000 le *minimum vieillesse*. Ça veut dire que chaque année, nous devons trouver 2 milliards de francs pacifiques pour ce *minimum vieillesse*. Donc, ce sont ces années qui me sont données, qui nous sont données.

Là c'est deux ans, c'est cinq ans qui nous sont donnés pour inverser cette tendance. Faire inverser cette tendance, comment ? En faisant que nos jeunes en fait se réapproprient cette volonté d'aller au *champs*, d'aller *planter*. Et plus que de mettre les mains dans la terre, mais de se dire que de ce qu'ils vont sortir de la terre, on peut avoir des valorisations complémentaires que celle de l'alimentation.

Déjà au niveau alimentaire, c'est de faire cette planification de façon à ce que nos produits agricoles puissent être disponibles autant que possible tout au long de l'année, par de la congélation et de la surgélation. Et c'est une réponse qui est apportée et que j'ai apportée lorsque je me suis déplacé à Tubuai avec le phénomène des carottes. Malheureusement, la chaîne de transformation n'est pas encore installée. Elle sera installée en début d'année 2024, ce qui, je l'espère bien, résoudra ce problème de surproduction. On est dans la production ou surproduction, il est important d'aller vers de l'agro-transformation, pour faire que ces produits agricoles puissent être disponibles toute l'année.

De façon très juste également, dans les remarques qui ont été faites, c'est de pouvoir avoir cette cartographie des produits vivriers qui devront être plantés, obtenus. Vous savez aussi bien que moi, je penche fortement sur la réappropriation de nos ressources naturelles propres : c'est-à-dire le *taro*, le *fruit de l'arbre à pain*, la banane, la patate douce, le manioc. Pourquoi cela ? Parce qu'on est trop dépendant des apports extérieurs : du riz blanc, de la patate, de la pomme de terre qui n'ont presque pas de bénéfice santé. Un *fruit de l'arbre à pain*, un *taro*, lorsque vous le mangez, il apporte, au même titre que du riz blanc ou de la pomme de terre, de l'énergie, des glucides et il apporte également des protéines, des fibres. Choses que l'on n'a pas dans le riz blanc et dans les frites de pomme de terre.

Et du coup, cela a un impact en effet, on sait très bien, sur la malnutrition, sur l'obésité, sur les problèmes de maladies non transmissibles. Et ça, c'est important de se dire que la production de nos produits vivriers initiaux, qui ont toujours fait partie de l'alimentation des Polynésiens, soit rétablie.

Je pense, mais là, ce n'est qu'une réflexion que je porte à votre connaissance, que peut-être qu'il ne serait pas nécessaire que les *Australiens* se mettent à produire de la carotte. À moins qu'ils consomment tous les jours de la carotte. Mais qu'ils produisent de la carotte à leur propre bénéfice, ou en tout cas au bénéfice des restaurations qui ont lieu, qui se font dans les *Australiens*, dans les pensions de famille, dans les cantines scolaires. Mais que s'il y a de grosses productions de carottes, ça devrait se faire peut-être plus sur les îles, ici, de la Société parce qu'on reçoit beaucoup plus de touristes potentiellement.

Mais ça, c'est une réflexion à voir et à mener au fur et à mesure et à ajuster au fur et à mesure des évolutions de notre société. Mais immanquablement, on doit impérativement se réapproprier nos propres ressources et faire que le *manihini* (*NDT*, le *touriste*), le *touriste*, qui vient chez nous ne va pas aller manger un *McDonald* quoi ! S'il va manger un *McDonald*, ça sera un *McDonald* de frites de patate douce, ça sera avec la chair de poisson du lagon, et non pas du steak haché de pur bœuf qui vient de je ne sais trop où... C'est cette volonté que je souhaite mettre en place, avec vous bien entendu.

Et oui, pour aller dans ce « pourquoi du comment » de production, de surproduction, est-ce qu'on ne va pas voir les prix baisser ? Au contraire, il est important qu'on voit les prix baisser au bénéfice de la population et on travaille dessus avec Tevaiti, le ministre de l'économie et des finances. On a ces réflexions. J'ai eu cette constatation lorsque je suis parti il y a une semaine en Nouvelle-Calédonie, depuis 15 ans, ils ont un double affichage des prix : le prix producteur et le prix directement du commerçant. Ils ont même le triple affichage : le prix du producteur, le prix du distributeur et le prix du commerçant, pour justement pouvoir encadrer ces marges et même voir si finalement tout le monde est dans une cohérence de vouloir participer globalement au développement de notre Polynésie, au bénéfice en fait surtout de nos jeunes, de notre alimentation, de notre santé.

Et donc, pourquoi produire ? Parce que je suis persuadé que dans une augmentation de production et une valorisation *via* l'agro-transformation, qu'on va voir tout au long de l'année, on a également les moyens de valoriser autre chose. Je pense comme cela à la notion cosmétique, à nos *remèdes traditionnels*.

Vous le savez aussi bien que moi, il y a plus de 20 ans, c'était ce fort développement du *noni* (*NDT, morinda citrifolia*), pour faire du jus de *noni*. S'est développée également l'utilisation des feuilles pour faire des infusions et l'exemple est nombreux dans beaucoup d'autres plantes : je citerai *l'arbre à pain* qui, on le sait, est une plante alimentaire. Mais n'oublions pas qu'il y a aussi le *pōpō'uru* (la fleur). Les *pōpō'uru* (*NDT, chatons de l'arbre à pain*), la farine de *pōpō'uru* est valorisée aux États-Unis parce que cela donne une farine sans gluten. Et actuellement, qu'est-ce qu'on fait du *pōpō'uru* ? Rien ! Rien !

Et mieux encore, les feuilles *de l'arbre à pain* ont des propriétés de prévention du diabète de type 2. Qu'est-ce qu'on fait des feuilles de *l'arbre à pain* lorsqu'elles sont sèches ? *On les ratisse* et on brûle ! Bon, c'est bien, c'est utile potentiellement, je ne sais pas... mais en tout cas, ça pourrait être valorisé. Dans des applications thérapeutiques, je ne sais pas encore... Parce que c'est cette volonté aussi qui m'anime de me dire que, et j'en ai parlé avec le ministre de la santé, on a un Centre hospitalier de la Polynésie française, nos médecins, nos chirurgiens font de la médecine de très grande qualité. Il serait peut-être intéressant de leur donner une autre possibilité de développement. C'est quoi ? C'est un centre hospitalier universitaire, c'est-à-dire que ces praticiens puissent faire de la recherche. Pourquoi ? Pour rendre accessible les informations et les résultats que l'on a obtenus au niveau de la recherche scientifique de la valorisation de nos plantes de nos plantes où ce sont des résultats qui ont été obtenus *in vitro*, dans les tubes à essai, les rendre accessibles aux médecins, pour pouvoir ensuite faire des applications humaines.

Et je terminerai encore pour le *fruit de l'arbre à pain*, et là, je profite justement d'être à l'écoute par Internet et par les médias et d'être devant vous, Mesdames et Messieurs les membres de l'assemblée, pour les variétés dites « *huero* (*NDT, fruit contenant des graines*) », il y a également cette propriété de prévention des cancers de la peau.

Là encore, ce n'est pas forcément pour aller vers la prévention des cancers de la peau mais, au niveau valorisation cosmétique, il y a des personnes qui ne souhaitent pas bronzer. Pourquoi pas proposer dans les années qui vont venir des produits cosmétiques, des crèmes, pour ces personnes qui ne souhaitent pas bronzer, qui souhaitent avoir toujours une peau diaphane (une peau blanche).

Voilà. Ce sont les réflexions que je souhaite vous apporter.

Merci à vous.

**Le président :** Merci. Y a plus d'intervention ?... C'est bon ?... Oui.

**M. Tafai, Mitema Tapati :** *Merci, Monsieur le président. Merci, Monsieur le ministre. Merci chers collègues.*

*C'est peut-être la première fois que nous, la majorité ou bien l'assemblée, échangeons véritablement sur la situation des agriculteurs au sein de notre hémicycle. Nous sommes conscients que ces acteurs font vivre et nourrissent le peuple. Comme nous l'avons entendu lors de la présentation, Monsieur le ministre, il convient de rédiger un article afin d'assurer aux personnes désirant avoir une carte agricole qu'elles ne perdront pas le bénéfice de leur minimum vieillesse.*

*Ensuite, comme vous l'aviez dit, cette catégorie de la population qui s'oriente vers une activité agricole est d'âge avancé. Aujourd'hui, très peu de jeunes s'orientent vers l'agriculture. Autrement dit, l'agriculture ne... et cela est dû à nos clichés : l'agriculture est une activité sale, dégoûtante, etc. Il n'y a rien pour encourager et donner envie à la jeunesse de s'engager dans ce métier. Les jeunes se lancent dans des études, non pas pour s'orienter vers l'agriculture, mais pour devenir scientifique, cadre, directeur... Ils ne s'orientent pas vers l'agriculture.*

*Et donc, dans les années à venir, nous devrions également prendre une décision afin que les jeunes porteurs de projet qui se lancent pour la première fois dans l'agriculture puissent bénéficier d'une aide mensuelle. Pour un jeune porteur de projet qui se lancerait dans la culture du taro, qui n'arrive à maturité qu'au bout de 9 mois, celui-ci ne percevra aucune rentrée d'argent durant ces 9 mois, et donc, il ne pourra pas ramener de pain, ni de poisson dans son foyer. Si, il pourra aller à la pêche, mais ce serait bien également que nous puissions lui apporter une aide, peut-être pas d'un montant trop élevé, mais juste un petit coup de pouce pour qu'il puisse s'en sortir dans la vie et nourrir sa petite famille, n'est-ce pas ? Je suis persuadé que nous trouverons une solution.*

*Enfin, je m'interroge aussi sur certaines pratiques qui ont lieu dans notre pays. L'idéal serait que, dès que quelqu'un souhaite une aide en matériel, il puisse avoir cette carte — il faut avoir la carte — pour obtenir l'aide. Ma question : les communes disposent-elles d'une carte (*NDT, agricole*) leur ayant permis d'obtenir une tractopelle et autres ? L'on exige des agriculteurs qu'ils aient leur carte, par contre, les communes, elles, reçoivent de grands engins de notre part sans qu'elles n'aient de carte. Et donc, les communes font-elles des demandes de matériel ?*

*Voilà, ce sont mes interrogations et j'espère qu'elles nous permettront de faire avancer notre réflexion. Il y a certainement un moyen pour améliorer davantage les actions dont nous parlons !? Nos agriculteurs sont vraiment le parent pauvre.*

*Merci.*

**Le président :** *Merci.* Oui, Teremu.

**M<sup>me</sup> Teremuura Kohumoetini-Rurua :** *Monsieur le président, pourriez-vous demander à Monsieur le ministre de répondre à ma question... Monsieur le ministre, sur les horticulteurs ?*



**Le président :** *Posez-là peut-être en langue française.*

**M. Taivini Teai :** Si, si. Excuse-moi, j'ai englobé, à un moment donné, dans ma réponse le fait que cela comprenait les agriculteurs, les éleveurs, les sylviculteurs, les horticulteurs, les apiculteurs et les aquaculteurs également. Pardon, désolé, j'aurai dû m'exprimer plus longuement, peut-être.

**Le président :** On va prendre la question de Nicole.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Je vais revenir sur les différentes questions qu'il y a eu dans mon intervention où je n'ai pas entendu réellement les réponses. Donc, Monsieur le ministre, pouvez-vous nous rassurer que l'inscription au registre agricole ne fera pas perdre le bénéfice du *minimum vieillesse*, de retraite ou du RSPF ? Je veux juste que vous nous le confirmiez.

**M. Taivini Teai :** Il y aura, par nécessité, une période de transition. Ce n'est pas du jour au lendemain qu'il y aura un statut agricole, avec une obligation de déclaration. Donc, les personnes, qui sont actuellement *avec leur minimum vieillesse*, devront garder leur *leur minimum vieillesse*.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Oui, vous me parlez d'une période de transition, c'est-à-dire une période où ils devront choisir, non ? dans cette transition ?

**M. Taivini Teai :** Non, accompagner ces personnes-là faire le passage où des jeunes vont reprendre ces exploitations.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Non, mais vous savez que pour avoir une nouvelle génération d'agriculteurs, cela peut prendre du temps donc... La question est simple : l'inscription qui va, apparemment, apparaître obligatoire, pouvez-vous me confirmer que cette inscription au registre agricole ne va pas faire perdre le bénéfice du *minimum vieillesse*, du RSPF, de la retraite, de COTOREP et de tout ? La question est simple.

**M. Taivini Teai :** Dans l'immédiat, c'est le cas et cela va être le cas pour l'inscription et la mise en place de ce registre agricole.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Vous rendez obligatoire l'inscription ?

**M. Taivini Teai :** On va devoir évoluer, à un moment donné. On va devoir évoluer chaque année. On va devoir réajuster nos niveaux, nos compteurs.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** On va changer notre vote alors. A here ia Porinetia changera son vote par rapport à cette réponse.

Merci.

**Le président :** Très bien. D'autres réponses, questions ?

**M. Pierre Terou :** *Oui, bonjour à toutes et à tous. Je m'adresse à notre ministre concernant les espèces envahissantes qui se développent sur notre territoire. Faites quelque chose à ce sujet. Je veux parler du miconia et d'une espèce semblable au papayer qui poussent partout. Il y en a plein sur Raiatea et lorsque vous nous rendrez visite, je vous montrerai ces espèces végétales qui détruisent d'autres espèces végétales aux alentours. Ce que je souhaite, c'est que quelque chose soit fait par rapport à ces espèces envahissantes qui pullulent partout dans nos îles.*

*Merci de votre attention.*

**Le président :** *Merci bien.*

**M<sup>me</sup> Pauline Niva :** *Bonjour à tous.*

Mon collègue vient de me montrer un article et, là, cela rejoint ce que papa Tapati dit. Ça rejoint un peu aussi ce que Marielle dit et ce que Thilda dit aussi. C'est par rapport au *minimum vieillesse* : l'idée de garder le *minimum vieillesse*, et de donner la carte CAPL ; parce que si on est capable — en lisant cet article — : il est octroyé 210 000 F CFP de primes aux agents de la CPS qui, de janvier à décembre ont un salaire mensuel, mais en plus de ça on leur octroie une prime de 210 000 F CFP, je pense que la CPS peut faire l'effort de garder les *minimums vieillesse*, et, en même temps, que nos *personnes âgées* puissent bénéficier de la carte CAPL.

*Qu'en pensez-vous Monsieur le ministre ? (Applaudissements dans la salle.)*

**M. Taivini Teai :** Merci de l'information. C'est ce travail avec le ministre de la santé, Cédric Mercadal. Vous savez, pour l'instant, on a mis en suspend ce statut de l'agriculteur et du pêcheur, parce qu'on a ajusté ce travail avec le ministre de la santé. Je ne peux pas le faire tout seul, mais on est immanquablement à nécessité de protéger nos anciens.

Je voudrais également porter à votre éclairage les frais de location des terres domaniales qui sont à 10 000 F CFP l'année l'hectare. Un hectare c'est 10 000 m<sup>2</sup> donc, être agriculteur est, dans l'immédiat, plus qu'intéressant. Si vous valorisez bien votre terre vous avez de quoi mettre de côté, avoir une vie — je dirais — décente. Bien entendu, on s'investit. 10 000 à 30 000 ça dépend des îles, ça dépend des exploitations.

**Le président :** Ernest... Félix ?

**M. Félix, Hoa Tetua :** *Monsieur le président, Madame la vice-présidente, chers ministres, chers élus, bonjour à toutes et à tous.*

*Je reviens sur l'intervention de Nicole au sujet du minimum vieillesse. Monsieur le ministre, c'est sûr qu'ils perdront le bénéfice de leur minimum vieillesse ! L'on examine ceci aujourd'hui sans que les habitants des îles ne soient au courant de ce qui est en train de se faire ! On leur a coupé leur minimum vieillesse et ça, c'est vrai ! Par exemple, chez nous, à Rangiroa, en ce qui concerne les femmes qui font de l'artisanat, la CPS est*

venue leur dire que : « si vous continuez votre activité artisanale, l'on mettra fin à votre minimum vieillesse. » C'est exactement ce que l'on fait actuellement ! Chers collègues, ne faisons pas cela ! Ne prenons pas cette décision, mais attendons un peu. Nous en avons parlé lors de notre comité, n'est-ce pas Tapati ? Nous en avons parlé et il n'y avait aucune précision. Maintenant, vous nous présentez ce texte en urgence alors que la réflexion pour y inclure les coprahculteurs, les pêcheurs, etc. n'émane pas de nous mais de l'ancien gouvernement. Autrement dit, nous suivons leur trace. Nous allons avoir des ennuis !

Ce qu'a dit Nicole est vrai. Si l'on décide de voter pour, je ne voterai pas en faveur de cette délibération.  
Voilà, merci.

**Le président :** Oui, Nicole.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Oui, Monsieur le ministre, on vous encourage sur l'autonomie alimentaire. C'est une réalité, il faut qu'on y arrive ensemble. Aujourd'hui, je vais prendre l'exemple du fonctionnaire territorial qui a ce désir de participer à arriver à cette autonomie mais que, malheureusement, du fait d'être fonctionnaire territorial, il ne peut pas le faire. Ce cumul d'activités ne lui permet pas. Et pourtant ce fonctionnaire territorial, ou bien ce retraité, a des terres qu'il peut exploiter. Là, il n'a pas besoin de louer, il a une terre. Il a, en plus, un salaire. Il a un salaire et il veut préparer sa retraite et se lancer dans une exploitation agricole. Vu qu'il travaille, il va embaucher des gens. Il ne va même pas avoir recours aux aides parce que, de toute façon, étant fonctionnaire il ne peut pas. On a eu cette discussion lors du débat d'orientation budgétaire. Si on veut atteindre l'objectif de l'autonomie alimentaire, il ne faut pas contraindre ; au contraire, il faut encourager, il faut libérer !

Aujourd'hui, ce qui se passe — et Félix l'a très bien dit — on est là à bloquer : « si tu as ta retraite, tu ne peux pas cumuler ; si tu as le *minimum vieillesse* tu ne peux pas cumuler » ; alors que des gens souhaiteraient mettre du beurre dans les épinards, par exemple, en cultivant un peu. Notre loi est trop restrictive, trop contraignante ! Et, là, vous venez encore plus contraindre, parce que ceux qui ne sont éligibles à aucune aide, qui ne demandent pas la carte *agricole*, mais qui plantent ; aujourd'hui, vous allez les obliger à se déclarer et, finalement, à perdre le seul bénéfice qu'ils ont dans un *minimum vieillesse* ou dans une retraite. Je trouve cela dommage.

On était favorable, mais au vu de vos réponses, nous allons voter contre ce registre agricole. Merci.

**Le président :** Très bien. Y a-t-il d'autre...

**M. Ueva Hamblin :** *Monsieur le ministre*, ta réponse sur les feuilles de *l'arbre à pain* qui pourraient aider les malades de diabète de type 2 : dans ma section de commune, il y a énormément de feuilles de *l'arbre à pain*. Chez moi, j'ai cinq *arbres à pain* dans ma cour. Est-ce que tu pourras donner la recette pour pouvoir faire ce *remède* ? Cela pourrait aider beaucoup de gens qui sont malades.

*Merci.*

**Le président :** *Merci.*

Oui, Elise.

**M<sup>me</sup> Elise Vanaa :** *Non, Monsieur le président, merci bien.*

*Nos sujets de discussion s'entremêlent un peu car nous examinons le registre de nos agriculteurs alors que là, on parle de l'arbre à pain et de recette. Je reviendrais juste sur les interventions émanant de l'autre côté, Monsieur le président, car si, derrière, ce projet de délibération vient supprimer le bénéfice du minimum vieillesse aux agriculteurs, à ce moment-là, nos opinions divergeront. Par contre, si suite à l'approbation de ce texte, nous mettons en place une loi ne permettant pas la suppression du minimum vieillesse des agriculteurs, peut-être que nous pourrions alimenter ce sujet. Nous reviendrons sur nos recettes issus (NDT, des bienfaits) de l'arbre à pain après notre séance, mais pour l'instant, revenons sur notre sujet car je n'arrête pas d'entendre parler par là-bas. Monsieur le président de la commission (NDT, de l'agriculture), quel est votre avis ?*

**Le président :** Mitema.

**M. Tafai, Mitema Tapati :** *Oui. Aujourd'hui, lorsqu'un bénéficiaire du minimum vieillesse sollicite la carte agricole, il perd le bénéfice du minimum vieillesse. C'est ce qui se passe actuellement. Dans notre nouvelle démarche, nous demandons à ce qu'un bénéficiaire du minimum vieillesse, lorsqu'il est inscrit sur ce registre (NDT, de l'agriculture) et qu'il a une carte agricole, ne perde pas le bénéfice de son minimum vieillesse mais qu'il le garde. C'est notre avis et c'est la demande que formule la commission.*

**Le président :** *Voilà. Monsieur le ministre.*

**M. Taivini Teai :** Je voudrais revenir sur cela. On parle bien du registre agricole. C'est d'avoir cette photographie, cet enregistrement du nombre d'exploitants, du type de produits vivriers qu'ils génèrent, du volume, de la date dans le calendrier annuel où ils récoltent. La notion de *minimum vieillesse* est celle de la CPS, la Caisse de prévoyance sociale. C'est justement pour cela qu'on discute avec le ministre Mercadal et que l'on a, dans l'immédiat, repoussé l'établissement de ce statut, parce qu'on doit bien cadrer en effet... Continuer à accompagner nos sages parce qu'il y a une nécessité, mais il y a un effet pervers à ce *minimum vieillesse*. C'est que les jeunes demandent à « leurs vieux » — entre guillemets —, à leurs anciens, de continuer à travailler ou continuer à garder ce *minimum vieillesse* ! Si on met en place un statut de l'agriculteur, ça sera une reconnaissance de ce statut de l'agriculteur. Là, actuellement, le *minimum vieillesse*, c'est tout le monde qui le paye parce qu'il n'y a jamais eu cela !

Débutons cette réflexion par la part de la cotisation que peuvent apporter les personnes du secteur primaire, parce qu'il n'y a pas de déclaration, il n'y a pas de chiffre d'affaires. À partir du moment où c'est inférieur à 15 millions F CFP, il n'y a pas d'obligation de déclaration fiscale. Or, il y a

quand même de la production qui est réalisée. On doit valoriser notre terre agricole. On se retrouve devant des lots agricoles qui sont des fois mêmes sous exploités. Il y en a qui les exploite bien, mais d'autres non, d'autres peu ou pas, d'autres qui en profitent pour installer une maison alors que ce n'est pas la finalité de ce lot agricole.

Cette loi du pays sur les voies d'accès sur des terrains privés est aussi passée pour que les gens s'approprient leur terrain privé, ne réclament pas forcément du terrain foncier du pays, investissent dans leur propre terre et, à ce titre-là, puissent avoir leur propre ferme agricole sur ces terrains-là. C'est véritablement une remise en conception de ce statut, de ceux que l'on doit considérer comme un agriculteur, un pêcheur, un éleveur ; et on ne pourra que passer par un état de transition, en gardant en premier lieu les *minimums vieillesse*. On ne peut pas, du jour au lendemain, leur dire « non, tu n'as pas ton *minimum vieillesse*. » Et encore, je le répète, c'est une réflexion avec le ministre de la santé.

Merci.

**Le président :** *Merci.*

*Soyez brève.*

**M<sup>me</sup> Odette Homai :** *Je serai brève, très brève. Merci de me donner la parole, Monsieur le président.*

*Je reviens sur le fait que si l'on doit recenser les agriculteurs, les chiffres vont être faussés. Pourquoi ? Parce que les retraités, les personnes qui touchent un minimum vieillesse, ne vont jamais déclarer qu'ils sont en train de faire cette activité agricole. Donc, où est l'intérêt de recenser si ceux qui ont un *minimum vieillesse*, aujourd'hui, ne vont pas déclarer qu'ils font déjà cette activité, s'ils ne sont pas sûrs que, demain, leur *minimum vieillesse* va être coupé.*

*Voilà ma question.*

**Le président :** *Merci.*

Teagai.

**M. Ernest Teagai :** *Merci président.*

*Oui, je voyais cela depuis le début. Lorsque je travaillais au sein du ministère, depuis le début, le problème, ce sont les employés — je ne les accuse de rien — de la DAG, en 2013. Monsieur le président, Monsieur le ministre, je serai très bref : pour moi, l'on ne devrait plus permettre aux retraités de bénéficier de la carte. C'est fini et on en reste là. Lorsque les retraités en feront la demande, il ne faudra plus leur donner cette possibilité sinon nous allons débattre de ce sujet ad vitam aeternam. Comme il a été dit précédemment, lorsque les retraités y vont, ils ne déclarent pas ce qu'ils gagnent ! Ils ne vont pas déclarer !*

*À partir d'aujourd'hui, nous allons interdire aux retraités d'avoir accès à la carte. C'est bon, et c'est plus simple. Il faut laisser la possibilité aux personnes sans retraite d'avoir leur carte CAPL avant qu'elles ne puissent débiter leur activité. C'est bon, on arrête d'en débattre encore. N'est-ce pas, Monsieur le ministre ? Ceci pour vous soutenir, Monsieur le ministre, et pour vous aider.*

*Voilà, Monsieur le président. Merci.*

**Le président :** *Merci.*

Tapati.

**M. Tafai, Mitema Tapati :** *Que l'on approuve ou pas ce registre, nos personnes âgées sont dans une position sensible aujourd'hui. Ils ne possèdent pas de grandes exploitations ! Ils ne plantent que pour obtenir un petit complément en vendant des ramboutans, des châtaignes tahitiennes, du citron, etc. au bord de la route. Maintenant, du fait qu'ils n'aient pas beaucoup de ressources, ils désirent avoir une carte agricole. Ceci dit, lorsqu'ils vont en faire la demande, on leur répond que s'ils obtiennent une carte, ils ne toucheront plus leur minimum vieillesse. Déjà qu'ils sont sans ressources, on leur coupe encore cela !*

*Nous demandons au ministère du Pays, c'est l'assemblée qui en fait la demande, Monsieur le ministre, c'est l'assemblée qui demande à ce que l'obtention de la carte CAPL ne supprime pas le *minimum vieillesse* existant des personnes âgées. Comme dit Nicole, il faut que ça soit quelque chose d'ouverture ; il faut ouvrir maintenant. Il faut lever cette décision — de je ne sais pas ça date de combien, de quelle date. Il faut enlever cette restriction. Il faut que nos *personnes âgées* gagnent leur vie avec ce complément de ce qu'ils font.*

*Merci.*

**Le président :** Je vous propose de reporter ce débat lors de l'examen de la PSG, qui va intervenir bientôt, parce que toutes ces réponses vont être apportées dans la reconfiguration de notre PSG et, là, vous pourrez imposer, par exemple — si cela n'a pas été prévu —, que le *minimum vieillesse* pour ceux qui font du *coprah* soit conservé ou pas conservé. On verra à ce moment-là.

La conférence des présidents a proposé à ce que ce texte soit accrédité de la procédure simplifiée. Donc, en l'absence d'amendement, je vais mettre aux voix l'ensemble de la délibération, que je vous demande de soutenir, en mettant en exergue le fait que la question qui a été posée est une question pertinente. Il faudra donc répercuter ça au niveau du ministre en charge de la PSG, pour qu'il tienne compte de la demande formulée par les élus de l'assemblée.

**M. Félix, Hoa Tetua :** *Monsieur le président, juste un exemple. Je vais prendre l'exemple de notre île Rangiroa. La commune a fait construire les maisons d'artisanat et tout. Nos vieux artisans se sont installés et, juste après, la CPS est venue leur dire que s'ils continuaient à venir vendre leurs paquets de colliers de coquillages, ils perdraient le bénéfice de leur minimum vieillesse. Ça, c'est la réalité ! C'est avéré ! L'on ne peut pas dire que c'est la CPS, puisque nous ne dirigeons pas la CPS. On n'y arrivera pas. Si vous avez une carte, vous le (NDT, le bénéfice du minimum vieillesse) perdrez forcément ; et cela, c'est certain.*

**Le président :** *Sachez que le minimum vieillesse est géré par la CPS à la demande du gouvernement. C'est l'impôt/la taxe qui permet de payer le minimum vieillesse, et non les salariés puisque rien n'est prélevé sur leurs salaires mensuels. Ce que l'on appelle « minimum vieillesse », on l'obtient grâce aux taxes/impôts. En d'autres termes, la compétence fiscale est entre les mains du gouvernement, et la CPS, elle, reçoit les fonds de notre part pour assurer ensuite le versement de ce minimum vieillesse. Et donc, l'on ne doit pas s'en faire. Lorsque le moment sera venu d'examiner ce point, l'on règlera définitivement ce problème.*  
*Voilà, je sou mets aux voix ce texte.*

Comme je le disais, en l'absence d'amendement, je mets aux voix l'ensemble de la délibération.

Qui est pour ? 38. *Levez la main...* 37. Qui est contre ? 4 contre. O.K. Voilà, donc cela fait 37 pour et 4 contre. *Voilà, la délibération est adoptée.*

*Nous sommes arrivés à la fin de notre séance de ce jour.*

**M<sup>me</sup> Teremuura Kohumoetini-Rurua :** *Monsieur le président !*

**Le président :** *Oui, Teremu.*

**M<sup>me</sup> Teremuura Kohumoetini-Rurua :** *Monsieur le président, je m'abstiens.*

**Le président :** *O.K il y a 1 abstention, 4 voix contre et le reste pour. Notre décision est prise ? Voilà.*

#### EXAMEN DE LA CORRESPONDANCE

**Le président :** *Je vous signale que j'ai reçu le relevé de la correspondance, puisque cela m'est adressé, et si vous souhaitez avoir une copie de la correspondance, envoyez une demande au Secrétariat général de l'assemblée.*

#### CLÔTURE DE LA SÉANCE

**Le président :** *Voilà, je souhaite remercier chaleureusement notre vice-présidente ainsi que notre ministre, et bien évidemment nous tous d'avoir été présents.*

*Pour votre information, le 6 et le 7 décembre, nous examinerons le budget de notre pays. Le 6 et le 7, la séance plénière relative au vote du budget sera organisée. Si on peut terminer le 6, on termine le 6. Sinon, on poursuivra le 7. Il n'y aura donc pas de séance le 30 comme on avait prévu. Il n'y aura pas de séance le 30.*

*Voilà. Merci bien. Que notre retour (NDT, à la maison) se passe bien. Merci. Mes salutations.*

*(La séance est close à 16 heures 18 minutes.)*

LA SECRÉTAIRE,

LE PRÉSIDENT,

Odette Homai

Antony Géros

=====

**PROCÈS-VERBAL**Sixième séance : lundi 20 novembre 2023 à 9 heures 32 minutesPRÉSIDENCE de M. Antony Géros  
président de l'assemblée de la Polynésie française**S O M M A I R E**

<b><u>OUVERTURE DE LA SÉANCE</u></b> .....	<b>278</b>
<b><u>APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR</u></b> .....	<b>279</b>
<b><u>EXAMEN DES RAPPORTS ET DES TEXTES</u></b> .....	<b>280</b>
– <u>Rapport n° 103-2023 sur le projet de loi du pays portant abrogation de la loi du pays n° 2023-5 du 5 janvier 2023 relative aux substances vénéneuses</u> .....	280
– <u>Rapport n° 104-2023 sur le projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de prévoyance sociale</u> .....	289
<b><u>EXAMEN DE LA CORRESPONDANCE</u></b> .....	<b>295</b>
<b><u>CLÔTURE DE LA SÉANCE</u></b> .....	<b>295</b>

*Les rapports peuvent être consultés sur le site internet de l'assemblée de la Polynésie française à l'adresse [www.assemblee.pf](http://www.assemblee.pf)**Les interventions en langues polynésiennes ont fait l'objet d'une traduction surlignée en gris.*

**OUVERTURE DE LA SÉANCE**

**Le président :** *Je souhaiterais remercier Madame la vice-présidente ainsi que Mesdames et Messieurs les ministres présents, chers collègues, cher public, chers amis de la presse, chers internautes qui nous suivent par Internet, recevez mes salutations.*

*Je déclare la séance ouverte.*

*Nous avons été convoqués par lettre n°2311 du 14 novembre 2023 et je demande à Madame la secrétaire générale de faire l'appel des représentants. Merci.*

**M<sup>me</sup> Jeanne Santini :**

M <sup>me</sup>	Teumere	Atger-Hoi	absente
M <sup>me</sup>	Teave	Boudouani-Chaumette	présente
M <sup>me</sup>	Frangélica	Bourgeois-Tarahu	présente
M <sup>me</sup>	Tahia	Brown	présente
M.	Michel	Buillard	absent
M <sup>me</sup>	Yseult	Butcher-Ferry	absente
M.	Steve	Chailloux	présent
M.	Mike	Cowan	présent
M.	Henri	Flohr	présent
M.	Bruno	Flores	présent
M <sup>me</sup>	Rachelle	Flores	arrivée en cours de séance
M <sup>me</sup>	Béatrice	Flores-Le Gayic	présente
M <sup>me</sup>	Joëlle	Frebault	absente
M.	Édouard	Fritch	présent
M <sup>me</sup>	Thilda	Garbutt-Harehoe	présente
M.	Antony	Géros	présent
M <sup>me</sup>	Pascale	Haiti	arrivée en cours de séance
M.	Ueva	Hamblin	absent
M <sup>me</sup>	Maite	Hauata Ah-Min	présente
M.	Tevaipaea	Hoïore	présent
M <sup>me</sup>	Odette	Homai	présente
M <sup>me</sup>	Teura	Iriti	arrivée en cours de séance
M.	Benoit	Kautai	absent
M <sup>me</sup>	Marielle	Kohumoetini	présente
M <sup>me</sup>	Teremuura	Kohumoetini-Rurua	présente
M.	Nuihau	Laurey	présent
M.	Heinui	Le Caill	absent
M.	Tematai	Le Gayic	absent
M.	Simplicio	Lissant	absent
M.	Cliff	Loussan	présent
M <sup>me</sup>	Maurea	Maamaatuaiahutapu	présente
M.	Vincent	Maono	absent
M.	Tahuhu	Maraeura	absent
M <sup>me</sup>	Hinamoeura	Morgant-Cross	présente
M <sup>me</sup>	Pauline	Niva	présente
M <sup>me</sup>	Patricia	Pahio-Jennings	présente
M <sup>me</sup>	Cathy	Puchon	arrivée en cours de séance
M <sup>me</sup>	Sonia	Punua-Taac	arrivée en cours de séance
M.	Frédéric	Riveta	arrivé en cours de séance
M.	Allen	Salmon	présent
M <sup>me</sup>	Nicole	Sanquer	présente
M.	Edwin	Shiro-Abe Peu	présent
M.	Tafai, Mitema	Tapati	présent
M.	Ernest	Teagai	présent
M.	Ah Ky	Temarii	présent

M.	Oscar, Manutahi	Temaru	absent
M.	Tevahiarui	Teraiarue	arrivé en cours de séance
M.	Ruben	Teremate	présent
M <sup>me</sup>	Tepuaurui	Teriitahi	arrivée en cours de séance
M.	Pierre	Terou	présent
M.	Félix, Hoa	Tetua	absent
M <sup>me</sup>	Lana	Tetuanui	absente
M <sup>me</sup>	Sylvana	Tiatoa	présente
M.	Gaston	Tong Sang	absent
M <sup>me</sup>	Vahinetua	Tuahu	présente
M <sup>me</sup>	Jeanne	Vaianui	présente
M <sup>me</sup>	Elise	Vanaa	présente

Siègent au banc du gouvernement :

Madame la vice-présidente du gouvernement Éliane Tevahitua, Mesdames et Messieurs les ministres, Vannina Crolas, Minarii Galenon Taupua, Taivini Teai et Cédric Mercadal.

### PROCURATIONS

**Le président :** *Merci bien. Pouvez-vous nous donner lecture des procurations déposées ?*

**M<sup>me</sup> Jeanne Santini :** Monsieur le président, nous avons reçu les procurations de :

RÉFÉRENCES	DE :	À :
N° 12126 – 8 h 33	Teumere Atger-Hoi	Jeanne Vaianui
N° 12125 – 8 h 33	Tevahiarui Teraiarue	Maite Hauata Ah-Min
N° 12124 – 8 h 33	Tematai Le Gayic	Elise Vanaa
N° 12123 – 8 h 33	Ueva Hamblin	Ah Ky Temarii
N° 12122 – 8 h 33	Félix, Hoa Tetua	Tahia Brown
N° 12135 – 9 h 13	Oscar, Manutahi Temaru	Bruno Flores
N° 12121 – 8 h 33	Heinui Le Caill	Maurea Maamaatuaiahutapu
N° 12120 – 8 h 33	Vincent Maono	Cliff Loussan
N° 12133 – 9 h	Joëlle Frebault	Pascale Haiti
N° 12134 – 9 h	Gaston Tong Sang	Frédéric Riveta
N° 12132 – 9 h	Tahuhu Maraaura	Sonia Punua-Taae
N° 12131 – 9 h	Simplicio Lissant	Cathy Puchon
N° 12130 – 9 h	Lana Tetuanui	Édouard Fritch
N° 12129 – 9 h	Benoit Kautai	Teura Iriti
N° 12128 – 9 h	Yseult Butcher-Ferry	Tepuaurui Teriitahi
N° 12127 – 9 h	Michel Buillard	Henri Flohr
PROCURATIONS ARRIVÉES EN COURS DE SÉANCE :		
N° 12136 – 9 h 45	Antony Géros	Maurea Maamaatuaiahutapu
N° 12137 – 9 h 49	Heinui Le Caill	Tevaipaea Hoïore
N° 12138 – 10 h 26	Patricia Pahio-Jennings	Ruben Teremate
N° 12139 – 10 h 27	Allen Salmon	Béatrice Flores-Le Gayic

### APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

**Le président :** *Merci bien.*

*Le quorum étant atteint, nous pouvons poursuivre. Pour information, sachez que cela peut arriver. En effet, il s'agit là d'une séance urgente sollicitée par le ministre de la santé pour revoir des points qui n'avaient pas été réglés au fil du temps et qui risquent de tomber hors délai, lors de notre séance programmée pour le 6 du mois prochain. Ainsi, il a été demandé de tenir d'urgence cette séance — je tiens d'ailleurs à m'excuser auprès de vous pour cela — et, pour que le débat ait lieu, notre présence est indispensable. Ceci dit, je ne suis pas étonné que plusieurs parmi nous, du fait qu'ils avaient déjà des choses de prévues, n'aient pas pu se joindre à nous pour notre séance.*

*Maintenant, je vais demander à Madame la secrétaire générale de donner lecture de notre ordre du jour pour cette matinée.*

**M<sup>me</sup> Jeanne Santini :** Monsieur le président, la conférence des présidents de la semaine dernière vous propose l'ordre du jour suivant :

V) Approbation de l'ordre du jour ;

VI) Examen des rapports et des projets de loi du pays ;

VII) Examen de la correspondance ;

VIII) Clôture de la séance.

**Le président :** *Merci. Qui valide cet ordre jour ?... À l'unanimité ? Voilà, à la majorité. Merci bien.*

### **EXAMEN DES RAPPORTS ET DES TEXTES**

#### **RAPPORT N° 103-2023 SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT ABROGATION DE LA LOI DU PAYS N° 2023-5 DU 5 JANVIER 2023 RELATIVE AUX SUBSTANCES VENÉNEUSES**

Présenté par M<sup>mes</sup> les représentantes Patricia Pahio-Jennings et Pauline Niva

**Le président :** *Nous passons au point II) de notre ordre du jour, à savoir l'examen des rapports et des projets de loi du pays.*

*Pour le premier texte, il s'agit du* rapport n° 103-2023 sur le projet de loi du pays portant abrogation de la loi du pays 2023-5 du 5 janvier 2023 relative aux substances vénéneuses, article 1<sup>er</sup>.

Je demande au gouvernement d'exposer l'économie générale de ce texte.

**M. Cédric Mercadal :** *Bonjour à toutes et à tous.* Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les représentants, Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement présents, Mesdames et Messieurs les journalistes, Mesdames et Messieurs les membres du public, chers collaborateurs, chers internautes, *bonjour.*

Ce texte était nécessaire, dans le sens où, si nous ne l'abrogeons pas, le 6 janvier, il n'y avait plus de réglementation sur les substances vénéneuses ; ce qui voulait dire qu'il n'y avait plus de réglementation sur l'importation de produits pharmaceutiques et autres produits. Il était donc urgent de devoir, aujourd'hui, prendre les mesures pour l'abroger.

Dans un second temps, suite aux avis de différents juristes, y compris du SGG, on nous avait expliqué que le texte, qui avait été accepté antérieurement, posait des grandes lacunes quant à la lisibilité et à l'applicabilité, dans le temps, des dispositifs antérieurs. Donc, nous avons fait le choix de réécrire complètement le texte et il a été proposé au comité de pilotage, qui reprend toutes les associations, les services du Pays, pour faire un texte plus équilibré et plus applicable. Il sera sur vos tables d'ici fin janvier et il sera voté — je pense — courant février. Nous l'avons présenté, il avait fait l'objet d'un accueil très positif des associations et de nos partenaires, et il semble équilibré. Il répond aux réglementations et aux compétences existantes en matière pénale, et nous devons faire attention à cela.

Donc, aujourd'hui, l'abrogation nous permettra d'éviter de perdre notre base réglementaire sur les substances vénéneuses et c'est pour cela qu'il vous est présenté aujourd'hui.

Je vous remercie.

**Le président :** *Voilà. Merci bien. La parole est au rapporteur de ce texte, Madame Patricia Jennings.*

**M<sup>me</sup> Patricia Pahio-Jennings :** *Merci et bonjour* Monsieur le président. Madame la vice-présidente, Madame et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants, chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse, chers internautes, cher public, *bonjour à toutes et à tous ce matin. Mes salutations chaleureuses.*

Le présent projet de loi du pays a été transmis aux fins d'examen par l'assemblée, par lettre n° 7590/PR du 20 octobre 2023.

Pour rappel, la loi du pays n° 2023-5 du 5 janvier 2023 a procédé à une mise à jour du cadre réglementaire des substances vénéneuses, fixé jusqu'alors par la délibération n° 78-137 du 18 août 1978 modifiée. L'arrêté n° 626 CM du 14 avril 2014 modifié, fixe quant à lui la liste des substances vénéneuses destinées à la médecine et les listes des exonérations au classement des substances vénéneuses en médecine humaine et vétérinaire.

La loi du pays du 5 janvier 2023 entendait ainsi apporter, entre autres, une révision du système de classement des substances vénéneuses et une actualisation de certains usages et obligations dans le cadre de leur application en médecine. Des dispositions spécifiques au cannabis sont également consacrées au sein de son chapitre V.

Cependant, cette loi du pays manque de lisibilité et d'intelligibilité, et ses textes d'application pourraient comporter un risque de recours contentieux par l'État. Elle ne permet pas non plus de répondre à l'objectif d'évolution réglementaire voulu par le Président du Pays.

Par ailleurs, l'article 56 de ce texte prévoit l'abrogation de la délibération du 18 août 1978 précitée, à la date d'entrée en vigueur de l'ensemble de ses textes d'application (dont aucun n'a été pris) et, au plus tard, à l'expiration d'un délai d'un an, après la date de promulgation de celle-ci, soit le 6 janvier 2024. Cette abrogation entraînera, par voie de conséquence, une absence du cadre réglementaire des substances vénéneuses.

Au regard de ces éléments, le présent projet de loi du pays propose ainsi d'abroger, par son article unique, la loi du pays n° 2023-5 du 5 janvier 2023 précitée. Concomitamment, un projet de loi du pays est en cours de rédaction, avec l'ensemble des ministères et services concernés, afin de réglementer certaines activités relatives au cannabis, dépourvu de propriétés stupéfiantes, d'encadrer la culture du cannabis et d'autoriser les médicaments qui en contiennent.



Quant à l'élaboration d'une réglementation portant sur le cannabis récréatif, elle sera effectuée en étroite collaboration avec l'État pour respecter la répartition des compétences.

Le présent projet de loi du pays a été présenté au Conseil sanitaire et social polynésien le 7 septembre 2023, qui s'est abstenu à la majorité des membres présents. Le CÉSEC, saisi quant à lui en urgence le 18 octobre 2023, a formulé un avis défavorable au projet de loi du pays, le 6 novembre 2023, en préconisant, dans l'attente de l'élaboration de la nouvelle réglementation, de prolonger le délai d'abrogation à l'article 56 en lieu et place d'une abrogation de la loi du pays concernée. Cette option, envisagée par le gouvernement, n'a pas été retenue en raison des éléments précédemment cités.

Lors de l'examen du projet de texte en commission le 30 octobre 2023, des précisions ont été apportées sur le prochain dispositif qui réglementera uniquement le cannabis, et non plus l'ensemble des substances vénéneuses.

L'architecture du futur projet de loi du pays sera alors totalement revue et les nouvelles dispositions s'appuieront sur des réglementations polynésiennes déjà existantes. Si une partie du projet est quasiment finalisée, celle relative à la mise en place d'une filière de la culture du chanvre, conjointement avec le ministère chargé de l'agriculture, nécessite des analyses et une collaboration avec l'Institut Louis Malardé.

Enfin, dans le cadre d'une prochaine réglementation sur la médecine intégrative et la médecine traditionnelle, des réflexions seront menées sur la possibilité de mettre en place un statut spécifique aux tradipraticiens.

À l'issue des débats, ce projet de loi du pays a recueilli un vote favorable des membres de la commission. En conséquence, la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de loi du pays ci-joint.

*Merci.*

**Le président :** *Merci bien. Le CÉSEC nous a informé qu'il ne pourrait pas être présent pour donner lecture de leur avis. Et donc, pour la discussion générale relative à ce texte, la conférence des présidents a décidé d'octroyer 36 minutes pour le Tavini, 15 minutes pour le Tapura, et 9 minutes pour les non-inscrits.*

*Je demande aux non-inscrits de prendre la parole.*

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** Merci, Monsieur le président.

Madame la vice-présidente, Madame et Messieurs les ministres, mes chers collègues, cher public, chers internautes, Mesdames et Messieurs de la presse, *bonjour.*

Nous sommes réunis ce matin un peu dans l'urgence pour examiner un projet de loi du pays abrogeant la loi du pays relative aux substances vénéneuses.

En effet, faute de prorogation et faute de publication des délibérations et arrêtés de mise en application de l'actuelle loi relative aux substances vénéneuses, le 6 janvier 2024, la Polynésie française n'aurait plus aucun cadre réglementaire des substances vénéneuses, dû à l'abrogation de la délibération du 18 août 1978 précitée, dans l'article LP. 56 de la loi du pays n° 2023-5 du 5 janvier 2023.

À qui la faute ? À l'ancien gouvernement qui cherchait à récupérer des voix pour s'assurer une victoire aux dernières élections, en proposant une loi trop compliquée à mettre en œuvre, avec une multitude de délibérations et d'arrêtés CM à publier ? Au nouveau gouvernement, une promesse de campagne assortie d'une belle communication après les élections sur des réunions programmées pour faire avancer le sujet, mais qui, aujourd'hui, se retrouve dans l'obligation d'abroger la loi ?

Presqu'un an après, on se rend compte du temps perdu puisqu'aucun texte réglementaire n'a été publié, et des faux espoirs pour un public en souffrance et en attente de la légalisation de l'usage médical du cannabis. Pour rappel, la légalisation du cannabis thérapeutique reste très attendu des patients qui ont recours aux produits à base de cannabis, et on se souviendra tout particulièrement encore aujourd'hui du combat de tatie Karen partie hélas trop tôt.

Nous tenons à remercier cependant toutes les associations, le personnel médical, le syndicat pour le chanvre qui, sans faire de politique politicienne, continuent à œuvrer pour, d'une part, accompagner les résilients et, d'autre part, accompagner les institutions pour légiférer sur le sujet.

Aujourd'hui, plus de 22 pays de l'Union européenne ont légalisé le cannabis thérapeutique et plusieurs pays dans le monde modifient leur législation pour autoriser la consommation de ce produit circonscrit à son usage médical. La France a démarré son expérimentation en mars 2020 et a prolongé le délai de son expérimentation, afin de mieux définir et généraliser l'usage du cannabis thérapeutique sur tout le territoire.

A here ia Porinetia, dès l'année dernière, s'interrogeait déjà sur les réelles intentions du gouvernement Tapura à la veille de la fin de cette mandature et à l'approche des élections territoriales.

En premier lieu, ce ne sont pas moins de 57 articles que nous proposait l'ancien gouvernement pour fixer le cadre législatif de l'utilisation du cannabis. Cependant, pour son application, 12 délibérations devaient encore être soumises à notre assemblée et 5 arrêtés devaient être pris en Conseil des ministres. Ni l'ex-ministre de la santé, Jacques Raynal, ni sa conseillère technique, Caroline Grepin, n'avaient alors pu nous garantir un calendrier de passage de ces projets de texte qui, force est de le constater, ne sont toujours pas finalisés à ce jour. En deuxième lieu, plusieurs points évoqués dans la loi du pays relative aux substances vénéneuses ne garantissaient pas la sécurité juridique du texte.

C'est pourquoi le groupe A here ia Porinetia avait déposé plusieurs amendements.

Un premier amendement qui corrigeait une erreur dans la définition du cannabis fixé à l'article LP 1 de la loi du pays, incluant la graine de cannabis. Cette définition n'était pas conforme à celle fixée par la convention unique sur les stupéfiants de 1961 et avait fait déjà l'objet d'une annulation par le tribunal administratif de Papeete, comme d'une censure par le tribunal correctionnel, en ce que seuls peuvent être inscrits, sur la liste des substances vénéneuses, des éléments comportant de telles substances.

Un second amendement répondant également de la même problématique, en ce que l'article LP 21 relatif à l'exploitation du cannabis dépourvu de propriétés stupéfiantes exclut l'utilisation de la fleur et de la feuille, alors que, par une décision rendue le 24 janvier 2022, le juge des référés du Conseil d'État a censuré l'interdiction de cette opération, au motif que la teneur de THC qui est inférieur à 0,3 % ne revêt pas un degré de nocivité pour la santé, justifiant une mesure d'interdiction générale et absolue de leur vente aux consommateurs. Nous avons même alerté le ministre de l'époque, dans notre intervention, sur la fragilité de cette loi du pays, allant même jusqu'à douter qu'elle ne pouvait provenir de l'ARASS et n'avait sans doute pas pu faire l'objet d'un regard du secrétariat général du gouvernement.

A here ia Porinetia avait vu juste puisqu'aujourd'hui, nous devons abroger cette loi du pays qui, d'après les discussions en commission et d'après la note du secrétariat général du gouvernement de 21 pages, manque d'intelligibilité et de lisibilité. Cette note du SGG avait été rendue avant l'examen de la loi que nous abrogeons aujourd'hui, mais avait été ignorée par l'ancien gouvernement, sans doute pour urgence électorale.

Aujourd'hui, nous regrettons l'abrogation de cette loi. Même si nous nous étions abstenus, nous aurions préconisé une prorogation et un projet de loi modificatif.

Le gouvernement nous promet, dans un délai de six mois, un nouveau projet de loi basé sur l'autorisation du CBD, l'encadrement du cannabis thérapeutique et la mise en place d'une filière de culture de chanvre à CBD. Un nouveau projet qui suscite évidemment de nouveaux espoirs pour cette partie de la population qui a besoin qu'on légifère sur l'usage médical du cannabis. Nouveau gouvernement, nouvelle manière de procéder.

La loi du pays n° 2023-5 du 5 janvier 2023 n'avait pas rassemblé les différents acteurs de la filière, car l'ancien gouvernement avait très peu consulté et beaucoup se sont sentis exclus, comme les tradipraticiens. La méthode choisie par l'ancien gouvernement avait même suscité des craintes et des doutes sur l'installation de monopole, sur la venue d'investisseurs de l'extérieur.

Aujourd'hui, ce n'est pas la méthode que vous avez choisie, Monsieur le ministre. Vous n'avez pas hésité à associer votre collègue-ministre de l'agriculture et vous avez même créé un comité de pilotage regroupant le personnel médical, les acteurs de terrain, les associations et les élus. Cependant, A here ia Porinetia reste persuadé que pour légaliser, il serait bon de passer par la phase de l'expérimentation. L'expérimentation permettra de définir, en toute connaissance de cause, toutes les conditions utiles et indispensables à la mise en œuvre de l'usage du cannabis thérapeutique, et en intégrant dans leur circuit les tradipraticiens qui mettent en œuvre des techniques et savoir-faire hérités du patrimoine polynésien et de ses évolutions récentes.

En effet, il nous apparaît très ambitieux de prétendre définir le cadre de l'emploi du cannabis stupéfiant à usage thérapeutique sans études de faisabilité préalables. Le fait de légaliser directement sans passer par l'expérimentation est un véritable risque que prend le gouvernement car, pour mémoire, l'Angleterre a fait ce choix et les attendus et les impacts de cette loi n'ont pas produit les résultats attendus dus à un manque de communication et de formation du personnel de santé, des défaillances dans les circuits de production, de distribution et de prescription.

*Quid* des pathologies à prendre en considération. *Quid* de la prise en charge financière par notre CPS. *Quid* des patients. *Quid* de la formation du personnel de santé... Autant de questions qui restent en suspens, autant de questions que l'expérimentation sera en mesure d'évaluer en situation réelle le circuit de prescription et de délivrance, ainsi que l'adhésion des professionnels de santé et des patients à ces conditions.

Aujourd'hui, le cannabis à usage médical existe dans notre pays et malgré les promesses de nos dirigeants, il n'est toujours pas réglementé. Ces produits sont faits localement et sont commercialisés en toute illégalité par manque de cadre législatif. Ces produits ne sont pas contrôlés ni expertisés. L'urgence de légiférer est là pour protéger nos résilients. De plus, légiférer sur l'usage médical et industriel du cannabis peut ouvrir de nouvelles voies de développement économique. C'est pourquoi, il semble primordial de protéger ces nouvelles filières et de les réserver à des producteurs locaux.

Monsieur le ministre, quelles garanties de résultat pouvez-vous nous apporter aujourd'hui ?

Je vous remercie.

**Le président :** *Voilà. Merci bien. Je demande à l'intervenant du Tapura huiraatira de prendre la parole. Merci.*

*Monsieur l'ancien Président (NDT, de la Polynésie française).*

**M. Édouard Fritch :** *Merci bien. Monsieur le président, bonjour. Chers membres du gouvernement, à toutes et tous ici présents, par la grâce du Seigneur, bonjour.*

Président, je voudrais simplement — avant de donner la parole à Cathy Puchon qui interviendra au nom du groupe —, vous alerter ou attirer votre attention sur le fait que trop parler du Tapura huiraatira et continuer à lui taper dessus, risque de vous faire vomir.

Nous avons été sanctionnés par les électeurs aux dernières élections, nous avons pris acte, nous vous laissons travailler. Mais, force est de constater que vous continuez à blâmer le Tapura huiraatira, vous continuez à déconstruire ce que nous avons construit, à tel point qu'on fait disparaître une loi pour laquelle nous attendons, effectivement depuis un certain temps, sa mise en place. Attention ! Je crois que la population de la Polynésie française qui nous a sanctionnés attend, aujourd'hui, autre chose que des blâmes et des remarques sans fin.

Enfin, à entendre ce qui se passe ici, nous sommes les seuls à faire de la politique politicienne, j'en prends acte. Mais, je crois qu'il faudra quand même, à un moment donné, que vous fassiez acte de conscience et que vous vous rendiez compte que nous sommes tous là pour construire la Polynésie de demain, et non pas se taper dessus.

Monsieur le président, c'était court ; mais je suis un petit peu triste parce qu'on déconstruit... on déconstruit beaucoup de choses et on a du mal à reconstruire derrière ; on déconstruit, pour des raisons que je ne vais pas qualifier ici, mais attention, attention ! Si certaines lois ont pris beaucoup de temps pour être construites, c'est qu'il nous a nécessité effectivement beaucoup de temps pour mettre en place les éléments tangibles. Alors aujourd'hui, on déconstruit et on va jusqu'au... Je vois que la tour infernale a été déconstruite et puis on va la reconstruire. Mais à quoi cela pourrait être avantageux à la population de notre pays ?

Voilà. Merci, Monsieur le président.

**Le président :** *Merci.* Cathy.

**M<sup>me</sup> Cathy Puchon :** *Merci,* président.

Madame la vice-présidente, Monsieur le président de l'assemblée de Polynésie française, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants de l'assemblée de Polynésie française, chers collègues, *bonjour.*

La demande d'abrogation que vous formulez, s'agissant de la loi du pays n° 2023-5 du 5 janvier 2023 relative aux substances vénéneuses, est tout... sauf une surprise !

En effet, compte tenu des ambitions affichées par le Tavini huiraatira durant les dernières élections territoriales afin — je reprends les termes de votre programme de campagne — de « *légaliser l'usage thérapeutique et industriel du cannabis* » dans l'espoir demain de « *l'exporter vers les pays demandeurs* », vous avez estimé que le cadre réglementaire actuellement en vigueur ne permettait pas d'atteindre les objectifs énoncés.

Comme à votre habitude, l'argument majeur est de dire que ce texte n'est pas suffisamment bon, son architecture « *inadaptée* » — selon les techniciens de l'Arass —, avec un risque potentiel de contentieux, même si vous concédez — et c'est tout à votre honneur — : « *On ne va pas tout jeter à la poubelle !* » Nous voilà rassurés...

Je note au passage, avec soulagement, que le haut-commissaire de la République, Monsieur Éric Spitz, partage les mêmes interrogations que nous, s'agissant de vos réelles motivations. J'en veux pour preuve le courrier qu'il a adressé au Président Moetai Brotherson, le 8 novembre, soit huit jours après l'examen préliminaire du texte en commission, pour indiquer que, contrairement à ce qui figurait dans le rapport, « *il n'existe pas de risque de remise en cause* », de sa part, du moins, de la loi du pays n° 2023-5 du 5 janvier 2023.

J'ajoute que cette option retenue par le gouvernement Brotherson n'est pas non plus du goût des membres du Conseil économique, social, environnemental et culturel, dont l'avis défavorable a été rendu après nos travaux préliminaires ; ce qui, vous en conviendrez, n'est pas dans l'ordre normal des choses.

Critique non seulement envers l'acte d'abroger qui doit rester une exception, le CÉSEC, par la voix de Patrick Galenon, ne dit pas autre chose que le groupe Tapura huiraatira, à savoir : « *On n'abroge pas une loi sans proposer quelque chose de clair derrière* ».

Aussi, ce que nous pouvons déplorer, mes chers collègues, c'est que le gouvernement n'est pas en mesure de proposer une autre copie à la place, dont nous aurions pu juger de la pertinence. De ce que l'on nous a dit en commission, votre nouvelle mouture reste à finaliser avec le ministère du secteur primaire, pour l'organisation de la culture du chanvre, les contrôles indispensables par l'Institut Louis Malardé, etc.

Bref, on repart à zéro sur la base de la délibération n° 78-137 du 18 août 1978 et, selon les indications fournies en commission législative, la rédaction de la nouvelle loi du pays pourrait prendre six mois de plus.

Ce qui n'enlève rien aux bienfaits susceptibles d'être apportés par le cannabis thérapeutique... Précisons, en effet, que l'emploi du cannabis thérapeutique est toujours en phase expérimentale sur le sol métropolitain, jusqu'au 25 mars 2024. Dans ce cadre, nous serions bien inspirés d'en tirer toutes les leçons. Tout en sachant qu'il existe déjà en vente, en Polynésie française, un médicament contenant du CBD, dont l'efficacité est démontrée contre les crises d'épilepsie.

Enfin, le nouveau dispositif réglementaire ne devra pas occulter le volet des masseurs traditionnels qui utilisent déjà des huiles à base de graines de CBD aux vertus apaisantes. Sont-ils en règle avec la législation en vigueur ? Je me garderai bien de l'affirmer.

Voilà donc, Mesdames et Messieurs les représentants, tout ce que m'inspire votre désir d'abrogation de la loi du pays du 5 janvier 2023 relative aux substances vénéneuses.

Je vous remercie de votre attention.

*Que l'amour règne.*

**Le président :** *Merci bien.*

Oui, Tepuaurarii.

**M<sup>me</sup> Tepuaurarii Teriitahi :** Merci, Monsieur le président. Madame la vice-présidente, Madame la ministre, Messieurs les ministres, mes chers collègues, chers collaborateurs, chers amis du public, *mes salutations à toutes et à tous en cette nouvelle journée.*

Je voulais poser une question à Monsieur le ministre, en préambule, pour lui demander : quel était l'urgence absolue de ce dossier qui nécessitait d'organiser une séance aujourd'hui — le 20 novembre —, alors qu'on avait une séance programmée le 30 novembre ? Je remercie le président qui, dans son introduction, a précisé que dans le calendrier, on avait une séance le 30 novembre et que si beaucoup d'élus ne sont pas présents aujourd'hui, en particulier les maires, c'est parce qu'au vu du calendrier prévisionnel qui nous avait été donné, ils ont donc accepté de se rendre au Congrès des maires. Si on avait su que, pendant cette période, il y avait des séances, certainement que certains seraient restés. Je suis moi-même une de celles qui a décidé de ne plus y aller, pour pouvoir être présente à nos travaux. Donc, c'est ma première question puisque, quand j'ai bien entendu vos explications et quand je lis le rapport, on parle bien du 6 janvier, qui est la date butoir. Donc, en fait, il suffisait — entre guillemets — « de prendre la décision », au moins avant le 6 janvier, pour qu'on puisse ne pas tomber dans l'abrogation — vous allez certainement me répondre. D'autant qu'on l'a bien entendu, par rapport à ce texte, on me parle de fragilité, etc., de risque de recours du haut-commissariat. Le texte a été voté le 5 janvier 2023... presque un an plus tard, on voit bien qu'il n'y a eu aucun recours de la part du haut-commissariat et il l'a même réaffirmé, qu'il n'y avait pas de volonté de sa part de faire quelconque recours que ce soit.

Ensuite, par rapport à cette abrogation, l'autre question que je voulais vous poser : pourquoi pas une prorogation, tout simplement ? Puisque comme vous l'avez dit, c'était une des options. On a bien entendu, dans le rapport qui nous a été présenté par Madame Jennings, que ce n'est pas l'option que vous avez retenue, mais que c'était une des options — et c'est d'ailleurs l'option qui a été préconisée par le CÉSEC, qui n'est pas venu ce matin, mais qui nous a quand même rendu un rapport. Au passage, je regrette que dans le rapport qui nous a été transmis, en date du 6 novembre à l'assemblée, on dise qu'effectivement le rapport du CÉSEC a été « réputé rendu » — parce qu'il n'a pas été rendu dans les délais, puisqu'ils avaient 15 jours à partir du 18 octobre —, mais on ne nous précise pas, dans le rapport qui nous est transmis — mais Madame la rapporteure l'a dit verbalement — que le CÉSEC a donné un avis défavorable.

Ce n'est pas que le CÉSEC qui a donné un avis défavorable, puisqu'on le dit aussi — et Madame le rapporteur l'a dit également —, le Conseil sanitaire et social a également donné, pas un avis défavorable, mais s'est abstenu — donc, c'est dire qu'il n'était pas favorable, s'il s'est abstenu. Enfin, vous auriez bien compris que, de toute façon, nous n'allions pas soutenir cette abrogation puisque nous avons effectivement voté cette loi, à un moment donné, parce qu'il y avait cette volonté de soutenir l'usage thérapeutique. Et ça c'est bien important pour nous, ça a toujours été notre combat et c'est d'ailleurs pour cela que ce n'était pas facile non plus à rédiger cette loi — et je pense que vous êtes confrontés aux mêmes difficultés —, puisqu'il faut vraiment encadrer les choses.

Je citerai le premier tiret de l'avis du CÉSEC qui dit tout puisque — et là je cite le rapport du CÉSEC — « *Le CÉSEC réexprime sa volonté forte que l'usage du cannabis, à des fins thérapeutiques, soit réglementé, encadré et sécurisé. Il rappelle également avec force que le cannabis thérapeutique ne doit pas être considéré de la même façon que le cannabis récréatif.* » J'insiste là-dessus et je les remercie pour cet avis, c'est quand même notre société civile ; parce que beaucoup de faux espoirs sont donnés à certains. Beaucoup de nos concitoyens, pendant la campagne électorale, ont compris que, demain, ils pourraient, devant leur maison, au bord de la route, vendre du cannabis en totale légalité et qu'ils n'auraient aucun problème avec cela.

Attention ! parce que c'est très ambigu, c'est dangereux et, effectivement, quand on voit aujourd'hui les problèmes liés à l'Ice, le cannabis est une première étape vers la dépendance et justement, on doit tout faire pour réglementer cela et pour l'encadrer. Je pense que l'avis du CÉSEC, qui est le reflet de notre société civile, reflète aussi les inquiétudes de notre population.

*Merci.*

**Le président :** *Merci bien.*

*Vous en avez fini avec vos interventions ? Je donne la parole à l'intervenant du Tavini huiiraatira qui a été désigné pour ce texte.*

*À vous.*

**M. Mike Cowan :** Monsieur le président, Madame la vice-présidente, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs, mes chers collègues représentants, Mesdames et Messieurs de la presse, chers internautes et cher public, *bonjour*.

Aujourd'hui nous sommes rassemblés afin de voter l'abrogation de la loi du pays n° 2023-5 du 5 janvier 2023 relative aux substances vénéneuses.

Pour rappel, ce texte de 2023, dans ces grandes lignes, venait reconnaître des exceptions pour la culture du cannabis dans un cadre expérimental en Polynésie. La place du cannabis interroge les sociétés modernes et nous observons que les législations des démocraties sont en train d'évoluer à ce sujet, comme aux États-Unis ou en Europe. Cette mutation se fait car les attentes sont grandes.

C'est un sujet qui touche toute la société car les utilisations, les applications du cannabis sont diverses. Les consommateurs de cannabis ont différentes histoires, ce n'est plus une simple question de consommateur en marge de la société. Le cannabis est consommé par tous les types de profils : il y a des malades, il y a des jeunes, des personnes âgées, des marginaux sans emplois, ou encore des cadres intégrés dans la société.

Le trafic de cannabis est présent en Polynésie depuis longtemps et la législation en vigueur, depuis plus de 40 ans, n'a pas réussi à freiner le trafic ni prémunir notre population. Si le cannabis est reconnu de manière thérapeutique, on pourra mieux encadrer les actions de prévention, car il est difficile de faire de la prévention sur des sujets illégaux ; on les interdit tout simplement.

Au titre des soins à base de cannabis, ne pas faire évoluer la législation contribue à maintenir la pénalisation des malades faisant usage du cannabis. Ne pas faire évoluer cette reconnaissance, c'est leur garantir la double peine : la peine d'être malade et la pénalité de se soigner. Dépénaliser le cannabis thérapeutique c'est décriminaliser les patients. Pourquoi alors abroger un texte qui a permis un premier pas vers la reconnaissance du cannabis au sein de notre société ? Pourquoi cette abrogation accélérée ?

Dans un premier temps, je vais brièvement rappeler les limites du texte que nous souhaitons abroger. Puis dans une seconde partie, la raison de son abrogation accélérée.

La loi que nous allons abroger avait le mérite d'avoir été une première initiative, afin de faire évoluer l'encadrement du cannabis et permettre des premières formes d'exploitations légales à des fins médicales et commerciales. Toutefois, ce texte était trop limité et restrictif. Il a été rédigé dans la précipitation, en prévision des échéances électorales, car le cannabis thérapeutique est un sujet qui s'invite régulièrement lors des élections. Dans un premier temps, pour une parfaite compréhension de tout un chacun, il est nécessaire de faire une distinction entre le CBD, pauvre en THC (0,3 %), et le cannabis thérapeutique, qui fait usage des vertus médicales du THC, avec un taux supérieur à 1 %.

Le cannabis est classé « stupéfiant », de par ses propriétés psychotropes, dès lors où il y a plus de 1 % de THC.

Le CBD est utilisé pour ses effets relaxant, aux effets psychoactifs nuls, s'il n'est pas couplé à d'autres molécules. Le CBD est utilisé en cosmétique, en produit de bien-être ou en cuisine, pour le public qui recherche le goût alimentaire du chanvre et ses effets de détente. Il est utilisé également dans le monde du sport, pour aider les athlètes à récupérer et se détendre ; nous voyons son intégration progressive dans les ligues sportives américaines, telles que la NBA ou la NFL.

On entend par « culture du CBD », la culture de cannabis, dont le taux de THC est inférieur à 0,3 %. Le CBD est une des principales substances actives, de type cannabinoïde, de la plante de chanvre (*Cannabis Sativa*). Au même titre que le THC (*tétrahydrocannabinol*), on la trouve principalement au niveau de la fleur et des feuilles adjacentes. Le CBD vendu en France est extrait d'une variété de cannabis spécifique, autorisé pour sa culture, car il contient moins de 0,3 % de THC, et n'est donc pas considéré comme un stupéfiant.

Pour faire simple, le CBD ne fait pas planer !

Ce rappel est nécessaire car le texte que nous abrogeons permettait la vente par les pharmacies de CBD. Or, le texte ne cite à aucun moment le CBD, mais reconnaît bien l'exclusivité des pharmacies à vendre du cannabis, avec moins de 0,3 % de THC. On y retrouve bien les caractéristiques mais pas l'appellation !

Ainsi, le texte avait prévu une vente exclusive du CBD par les pharmacies ; ce qui ne va pas dans le sens de l'Union Européenne, qui a rappelé la France à ces engagements. Le texte que nous abrogeons permettait la vente de CBD par les pharmacies sur le territoire, alors qu'en France, les tabacs et les boutiques spécialisés en CBD, ont l'autorisation de vendre car ce n'est pas considéré comme un produit thérapeutique. En plus de cela, nous aurions été dépendant d'un circuit d'importation de CBD, alors qu'il pourrait être produit en Polynésie, en créant des emplois et en apportant de nouvelles recettes fiscales et sociales au pays.

La culture du CBD est autorisée sur le territoire européen et aux territoires reconnaissant l'autorité juridique de l'Union Européenne. La résolution du sénat du 17 novembre 2022 a reconnu l'intérêt de promouvoir la filière du CBD. À la même date, l'assemblée de Polynésie a adopté sa loi. Enfin, rappelons la décision du Conseil d'État du 29 Novembre 2022 qui lève l'interdiction de la commercialisation du CBD et a enjoint le gouvernement central à mettre en place le cadre nécessaire à la mise en place et la promotion de cette activité. C'est pour vous dire la précipitation car, en ce mois de novembre 2022, les institutions changeaient leurs regards sur le CBD en métropole.

Le Conseil d'État a été saisi, suite à la plainte des buralistes de France qui ont fait valoir leur droit de vente du CBD, car elle n'est pas classée dans les produits thérapeutiques. « Un état membre ne peut interdire la commercialisation du CBD légalement produit dans un autre État membre lorsqu'il est extrait de la plante de cannabis sativa dans son intégralité et non de ses seules fibres et graines. » C'est un extrait de la décision de la Cour de justice de l'Union européenne du 19 novembre 2020.

Concernant le marché français, le Sénat a mis en évidence le potentiel de cette filière (CBD), en citant notamment un chiffre d'affaires attendu sur cinq ans de 1,5 milliard à 2,5 milliards d'euros attendus, avec une création d'emploi estimée entre 18 000 et 20 000 emplois. Cette activité pourrait dégager des recettes fiscales et sociales entre 0,7 et 1,1 milliards d'euros.

Rappelons les conditions requises pour produire du CBD en métropole :

- 1) il faut être agriculteur et avoir sa licence et sa culture enregistrée à la Fédération nationale de chanvre (FNPC) et auprès de la gendarmerie ;
- 2) utiliser des variétés autorisées par l'Union européenne ;
- 3) utiliser des semences dont le taux de THC est inférieur à 0,3 % ;
- 4) ne pas vendre de plants ou de boutures ;
- 5) ne pas faire de publicité revendiquant des vertus thérapeutiques.

« Dans le respect de ces conditions, une licence peut être attribuée six à huit mois après la demande, suite à des contrôles réguliers des autorités compétentes », c'est ce qu'indique la Fédération Nationale de Producteur de Chanvres.

Voici l'orientation réglementaire que prend le CBD en métropole ; le CBD tend à trouver sa place dans la bio économie, un secteur d'avenir au potentiel économique et social important.

Une autre limite du texte était — comme nous l'avons rappelé — l'exclusivité des pharmacies. Tant sur le plan commercial que sur le plan médical, nous avons tous conscience qu'aujourd'hui, le savoir traditionnel Polynésien, a domestiqué cette plante et l'a intégré dans la préparation des *remèdes traditionnels*. Ce texte ne permettait pas de garder ouverte l'intégration des tradipraticiens dans la préparation des huiles à base de cannabis, qui serait rester une compétence exclusive des pharmaciens.

En Polynésie, le soin par le massage est un *remède traditionnel*, une méthode curative, un « savoir-faire traditionnel », au sens de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle. Ainsi, le texte rendait difficile l'intégration future des tradipraticiens dans ce secteur. De nos jours, tous les partis politiques reconnaissent l'intérêt du *remède traditionnel* et la nécessité de lutter pour sa reconnaissance dans notre société moderne. Par

égard pour cette volonté, il était nécessaire d'abroger ce texte pour permettre l'intégration future des tradipraticiens dans la production de *remèdes traditionnels* à base de cannabis.

Ainsi, le texte ne répond pas aux enjeux de société. Il est nécessaire qu'un sujet aussi sensible soit abordé, en ayant conscience des attentes réelles de la population.

Après avoir fait un bref rappel des décisions en métropole, nous allons expliquer pourquoi nous demandons en urgence son abrogation.

Comme il a été rappelé dans l'exposé des motifs, la loi que nous abrogeons nécessitait des textes d'applications (arrêtés et délibérations), qui n'ont pas été produits. Le gouvernement précédent ne l'a pas fait et le texte actuel ne répond pas à l'orientation attendue par le gouvernement actuel. Comme il a été rappelé, si l'article LP 56 de la loi du pays n° 2023-5 du 5 janvier 2023 reste en vigueur, il n'y aura plus aucun cadre réglementaire concernant les substances vénéneuses, le 6 janvier 2024. La Polynésie ferait face à un vide juridique, et des substances dangereuses, présentant un danger pour la santé, notamment les stupéfiants (morphine, cocaïne...) ne seront plus encadrés et sécurisés.

Imaginez le chaos !

Pour éviter ce péril, il est impératif d'abroger ce texte aujourd'hui, afin de maintenir l'ancienne délibération n° 78-137 du 18 août 1978 qui deviendra caduque en janvier 2024, si rien n'est fait. Le vide menacerait l'ordre public et toute discussion sur ce sujet deviendrait impossible.

La sérénité guide une rédaction éclairée, le gouvernement ne manquera pas de nous présenter son futur projet de loi et j'invite l'assemblée à être attentive et partie prenante afin que, cette fois-ci, nous puissions produire une loi qui réponde aux attentes du *pays*.

Chers collègues, suite à l'exposé des arguments présents, je vous invite à voter cette abrogation pour qu'un nouveau texte puisse apporter la dignité aux patients nécessitant du cannabis thérapeutique, tout en incluant le potentiel économique que représente le CBD. Enfin, je rappelle que ce vote doit se faire aujourd'hui, sans quoi, nous exposons notre société à un vide, à une absence de protection contre les matières vénéneuses et notre société sera livrée à un trouble sans précédent.

*Merci bien.*

**Le président :** *Merci bien.*

*Y a-t-il un autre élu du Tavini qui souhaiterait prendre la parole ? Pauline.*

**M<sup>me</sup> Pauline Niva :** *Mesdames et Messieurs les membres élus, bonjour. À vous qui nous suivez, à nos chers amis de la presse, à nos chers collaborateurs ainsi qu'à notre gouvernement, chers ministres, chère vice-présidente, bonjour et merci d'avoir permis cette rencontre ce matin.*

*J'interviens pour celles et ceux qui nous suivent et qui ne comprennent pas très bien — la langue employée par Madame Béatrice — la langue française. Je souhaite donc et j'essaierai de résumer en quelque sorte le point fort de cette loi du pays que nous nous apprêtons à voter et qui porte sur l'abrogation de la loi du pays qui avait été approuvée au mois de janvier 2023.*

*Je n'ai pas l'intention de mettre à mal cette loi, mais de présenter quelques propositions que s'efforce de défendre le Tavini huiraatira dans cette nouvelle mandature. Comme l'a soulevé Mike, on a appris que le rôle de nos tradipraticiens, par rapport à l'utilisation du CBD, n'était pas pris en considération dans cette loi votée en début d'année, et que seul celui des pharmaciens l'était. C'est sur ce point que nous sommes en désaccord, puisque notre objectif est de valoriser nos tradipraticiens qui, pour soigner, font appel à des remèdes traditionnels propres à notre pays. Voilà notre position : que cette loi du pays soit complétée concernant les soins prodigués à notre population et notamment s'agissant de la méthode de soin utilisée par ce groupe de personnes (NDT, tradipraticiens). À notre niveau, nous ne pouvons pas fermer les yeux et ne rien dire puisqu'ils sont bien présents sur notre territoire.*

*Je me rappelle qu'à notre arrivée au sein de l'assemblée, quelques vendeurs d'âge avancé étaient passés proposer leurs produits à base d'huile de coco et de CBD. Vous en rappelez-vous ? Certains parmi nous en ont pris et d'autres non. Que pouvons-nous faire pour ces personnes dont c'est l'activité ? C'est justement le combat que mène le Tavini huiraatira au travers de la révision de cette loi : il faut prendre en compte ces personnes, qui sont originaires de chez nous, tout en étant vigilant et en encadrant solidement le contenu de cette loi du pays. L'encadrement d'une substance comme le cannabis ne doit pas se faire de manière confuse, comme on a pu le constater les années passées, et il ne doit pas devenir un poison pour notre population, notre peuple et notre jeunesse. C'est en encadrant cela correctement que l'on y arrivera.*

*Ainsi, il convient de remercier notre gouvernement, notre ministre de la santé et notre ministre en charge de la culture de maladie...non de l'agriculture — pas de maladie. Évidemment, Monsieur le ministre, vous ne cultivez pas de maladie mais des plantes alimentaires ! (Rire.) L'on vous remercie pour ce projet de loi du pays et d'avoir travaillé ensemble pour soutenir ce projet sur la recherche et la commercialisation de ces produits locaux qui sont utilisés au sein de notre pays. Ne fermons pas les yeux sur ce sujet.*

*Ce propos vient donc éclairer au mieux notre population afin que la culture et la commercialisation de ces produits dans notre pays soient bien encadrées et que les professionnels soient bien identifiés lorsqu'ils vendent ces produits à nos familles. Voilà ce que je voulais dire.*

*Merci pour votre attention. (Applaudissements dans la salle.)*

**Le président :** *Voilà. Merci bien. Plus d'autres interventions du côté du Tavini ? Voilà.*

*Avant de donner la parole à notre ministre, je demande au vice-président, Monsieur Flores, de venir me remplacer (NDT, au perchoir) car je dois rencontrer des élèves de Paea qui m'attendent actuellement dans la salle des commissions. Je demande également aux élus de Paea, Monsieur Allen et Madame Patricia, de nous rejoindre.*

(Présidence de M. Bruno Flores, deuxième vice-président de l'assemblée de la Polynésie française.)

**Le président :** Monsieur le ministre.

**M. Cédric Mercadal :** Ce n'est pas déconstruire. C'est justement reconstruire ensemble. L'idée était — celle que l'on veut tous, en fait — de pouvoir légaliser certaines substances qui font du bien à nos patients, parce que c'est ça la réalité des choses ! On parle de CBD, on va parler de cannabis thérapeutique et l'objectif est, pour tous, de pouvoir y arriver, pour une meilleure santé de nos patients.

Néanmoins, avec ce texte, on avait de réelles difficultés. On ne pouvait pas y arriver et nos patients étaient dans une grande détresse. Nous, on peut garantir une chose : c'est qu'en décembre, on aura déposé le texte et il partira pour avis au CÉSEC, il arrivera tantôt, très très vite, à l'assemblée. L'objectif, pourquoi l'urgence ? — et je réponds à ta question — : il faut un mois et 10 jours pour promulguer une loi et la rendre applicable. Donc, si on ne la prenait pas là, le texte, au 6 janvier, tombait et nous n'étions plus dans les délais. Donc, il fallait vraiment le faire là. C'était ça l'urgence. C'était pour ça qu'on l'avait passé en urgence au CÉSEC, c'était pour cela qu'on l'avait passé en urgence en commission. C'était pour le présenter, au plus tôt, devant ce nouvel hémicycle, devant ses représentants.

J'ai entendu le fait qu'il fallait justement une vraie phase d'expérimentation, et une vraie phase de dialogue surtout, et c'est la méthodologie qui a changé. On a dialogué avec tous, avec les associations, avec les pharmaciens, avec les professionnels de santé, l'Arass, les membres de l'assemblée. Tout le monde était présent dans le COPIL. On a travaillé en interministérialité. Il y avait mon confrère — qui est juste là —, mais il y avait aussi le ministre de l'économie et la présidence. On a tous été là, on a tous travaillé et le texte, on a vu des gens, des juristes, de manière interministérielle, de chaque institution, de chaque service, travailler ensemble et arriver à un résultat qui va vous être présenté très rapidement.

Donc, ce n'était pas déconstruire, c'était construire autrement. On vous le présentera et elle prendra en compte, justement, les défauts d'informations. Ça prendra en compte la prise en charge, ça prendra en compte les effets des expérimentations et son encadrement, parce que c'est la sécurité de nos patients qu'il faut viser, mais permettant aussi, de temps en temps, de pouvoir acheter, de pouvoir avoir accès au cannabis thérapeutique, dans des conditions réglementaires où l'État ne pourra pas attaquer.

Certes, j'entends qu'ils n'ont pas attaqué la loi du pays, mais ils nous ont bien fait comprendre que, dès que l'on prendrait une délibération ou un arrêté, celui-ci pourra être soumis à leur censure. Dans ce cadre-là, il fallait réécrire la loi pour qu'il n'y ait plus de question de pouvoir faire tomber ce texte, ces volontés de notre institution à vouloir avancer sur ce dossier, pour le bien de nos patients. Donc, on abroge et on présente un texte très rapidement, pour encadrer au mieux les besoins de nos patients et encadrer au mieux aussi la culture de tout ça ; parce que, oui, il faudra que, localement, on puisse développer le CBD, déjà dans un premier temps, et aller au-delà demain, quand la réglementation nous le permettra, et ce texte le permettra.

Je vous remercie.

**M. Taivini Teai :** Monsieur le représentant du président de l'assemblée, Madame la vice-présidente, chers amis ministres, Messieurs les membres élus de l'assemblée de la Polynésie française, Mesdames et Messieurs les médias, internautes et cher public.

Pour également, en tant que ministre de l'agriculture, apporter la contribution à cette loi du pays sur le cannabis thérapeutique, pour moi, une chose est très importante : en aucun cas il n'y aura de lot agricole domaniale pour la culture du cannabis thérapeutique. Donc, les personnes qui auront la possibilité d'avoir, par une agrémentation, la possibilité de cultiver du cannabis à des fins thérapeutiques, en relation avec des pharmaciens et médecins, ça sera sur des terrains privés ! Il est plus qu'important d'aller vers cette souveraineté alimentaire, d'aller vers la santé de la population, mais le cannabis thérapeutique ne sera pas cultivé sur des lots agricoles du Pays.

C'est l'information que je souhaitais apporter et aussi rassurer certains, parce que ce n'est pas un développement anarchique que nous souhaitons.

Merci.

**Le président :** *Merci aux ministres*, pour vos réponses.

#### Article LP 1

**Le président :** La discussion est ouverte maintenant sur l'article 1<sup>er</sup>. Est-ce qu'il y a des intervenants ?... Pauline, c'est à toi.

**M<sup>me</sup> Pauline Niva :** Je dois lire la LP 1, c'est bien cela ? Non, je ne dois pas lire. Je n'ai pas de commentaire. Merci.

**Le président :** Puisqu'il n'y a pas de discussion, on passe au vote de l'article 1<sup>er</sup>. Qui est pour ?... 41 voix. Contre ?... (M<sup>me</sup> Jeanne Santini, hors micro : « 14. ») Qui s'abstient ?... (M<sup>me</sup> Jeanne Santini, hors micro : « Aucune abstention. »). Pas d'abstention. O.K.

Nous passons au scrutin public pour le vote de la loi du pays, comme le prévoit l'article 114, dernier alinéa, de la loi statutaire et l'article 43 du règlement intérieur.

Je demande à Madame la secrétaire générale de faire l'appel des représentants. *Merci.*

**M<sup>me</sup> Jeanne Santini** procède à l'appel des représentants afin qu'ils indiquent le sens de leur vote :

M <sup>me</sup>	Teumere	Atger-Hoi	absente, procuration à M <sup>me</sup> Jeanne Vaianui, pour
M <sup>me</sup>	Teave	Boudouani-Chaumette	pour
M <sup>me</sup>	Frangélica	Bourgeois-Tarahu	pour

M <sup>me</sup>	Tahia	Brown	pour
M.	Michel	Buillard	absent, procuration à M. Henri Flohr, contre
M <sup>me</sup>	Yseult	Butcher-Ferry	absente, procuration à M <sup>me</sup> Tepuaurarii Teriitahi, contre
M.	Steve	Chailloux	pour
M.	Mike	Cowan	pour
M.	Henri	Flohr	contre
M.	Bruno	Flores	pour
M <sup>me</sup>	Rachelle	Flores	pour
M <sup>me</sup>	Béatrice	Flores-Le Gayic	pour
M <sup>me</sup>	Joëlle	Frebault	absente, procuration à M <sup>me</sup> Pascale Haiti-Flosse, contre
M.	Édouard	Fritch	contre
M <sup>me</sup>	Thilda	Garbutt-Harehoe	pour
M.	Antony	Géros	absent, procuration à M <sup>me</sup> Maurea Maamaatuaiahutapu, pour
M <sup>me</sup>	Pascale	Haiti-Flosse	contre
M.	Ueva	Hamblin	absent, procuration à M. Ah Ky Temarii, pour
M <sup>me</sup>	Maite	Hauata Ah-Min	pour
M.	Tevaipaea	Hoiore	pour
M <sup>me</sup>	Odette	Homai	pour
M <sup>me</sup>	Teura	Iriti	contre
M.	Benoit	Kautai	absent, procuration à M <sup>me</sup> Teura Iriti, contre
M <sup>me</sup>	Marielle	Kohumoetini	pour
M <sup>me</sup>	Teremuura	Kohumoetini-Rurua	pour
M.	Nuihau	Laurey	pour
M.	Heinui	Le Caill	absent, procuration à M. Tevaipaea Hoiore, pour
M.	Tematai	Le Gayic	absent, procuration à M <sup>me</sup> Elise Vanaa, pour
M.	Simplicio	Lissant	absent, procuration à M <sup>me</sup> Cathy Puchon, contre
M.	Cliff	Loussan	pour
M <sup>me</sup>	Maurea	Maamaatuaiahutapu	pour
M.	Vincent	Maono	absent, procuration à M. Cliff Loussan, pour
M.	Tahuhu	Maraeura	absent, procuration à M <sup>me</sup> Sonia Punua-Taae, contre
M <sup>me</sup>	Hinamoeura	Morgant-Cross	pour
M <sup>me</sup>	Pauline	Niva	pour
M <sup>me</sup>	Patricia	Pahio-Jennings	absente, procuration à Ruben Teremate, pour
M <sup>me</sup>	Cathy	Puchon	contre
M <sup>me</sup>	Sonia	Punua-Taae	contre
M.	Frédéric	Riveta	contre
M.	Allen	Salmon	absent, procuration à M <sup>me</sup> Béatrice Flores-Le Gayic, pour
M <sup>me</sup>	Nicole	Sanquer	pour
M.	Edwin	Shiro-Abe Peu	pour
M.	Tafai, Mitema	Tapati	pour
M.	Ernest	Teagai	pour
M.	Ah Ky	Temarii	pour
M.	Oscar, Manutahi	Temaru	absent, procuration à M. Bruno Flores, pour
M.	Tevahiarui	Teraiarue	pour
M.	Ruben	Teremate	pour
M <sup>me</sup>	Tepuaurarii	Teriitahi	contre
M.	Pierre	Terou	pour
M.	Félix, Hoa	Tetua	absent, procuration à M <sup>me</sup> Tahia Brown, pour
M <sup>me</sup>	Lana	Tetuanui	absente, procuration à M. Édouard Fritch, contre
M <sup>me</sup>	Sylvana	Tiatoa	pour
M.	Gaston	Tong Sang	absent, procuration à M. Frédéric Riveta, contre
M <sup>me</sup>	Vahinetua	Tuahu	pour
M <sup>me</sup>	Jeanne	Vaianui	pour
M <sup>me</sup>	Élise	Vanaa	pour



**Le président :** *Merci.* L'ensemble de la loi du pays est adopté par 41 voix pour, 16 voix contre et pas d'abstention. (*Applaudissements sur certains bancs du groupe Tavini huiraatira.*)

*Merci bien.*

RAPPORT N° 104-2023 SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 95-109 AT DU 3 AOÛT 1995 MODIFIÉE RELATIVE AUX RAPPORTS ENTRE LES PROFESSIONNELS DE SANTÉ DU SECTEUR PRIVÉ ET LA CAISSE DE PRÉVOYANCE SOCIALE

Présenté par M<sup>mes</sup> les représentantes Rachel Flores et Pauline Niva

**Le président :** On passe au rapport n° 104-2023 sur le projet de loi du pays portant modification de la délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée relative aux rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la caisse de prévoyance sociale.

Je demande au gouvernement d'exposer l'économie générale du projet. *Merci.*

**M. Cédric Mercadal :** Sept cent cinquante (750) professionnels de santé, chaque année, conventionnées, viennent à la Caisse de prévoyance sociale signer un avenant. La réalité des choses est que, chaque année, on fait déplacer 750 personnes, juste pour signer un avenant sur lequel il a été négocié, par les organismes syndicaux, signé avec la Caisse, et où tout le monde est d'accord. Chaque année, on fait venir des gens des îles pour qu'ils viennent signer leur convention. Chaque année, on embête l'ensemble des gens, des personnes, des professionnels de santé, des gens de la Caisse, tout le temps, pendant quatre mois, on demande juste de venir signer des papiers, pour rendre opposables les tarifs que le gouvernement a accepté, que les partenaires ont accepté et que l'on fait approuver par le Conseil des ministres, chaque année ; en demandant, de temps en temps avec les retards de traitement, de faire des arrêtés prorogeant les tarifs, le temps que tout le monde vienne signer. Donc, on fait une usine à gaz, depuis des années, afin de répondre à des situations juste juridiques.

On a décidé de simplifier les choses, en disant qu'à partir du moment où le syndicat, et que la Caisse avait approuvé un même avenant, qu'il était approuvé en Conseil des ministres, les gens viendront juste refuser le bénéfice de cet avenant. C'est une inversion de la charge de la preuve, c'est beaucoup plus simple : les tarifs s'appliqueront de suite et c'est juste beaucoup plus simple. C'est ça. De temps en temps il ne faut pas forcément réinventer la roue, il faut juste changer le texte pour qu'il soit plus simple, plus accessible à tous, pour arrêter de faire des usines à gaz dans les systèmes administratifs !

Voilà. C'est une vraie proposition. On aurait pu faire de grandes modifications telles que demandées depuis des années sur le tissu conventionnel, mais déjà faire ça, cela simplifie les choses ! C'était une mesure à 100 jours, elle a été déposée, elle est passée, elle doit être votée aujourd'hui. Parce que là aussi, si elle ne rentre pas en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier, nous serons en difficulté. Mais bon, c'est simplifier la vie des gens, c'est tout ce que l'on fait au travers de ce texte et c'est ça le plus important !

Je vous remercie.

**Le président :** *Merci, Monsieur le ministre.*

Madame Rachel Flores, rapporteure, souhaitez-vous faire une présentation du rapport ?

**M<sup>me</sup> Rachel Flores :** Merci, Monsieur le président.

Avant de commencer, j'aimerais encore une fois adresser mes sincères condoléances à notre chère collègue, Teumere Atger, qui vient de perdre son papa — papa Léon, qui nous laisse un bel héritage, papa Léon qui était un fervent militant du Tavini huiraatira et aussi qui était un retraité du marché de Papeete.

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les représentants, chers ministres, chers internautes, cher public, chers collègues, chers professionnels, *bonjour.*

Le présent projet de loi du pays a été transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, par lettre n° 7591/PR du 20 octobre 2023.

La délibération n° 95-109 AT du 3 août 1995 modifiée est venue préciser les relations entre les professionnels de santé du secteur privé et la Caisse de Prévoyance sociale par conventionnement. La mise en place de ces conventions a pour but de maîtriser l'évolution des dépenses de santé, dans le maintien d'une médecine de qualité. À l'heure actuelle, sur 748 professionnels de santé concernés par le présent dispositif, 696 professionnels sont conventionnés.

Les projets de conventions, d'annexes et d'avenants font l'objet de négociations entre les organisations syndicales représentant les catégories de professionnels de santé concernées et la CPS. Ils sont approuvés par délibération du conseil d'administration de la CPS, avant d'être rendue exécutoire par arrêté pris en Conseil des ministres. Une fois cette formalité accomplie, ils entrent en vigueur après approbation par arrêté en Conseil des ministres. Toute reconduction doit également faire l'objet d'une approbation par le Conseil des ministres.

Chaque projet d'avenant aux conventions collectives, contenant les orientations et les tarifs prévus pour l'année N+1, doit être approuvé par délibération du conseil d'administration de la CPS, avant d'être rendue exécutoire par arrêté pris en Conseil des ministres. Une fois en vigueur, l'avenant doit être signé individuellement par le professionnel de santé et la CPS entraînant ainsi la mise en œuvre d'une procédure particulièrement contraignante et engendrant une mobilisation importante des services techniques de la CPS.

Par ailleurs, compte tenu des contraintes liées à la procédure administrative d'approbation des avenants, le dispositif conventionnel en vigueur est systématiquement maintenu, à titre transitoire, par arrêté pris en Conseil des ministres, jusqu'à la prise d'effet de l'avenant.

Le présent projet de loi du pays propose de modifier la délibération du 3 août 1995 précitée afin, d'une part, de simplifier le processus de maintien du dispositif conventionnel à titre transitoire, en prévoyant son maintien de plein droit jusqu'à la prise d'effet du nouvel avenant, ou au plus tard, jusqu'à la fin du premier trimestre de l'année N+1 ; et, d'autre part, d'alléger la procédure d'adhésion des professionnels de santé aux avenants successifs aux conventions collectives, en instaurant un mécanisme d'adhésion tacite pour les avenants. Ce mécanisme pourra être mis en œuvre par le biais du téléservice mis en place par la CPS depuis 2014.

Examiné en commission le 31 octobre 2023, le présent projet de texte a suscité des échanges qui ont ainsi permis à la commission d'aborder principalement les points suivants :

- l'objectif premier du projet de texte, qui est de simplifier les démarches administratives, tant pour les services de la CPS que pour les professionnels de santé, étant précisé que les modifications proposées ont été demandées par ces derniers ;
- les travaux en cours sur les orientations en matière de régulation des conventionnements, de *numerus clausus* ou sur l'éventuelle intégration des autres professionnels de santé dans ce dispositif, tout en s'inscrivant également dans le cadre d'une maîtrise effective de l'évolution des dépenses de santé.

À l'issue des débats, le présent projet de loi a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission. En conséquence, la commission de la santé, de la solidarité, du travail et de l'emploi propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de loi du pays ci-joint.

*Merci.*

**Le président :** *Merci bien.* Pour la discussion générale, comme décidé en conférence des présidents, le temps de parole est réparti comme suit : Tavini huiraatira dispose de 36 minutes, Tapura huiraatira de 15 minutes et les non-inscrits de 9 minutes.

J'invite l'intervenant des non-inscrits à prendre la parole. *Merci.*

**M. Nuihau Laurey :** Oui. Merci, Monsieur le président.

Madame la vice-présidente, Mesdames les ministres, Messieurs les ministres, mes chers collègues, Mesdames et Messieurs de la presse et du public, *bonjour.*

Je ne vais pas m'étendre beaucoup sur ce texte, puisqu'il a été clairement explicité, et par le ministre et par le rapporteur. C'est un texte de simplification, notamment sur deux points qui sont essentiels : le premier point, c'est le maintien, en l'état, des tarifs au cas où les discussions avec les professionnels prennent du temps et donc, il est proposé de continuer à appliquer les tarifs de conventionnement au maximum trois mois après la fin des conventions ; et le deuxième — je pense que le ministre l'a bien expliqué —, c'est une forme d'inversion de la charge de la preuve, et au lieu de faire signer quasiment 90 % des 750 professionnels de santé, un système de reconduction du dispositif, on fait signer que ceux qui veulent se détacher du dispositif.

Nous sommes tout à fait pour ce dispositif. Lors de la précédente mandature, à plusieurs reprises, nous avons demandé au gouvernement d'appliquer ce dispositif sur beaucoup de sujets, dans la relation entre l'administration et les usagers. Nous allons voter en faveur de ce texte.

Nous sommes toujours dans l'attente — j'en profite — de la proposition de réforme de la PSG. On vient de recevoir la proposition de réforme fiscale, qu'on va examiner en commission demain — qui nous a beaucoup déçu, je dois le dire — et donc, concernant la réforme de la PSG, j'ai juste une question : puisque ce système de conventionnement est central dans la relation entre les professionnels et la CPS, en ce sens qu'il définit les tarifs et les modalités de remboursement. Sur ce point, l'autre dispositif, qui est central aussi dans la maîtrise des dépenses de santé, c'est celui du ticket modérateur. On entend beaucoup de choses sur le ticket modérateur, notamment qu'il y a, en projet, une baisse de ce ticket de 70 à 65. Donc, est-ce que c'est finalement le cas ? De manière générale, sur ce sujet du ticket modérateur, quelle est la philosophie du gouvernement, dans le cadre de ces travaux de réforme qui vont nous être présentés, j'espère le plus rapidement possible ?

*Merci.*

**Le président :** *Merci.* J'invite maintenant l'intervenant du groupe Tavini huiraatira. Pauline.

**M<sup>me</sup> Pauline Niva :** *Mes plates excuses pour ce léger contretemps. Chers membres élus, chers ministres, Madame la vice-présidente, à toutes et à tous ici réunis, bonjour et je suis ravie d'être parmi vous. Monsieur le représentant, à nos personnels, au public qui nous suit, recevez toute mon amitié et tout mon respect.*

Le présent projet de loi du pays a été transmis aux fins d'examen par l'assemblée, par lettre n° 7590-PR du 20 octobre 2023.

Pour rappel, la loi du pays n° 2023... *Mes plates excuses une nouvelle fois car l'on s'est encore trompé de dossier. En effet, Patricia est la rapporteure de ce dossier mais elle a dû s'absenter. Peut-être que Patricia est arrivée ? Ah, non.*

*Voici notre rapport.*

Le projet de loi de pays qui nous rassemble aujourd'hui concerne une simplification des mesures réglementaires qui encadrent les prestataires de santé conventionnées. Comme le ministre l'a indiqué, 750 professionnels de santé.

Comme il a été rappelé lors de l'énoncé des motifs, le présent projet de loi du pays poursuit deux objectifs. La première, simplifier le processus de maintien du dispositif conventionnel à titre transitoire. Deuxièmement, alléger la procédure d'adhésion des professionnels de santé aux avenants successifs aux conventions collectives.

Les professionnels de santé du secteur privé sont soumis actuellement à un dispositif contraignant qui nécessite plusieurs allers-retours. La situation a été rappelée en commission par le représentant du ministre de la santé, de manière claire et précise, et voici ce qu'il dit :

« Ce qui se passe, concrètement, c'est que les parties s'accordent sur un tarif, puis ces tarifs sont soumis à l'approbation du conseil d'administration de la CPS. Ensuite, les délibérations du conseil d'administration de la CPS sont rendues exécutoires en Conseil des ministres et là, on attend que l'arrêté, qui rend exécutoire ces délibérations, soit publié au JOPF, pour inviter les parties à venir signer l'avenant. Lorsque l'avenant est signé, celui-ci est renvoyé en Conseil des ministres pour approbation. » Ce n'est pas fini. « Ensuite, on attend que cet avenant signé soit publié au JOPF, donc entre en vigueur, et c'est seulement à ce moment-là qu'on invite individuellement chaque professionnel de santé à venir signer l'avenant pour que celui-ci soit opposable. C'est cette procédure que l'on propose de simplifier. C'est un vrai parcours du combattant. D'une part, permettre déjà qu'ils puissent adhérer de manière tacite aux avenants (aux nouveaux tarifs) et, d'autre part, de leur permettre la possibilité de sortir de ce régime conventionnel, en leur laissant un délai d'un mois pour notifier à la CPS leur décision de sortir ou pas. Si aucune décision de refus n'est notifiée, on considère alors que son adhésion a été tacitement effectuée. » Fin de citation.

On comprend bien que le circuit initial pourrait et devrait être amélioré, c'est le sens du projet de loi qui nous est présenté aujourd'hui. Cela va faciliter les démarches pour les acteurs actuellement conventionnés, je rappelle 750.

Au cours des discussions en commission, un intérêt particulier a été porté au *numerus clausus* ainsi qu'aux catégories de professionnels de santé du secteur privé, reconnus jusqu'à présent pour adhérer au régime conventionné. Comme exemple : les médecins, les infirmiers, les chirurgiens-dentistes, les sages-femmes, les orthophonistes, les laboratoires et les masseurs-kinésithérapeute.

C'est pourquoi, au-delà du projet de texte soumis à notre attention aujourd'hui, nous invitons le gouvernement, notre *gouvernement du pays*, notre *ministre*, à la réflexion sur la possibilité d'ouverture ou l'extension même des conventionnements à d'autres catégories de professionnels de santé du privé, tels que les chiropracteurs, les podologues et autres spécialistes, afin que notre *population* puisse bénéficier plus facilement des services de ces derniers, mais également d'obtenir le remboursement de ces soins.

Oui, mais *qu'en est-il du statut de nos tradipraticiens ? Qu'en est-il de leur situation ?*

Ce matin, j'ai eu une pensée — surtout Patricia —, une petite pensée particulière pour nos tradipraticiens qui font la promotion de notre médecine bio traditionnelle, à travers leurs potions, leurs massages traditionnels et tout leur savoir-faire transmis par nos *ancêtres*. Il est vrai que tous les partis politiques ont eu à cœur de promouvoir cette médecine bio traditionnelle, mais force est de constater que la reconnaissance du statut légal de nos tradipraticiens, nos *tahua rā'au* (NDT, tradipraticiens), nos *masseurs traditionnels*, n'est toujours pas définie jusqu'à ce jour. Et pourtant, qui d'entre nous n'a pas eu recours aux *remèdes traditionnels*, qui d'entre nous n'a pas eu recours à nos masseurs pour se soigner ? Et, nous reconnaissons aujourd'hui leurs bienfaits, n'est-ce pas chers élus ?

Au travers de son programme politique, le Tavini huiraatira mentionne d'ailleurs la reconnaissance du statut tant attendu du tradipraticien.

Revenons, chers collègues, à notre projet de loi du pays qui simplifie le renouvellement des conventions pour les prestataires de santé du secteur privé conventionnés, qui est tant attendu à de nombreux échelons de la société à cet égard. Chers collègues, je vous invite à voter favorablement ce projet de loi.

*Merci bien. Que l'amour règne.*

**Le président :** *Merci.*

J'invite maintenant l'intervenant du groupe Tapura huiraatira à prendre la parole. Merci.

**M<sup>me</sup> Pascale Haïti :** Madame la vice-présidente de la Polynésie française, Monsieur le Président de la Polynésie française, Mesdames et Messieurs les ministres, Mesdames et Messieurs les représentants à l'assemblée de la Polynésie française, chers collègues, *bonjour*.

Je confirme bien, Nuihau, que ce texte faisait partie du gouvernement d'Édouard Fritch — il était bien sûr dans les cartons — et ça, c'est de source sûre puisque le ministre n'avait pas de projet, il fallait bien en chercher. Eh bien, il en a trouvé, c'est celui-ci... (*Réaction d'un représentant.*) Eh bien si, il faut remettre les choses à leur place !

Ce projet de loi du pays, que le gouvernement Brotherson soumet à notre approbation, ne pose aucune difficulté majeure, tant il vise à améliorer et à rendre plus fluide les rapports entre les professionnels de santé du secteur privé et la CPS.

Ces praticiens, qu'ils soient médecins-généralistes, infirmiers, orthophonistes ou encore sages-femmes, sont, en effet, de plus en plus sollicités par nos concitoyens et toute amélioration de leurs conditions de travail ne peut que contribuer au bien-être de la société en général.

Les modifications — somme toutes mineures — apportées à la délibération n° 95-109 du 3 août 1995, qui constitue le socle des conventions passées avec une grande majorité de ces libéraux — on en dénombre 693 sur un total de 748 —, vont ainsi permettre d'alléger des procédures administratives qualifiées de chronophages, notamment à chaque fois qu'un avenant est pris entre les parties concernées.

Ces mesures de simplification — sur lesquelles je ne m'étendrai pas — interviennent à la demande des professionnels et à n'en pas douter, elles devraient recevoir l'assentiment des membres du Conseil économique, social, environnemental et culturel, le CÉSEC, dont l'avis n'avait pas encore été officiellement rendu lors de l'examen préliminaire du texte en commission de la santé, le 31 octobre dernier.

Naturellement, le groupe Tapura huiraatira apporte son soutien à cette consolidation du cadre réglementaire, telle que posée par la délibération n° 95-109 du 3 août 1995.

Je vous remercie.

**Le président :** *Merci.* Est-ce qu'il y a d'autres interventions, *non ?...* Oui, Monsieur Fritch.

**M. Édouard Fritch :** *Merci pour ces échanges.*

*Il est vrai qu'il s'agit là d'un ancien projet, en quelque sorte, et je suis ravi puisque l'on vote pour plus de simplification.*

*Par contre, je voudrais juste attirer votre attention sur le budget destiné à la caisse maladie de notre pays.*

*Vous savez, lorsque l'on a commencé à réfléchir à la réforme de notre protection sociale généralisée (PSG), le statut des infirmiers et celui des médecins ont été examinés et beaucoup de questions sont restés en suspens parce qu'il y a énormément de dépenses.*

*La question des jours chômés, des jours fériés, des jours ouvrables, des certificats médicaux — et comme il a été dit, ils sont près de 800 — a été abordée lors de ces réunions de travail. Évidemment que c'est très compliqué, mais, pouvons-nous nous contenter d'échanges de la sorte ? Certes, on peut simplifier cela à l'aide de moyens numériques, mais le personnel de la CPS ne doit pas abandonner sa mission de contrôle par rapport à ce qui se passe au niveau des soins et des professionnels de santé — on est dans le privé, là — car beaucoup d'argent est investi pour soigner la maladie dans notre pays.*

*Et comme vous avez pu l'entendre, tout comme moi d'ailleurs, cette année le budget de la PSG se verra supérieur au budget du pays. C'est tout.*

*. C'est vrai que le fait de simplifier est appréciable. D'ailleurs, comme vous l'avez suggéré, et nous y avons pensé également, je voterai en faveur de ce projet de loi du pays, mais, de mon côté, je ne vous cacherais pas que je me suis interrogé sur les éventuelles conséquences qui pourraient avoir lieu suite à ces simplifications. Il ne faudrait pas que le personnel de la CPS notamment — puisqu'il est question de la CPS et non des affaires du gouvernement du pays — mette de côté le suivi, mais qu'il contrôle attentivement les dépenses engagées par ces professionnels de santé, qu'ils soient médecins généralistes, médecins spécialistes, dentistes, gynécologues, etc. Énormément d'argent pourrait être perdu au travers de ce projet.*

*Voilà, merci.*

**Le président :** *Merci.*

Oui, Nicole.

**M<sup>me</sup> Nicole Sanquer :** *Merci, Monsieur le président.*

J'avais une question, Monsieur le ministre.

Aujourd'hui, nous débattons du renouvellement du conventionnement avec les professionnels de santé du secteur privé. Aujourd'hui, nous avons beaucoup de jeunes diplômés qui reviennent pour exercer en Polynésie française mais, malheureusement, ils ont du mal à obtenir une convention. J'avais interrogé l'ancien ministre de la santé sur ce sujet et, comme votre conseiller technique nous a annoncé ce grand chantier réglementaire, ma question est celle-ci : aujourd'hui, quand un médecin veut prendre sa retraite ou céder son cabinet, il fixe un prix comme une négociation commerciale et, dans son prix, il y a aussi le prix de la convention, alors qu'il me semble que ces conventions sont nominatives et l'ancien ministre de la santé m'avait répondu « ce sont les us et coutumes, qu'on vende son affaire avec la convention », ce qui évidemment pénalise nos jeunes qui reviennent, parce qu'ils n'arrivent pas à obtenir la convention. Je voudrais avoir votre avis. Comptez-vous modifier ce système de transmission de convention, puisque cette convention reste tout de même nominative, ou pensez-vous poursuivre sur ce qui existe déjà ?

Je vous remercie.

**Le président :** *Merci.*

*Y a-t-il d'autres interventions ? Monsieur Tapati.*

**M. Tafai, Mitema Tapati :** *Oui, bonjour à tous. Cher gouvernement de Mā'ohi Nui (NDT, l'équivalent de la Polynésie française), Monsieur le président, à toutes et à tous ici présents, à nos amis qui sont en déplacement sur la métropole, bonjour. À la population polynésienne qui nous regarde et nous écoute, bonjour. Merci pour ce débat qui nous concerne et que nous tenons.*

*On parle des professionnels de santé en charge des longues maladies de notre population et l'on sait évidemment que même si le nombre de médecins s'accroît chez nous, le mal dont souffre notre population ne disparaîtra jamais ! Notre population est proie à diverses longues maladies, mais celle-ci n'est pas tombée malade par hasard ! On a tout fait pour qu'elle le devienne et c'est ce qu'elle subit aujourd'hui. On parle d'une partie des gens (NDT, professionnels de santé) qui prodiguent des soins à notre population et qui sont officiellement reconnus par la loi, mais concernant les tradipraticiens Polynésiens, qui eux aussi prodiguent des soins à notre population au sein de leurs foyers ou dans des lieux un peu..., on en parle très peu. Notre population considère que ces experts (NDT, tradipraticiens) lui coûtent moins chers, car lorsqu'elle fait appel à ces derniers, parfois, ils ne demandent qu'un paquet de tabac à nos malades, ainsi que du riz et du sucre. Nous n'avons rien prévu pour eux alors qu'ils sont nombreux ! Ils prodiguent des soins de la naissance de l'enfant jusqu'à ce qu'il atteigne le troisième âge, mais, effectivement, nous échangeons et faisons très peu pour eux.*

*Voici ma question au ministre : pourrait-on — puisqu'il ne faudrait pas trop tarder mais se hâter un peu — préparer un texte avec quelques mesures officielles pour ces personnes (NDT, tradipraticiens) ? Car, je me rappelle que lors de la covid 19, ces personnes (NDT, tradipraticiens) ont été d'une très grande aide pour notre population avec leurs remèdes traditionnels.*

*Voilà, c'est mon avis.*

*Merci bien, Monsieur le président.*

**Le président :** *Merci. Plus d'intervention ?* La discussion générale est maintenant close.

J'invite le gouvernement à prendre la parole pour répondre aux interventions des orateurs.

*Merci.*

**M. Cédric Mercadal :** Pour la question des tiroirs, je ne sais pas ce texte-là. Depuis 2013, il traîne sur des piles de documents et il n'a jamais été validé par l'ancien gouvernement. J'en parle parce que je pense l'avoir rédigé en d'autre temps ; et jamais adopté, jamais pris, alors que c'est une mesure simple à prendre. Je ne sais pas pourquoi, mais je peux vous dire que nous on l'a fait, et c'est ça le plus important. Ce n'est pas de dire que c'était dans le tiroir. *(Applaudissements dans la salle.)*

Après, le conventionnement ne passe pas que par cela. Il faut réformer, dans le cadre de la PSG, le conventionnement. Il est nécessaire d'en parler, parce que c'est un vrai impact sur les politiques publiques, sur les comptes, parce que les montants faramineux, cumulés par ces conventions, sont importants, en matière de dépenses maladies. Il y a aussi le rapport que l'on a avec les privés, dans le soin de chacun de nos patients, et dans la régulation de la longue maladie et la prise en charge aussi des familles les plus démunies ; parce qu'il ne faut pas oublier que les infirmiers, et autres, vont dans des quartiers, où les autres ne vont pas, et c'est *via* cette convention, et le tiers payant, que ça le permet, et d'avoir un soin beaucoup plus étendu.

Donc oui, il faudra en parler dans le cadre de la PSG, et oui, il faudra faire quelque chose parce que moi, j'ai un chiffre en tête : 140 médecins polynésiens ont réussi les études de médecine et sont partis d'ici. Ils ont fait la première année ici et ils sont partis ; 140 étudiants en médecine, qui pourront revenir demain. Donc, il faudra aussi réguler ces conventionnements demain pour leur permettre de revenir plus facilement, avec des dispositifs qui vont être fiscaux, mais qui pourraient être aussi de revenir au pot des conventions qui retourneront ; ça serait peut-être aussi une solution, mais il faut en parler, parce qu'il y a des gens qui ont acheté ces conventions et qui vont se retrouver dans des situations très difficiles. Donc, ce n'est pas si simple que ça, mais il faut le penser. Il faut faire en sorte que nos Polynésiens puissent revenir à la maison parce que si, demain, on veut des soins, avec une population qui reste sur place, il faudra faire en sorte que nos Polynésiens reviennent, après qu'ils aient fait des études, et qu'on leur favorise leur implantation sur notre pays. Ça, c'est notre devoir, et c'est un travail qui doit être aussi mené dans le cadre de la PSG.

Je sais que les grandes évolutions... Je profite de l'instant pour parler du ticket modérateur puisque la question m'a été posée. *C'est impossible !* Moi, il n'y a pas de question sur le ticket modérateur ! Je sais que cela permet de gagner beaucoup d'argent, mais cela permet aussi de mettre en difficulté toute une partie de notre population, et surtout les plus nécessiteux, ceux qui ont des petits salaires. Cela doit être débattu, cela ne doit pas être une histoire d'arrêt en Conseil des ministres — parce que c'est comme ça que ça se ferait. C'est un vrai débat qu'il faudra avoir, dans l'équilibre général de la Protection sociale généralisée, auquel vous participerez — parce que j'ai changé de méthodologie.

On en a parlé sur le texte d'avant. Il est prévu que, dès décembre, on réunisse tous les partenaires pour faire, chaque mois, une thématique sur laquelle nous allons travailler, sortir un texte chaque mois et essayer de faire avancer cette PSG, plutôt que de l'avoir dans un processus global de gouvernance, d'équilibre. Prendre des mesures, de vraies mesures concrètes, pour faire baisser le coût de la maladie, mieux répartir les charges, parce qu'aujourd'hui, de temps en temps, cette PSG est injuste. Il faut rééquilibrer la justice dans cette PSG, parce que c'est notre contrat qui nous lie tous, et c'est sur ça que l'on va travailler tous les mois ensemble. On parlera de longue maladie, du ticket modérateur, de contrôle de tout ça, et de prise en charge de certaines maladies qui ne le sont pas, alors qu'elles devraient l'être. On va en parler vraiment. Il y a des actes qui ne devraient pas être pris, mais qui le sont et d'autres qui ne devraient pas l'être et qui le sont pas. Je ne sais pas. À un moment, il faut remettre les choses sur la table et faire les choses plus simplement, de manière plus juste et équitable. Donc, ça sera toute l'évolution de la PSG ; et la PSG a un coût, il faudra en parler aussi. On en parlera, on a un an pour en débattre. On a établi le budget de la PSG pour un an. On a un an pour avancer dessus ensemble.

J'espère avoir répondu sur le conventionnement. J'espère avoir répondu sur le *numerus clausus* parce que, oui, il faudra travailler dessus.

Sur le statut des tradipraticiens c'est un autre texte, mais il devra être pris en compte. Aujourd'hui, et depuis 1984, la médecine chinoise est reconnue, et on n'a pas reconnu la nôtre. Il faudra l'écrire, reconnaître notre médecine polynésienne. Il faudra aussi, sous des conditions de sécurité, parce qu'il faut aussi assurer la sécurité médicale de ce que l'on fait, de quels actes en ont fait, mais il faut reconnaître notre médecine polynésienne parce que, oui — Pauline tu as raison —, on est tous à prendre des *remèdes traditionnels* à un moment donné. C'est aussi intégrer notre culture dans notre manière de nous guérir ; et donc, le statut des tradipraticiens sera présenté, l'année prochaine. C'est prévu, on va travailler dessus, on est en train.

Je sais que l'alimentation c'est ce qui permettra, demain, d'améliorer le coût de la santé. Mais avant ça, il faudra prendre en compte aussi les soins pour nos plus anciens parce que, mine de rien, il nous faudra des praticiens, il nous faudra les rémunérer. Il faudra faire en sorte que les plus de 65 ans, qui sont en difficulté de maladie, soient guéris et, donc, encadrés médicalement aussi de cette activité. Mais faire en sorte que nos populations aillent mieux, car c'est par ce que l'on mange — et je suis d'accord avec toi, Tapati — c'est là aussi que ça compte ! Ça commence là, ça commence par l'assiette, ça commence par le sport. 80 % de l'état de santé d'une personne, ce n'est pas forcément son soin ! 80 % c'est son activité physique, c'est son stress au quotidien, c'est sa gestion de son alimentation et c'est sur lequel on va devoir travailler en profondeur, tous ensemble, dans le cadre du schéma directeur.

J'espère avoir répondu à chacune de vos questions. Je vous remercie.

**Le président :** *Merci, Monsieur le ministre.*

Nous passons à l'examen de la loi du pays.

*Article LP 1*

**Le président :** La discussion est ouverte sur l'article LP 1. Pas de discussion ? *Non, il n'y a plus d'interventions ?* Nous passons au vote de l'article LP 1. Qui est pour ? À l'unanimité.

Article LP 2

**Le président :** La discussion est ouverte sur l'article LP 2. *Pas d'intervention ? Qu'y a-t-il, vous avez faim ?*

On passe au vote à l'article LP 2. Qui est pour ? Unanimité. *Merci.*

Nous passons au scrutin public pour le vote de la loi du pays, comme le prévoit l'article 142, dernier alinéa, de la loi statutaire et l'article 43 du règlement intérieur.

Je demande à Madame le secrétaire général de faire l'appel des représentants. *Merci.*

**M<sup>me</sup> Jeanne Santini** procède à l'appel des représentants afin qu'ils indiquent le sens de leur vote :

M <sup>me</sup>	Teumere	Atger-Hoi	absente, procuration à M <sup>me</sup> Jeanne Vaianui, pour
M <sup>me</sup>	Teave	Boudouani-Chaumette	pour
M <sup>me</sup>	Frangélica	Bourgeois-Tarahu	pour
M <sup>me</sup>	Tahia	Brown	Pour
M.	Michel	Buillard	absent, procuration à M. Henri Flohr, pour
M <sup>me</sup>	Yseult	Butcher-Ferry	absente, procuration à M <sup>me</sup> Tepuaurarii Teriitahi, pour
M.	Steve	Chailloux	pour
M.	Mike	Cowan	pour
M.	Henri	Flohr	pour
M.	Bruno	Flores	pour
M <sup>me</sup>	Rachelle	Flores	pour
M <sup>me</sup>	Béatrice	Flores-Le Gayic	pour
M <sup>me</sup>	Joëlle	Frebault	absente, procuration à M <sup>me</sup> Pascale Haiti-Flosse, pour
M.	Édouard	Fritch	pour
M <sup>me</sup>	Thilda	Garbutt-Harehoe	pour
M.	Antony	Géros	absent, procuration à M <sup>me</sup> Maurea Maamaatuaiahutapu, pour
M <sup>me</sup>	Pascale	Haiti-Flosse	pour
M.	Ueva	Hamblin	absent, procuration à M. Ah-Ky Temarii, pour
M <sup>me</sup>	Maite	Hauata Ah-Min	pour
M.	Tevaipaea	Hoiore	pour
M <sup>me</sup>	Odette	Homai	pour
M <sup>me</sup>	Teura	Iriti	pour
M.	Benoit	Kautai	absent, procuration à M <sup>me</sup> Teura Iriti, pour
M <sup>me</sup>	Marielle	Kohumoetini	pour
M <sup>me</sup>	Teremuura	Kohumoetini-Rurua	pour
M.	Nuihau	Laurey	pour
M.	Heinui	Le Caill	absent, procuration à M. Tevaipaea Hoiore, pour
M.	Tematai	Le Gayic	absent, procuration à M <sup>me</sup> Elise Vanaa, pour
M.	Simplicio	Lissant	absent, procuration à M <sup>me</sup> Cathy Puchon, pour
M.	Cliff	Loussan	pour
M <sup>me</sup>	Maurea	Maamaatuaiahutapu	pour
M.	Vincent	Maono	absent, procuration à M. Cliff Loussan, pour
M.	Tahuhu	Maraeura	absent, procuration à M <sup>me</sup> Sonia Punua-Taae, pour
M <sup>me</sup>	Hinamoeura	Morgant-Cross	pour
M <sup>me</sup>	Pauline	Niva	pour
M <sup>me</sup>	Patricia	Pahio-Jennings	absente, procuration à Ruben Teremate, pour
M <sup>me</sup>	Cathy	Puchon	pour
M <sup>me</sup>	Sonia	Punua-Taae	pour
M.	Frédéric	Riveta	pour
M.	Allen	Salmon	absent, procuration à M <sup>me</sup> Béatrice Flores-Le Gayic, pour
M <sup>me</sup>	Nicole	Sanquer	pour
M.	Edwin	Shiro-Abe Peu	pour
M.	Tafai, Mitema	Tapati	pour
M.	Ernest	Teagai	pour

M.	Ah Ky	Temarii	pour
M.	Oscar, Manutahi	Temaru	absent, procuration à M. Bruno Flores, pour
M.	Tevahiarui	Teraiarue	pour
M.	Ruben	Teremate	pour
M <sup>me</sup>	Tepuaurui	Teriitahi	pour
M.	Pierre	Terou	pour
M.	Félix, Hoa	Tetua	absent, procuration à M <sup>me</sup> Tahia Brown, pour
M <sup>me</sup>	Lana	Tetuanui	absente, procuration à M. Édouard Fritch, pour
M <sup>me</sup>	Sylvana	Tiatoa	pour
M.	Gaston	Tong Sang	absent, procuration à M. Frédéric Riveta, pour
M <sup>me</sup>	Vahinetua	Tuahu	pour
M <sup>me</sup>	Jeanne	Vaianui	pour
M <sup>me</sup>	Élise	Vanaa	pour

**Le président :** L'ensemble de la loi du pays est adopté par 57 voix pour et 0 pour le reste.

*Merci bien. (Applaudissements dans la salle.)*

**M. Cédric Mercadal :** Président ! Monsieur le vice-président !

**Le président :** Oui, *Monsieur le ministre.*

**M. Cédric Mercadal :** Je veux juste vous remercier tous pour le vote parce que je sais que je vous ai demandé de venir en urgence aujourd'hui, vous avez répondu présents et je vous remercie pour ces votes. Merci à tous.

**Le président :** *Merci, Monsieur le ministre.*

### EXAMEN DE LA CORRESPONDANCE

**Le président :** L'examen de la correspondance : tous les représentants ont, dans leur dossier de séance, le relevé de la correspondance reçu par l'assemblée de la Polynésie française, du 31 octobre au 15 novembre 2023. Une photocopie de cette correspondance peut être demandée par tout représentant au secrétariat général.

### CLÔTURE DE LA SÉANCE

**Le président :** *Avant de clôturer la séance, je voudrais en nos noms à toutes et à tous, Madame Tepuaurui, Monsieur le maire Riveta et Madame Sylvana, nous qui avons été à Nouméa pour le congrès de l'ACCD'OM, vous transmettre à toutes et à tous, au gouvernement du pays ainsi qu'aux représentants de Tarahoi, les salutations des autorités de la Nouvelle-Calédonie, de l'ACCD'OM et de nos compatriotes Polynésiens, Tahitiens qui sont installés sur cette terre (NDT, Nouvelle-Calédonie) et qui nous ont reçu chaleureusement. Ils nous saluent et nous encouragent dans notre mission de servir notre population afin que tous se portent bien.*

*Voilà, veuillez prendre cela en considération et merci bien.*

Mesdames et Messieurs les représentants, je vous remercie de votre présence.

La séance est close. *Bon appétit !*

*(Il est 11 heures 23 minutes.)*

LA SECRÉTAIRE,

LE PRÉSIDENT,

Odette Homai

Antony Géros

=====

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE  
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

# Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente  
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes